

**Le dollar  
à 7,84 F**

LIRE PAGE 28

# Le Monde

Fondateur : Hubert Bouve-Méry

Directeur : André Laisant

3,80 F

Algérie, 8 DA ; Maroc, 3,80 dr. ; Tunisie, 300 m. ; Allemagne, 1,80 DM ; Autriche, 15 sch. ; Belgique, 26 fr. ; Danemark, 1,10 kr. ; Côte d'Ivoire, 340 F CFA ; Espagne, 166 pes. ; Grèce, 340 dr. ; Italie, 1.200 L. ; Liban, 1.500 L. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal, 200 esc. ; Royaume-Uni, 9,50 p. ; Suède, 7,25 kr. ; Suisse, 1,40 L. ; Yougoslavie, 130 din.   
Tarif des abonnements page 23   
S. RUE DES ITALIENS  
75427 PARIS CEDEX 09  
Tél. MONDIPAR 69572 P  
C.C.P. 4287 - 33 PARIS  
Tél. 246-72-23

## Situation explosive au Liban

Outre l'ouverture d'un quatrième front dans la guerre irako-iranienne et les menaces qui se précipitent sur l'écoulement du pétrole en provenance du Golfe, les combats qui, au Liban, opposent des Palestiniens dans la vallée de la Bekaa, d'une part, partisans et adversaires du gouvernement de Beyrouth, de l'autre, ainsi que l'annonce de la fondation d'un front de l'opposition, présidé par M. Walid Joumblatt, pour combattre le régime du président Amine Gemayel, inquiètent au plus haut point les chancelleries étrangères.

M. Cheysson a passé en revue quelques-uns de ces conflits au cours d'un entretien à Tunis, dimanche, avec M. Yasser Arafat. Celui-ci a retenu surtout leur attention sur l'évolution de la crise libanaise qui paraît précipiter la partition du pays.

Deux développements autorisent toutes les craintes : la décision de principe prise par Israël de replier ses troupes derrière le fleuve Awali, qui ne manquerait pas de relancer les affrontements armés dans les régions évacuées ; la constitution du Front de salut national, sous la présidence de M. Joumblatt, qui va - quoi qu'il en dise - favoriser l'extension de la guerre civile et consacrer la coupure du Liban en trois zones, israélienne au sud, chrétienne-phalangiste au centre, et syrienne à l'est et au nord.

C'est précisément dans ce troisième secteur que des formations et des personnalités chrétiennes et musulmanes (samaites ou chiites) de l'opposition ont l'intention d'établir une administration parallèle à celle de l'Etat, accusé d'être « aux mains exclusives » des phalangistes, dont M. Amine Gemayel est l'un des principaux dirigeants.

La situation paraît d'autant plus dangereuse que le divorce s'accomplit à un moment où l'on constate une déstabilisation grandissante chez nombre de Libanais, chrétiens ou musulmans, qui avaient cru que Beyrouth et Jérusalem allaient ouvrir la voie à l'évacuation de toutes les forces étrangères. L'espoir que Damas s'y rallierait après coup s'est évanoui. La Syrie et la Libye ne sont pas tardés à récupérer les mouvements d'opposition en leur offrant une « aide illimitée », comme le déclarait le colonel Kadhafi il y a quelques jours au « Monde », avant de recevoir M. Walid Joumblatt. Or ce dernier n'est pas seulement le président du parti socialiste progressiste et le principal chef des druzes, communauté armée jusqu'aux dents, mais constitue aussi le dénominateur commun de diverses formations de gauche, dont le parti communiste, et des fractions des populations musulmanes et chrétiennes. Son alliance avec M. Souliman Frangé, ancien président marocain de la République, l'un des « chefs de guerre » du nord du Liban, et le soutien dont il bénéficie de M. Raymond Eddé, président du Bloc national, lui aussi chrétien, ne sont pas des atouts négligeables.

Le rôle de la Syrie dans cet imbroglio est, pour une fois, clair. Le chef de la diplomatie de Damas, M. Khaddam, tout autant que les médias baasistes, ont aussitôt salué la naissance du Front de salut national. Tout en continuant à soutenir l'Iran dans sa guerre contre l'Irak et les dissidents palestiniens contre M. Yasser Arafat, la Syrie vise à se poser en interlocuteur des États-Unis pour la reprise du dialogue, sur la base d'un réjet « définitif et irrévocable » de l'accord israélo-libano-américain. Le président Gemayel ayant de son côté invité de manière pressante l'Amérique à « s'engager totalement » à ses côtés, le gouvernement de Washington se trouve bien embarrassé.

## La nouvelle offensive de l'Iran fait peser une lourde menace sur les exportations de pétrole

**Téhéran ouvre un « quatrième front » contre l'Irak pour protéger ses installations de Kharg et lance un avertissement solennel à tous les pays de la région**

La guerre du Golfe, qui oppose depuis septembre 1980 l'Irak et l'Iran, vient de connaître un développement important, notamment quant à ses éventuelles répercussions sur les exportations pétrolières de la région. Alors que, sur les trois fronts déjà ouverts, une guerre de tranchées meurtrière s'engageait dans des opérations limitées, l'offensive lancée le vendredi 22 juillet par l'armée iranienne lui a permis de pénétrer dans le nord de l'Irak. Téhéran entend visiblement, par la création de ce « quatrième front », empêcher l'ennemi, récemment renforcé par la livraison de matériel français, de porter un coup à ses exportations d'hydrocarbures.

Dimanche, après les premiers succès de l'offensive, M. Ali Akbar Velayati, ministre des affaires étrangères de Téhéran, a averti solennellement le « régime sioniste d'Irak » que « si un trouble quelconque est créé pour l'exportation du pétrole iranien, aucun pays de la région ne pourra plus exporter le sien ». C'est la première fois, depuis septembre 1982, que l'Iran menace aussi nettement d'arrêter les exportations de pétrole des autres États riverains du golfe Persique. La nouvelle

offensive de l'armée iranienne, lancée dans la partie kurde de l'Irak, paraissait, ce lundi, en bonne voie. Tandis que le porte-parole militaire iranien affirmait dimanche que « la plupart des unités iraniennes ayant participé à l'attaque déclenchée dans le Kurdistan avaient été débrutées », et citait le chiffre de mille quatre cents morts iraniens, Téhéran multipliait les bulletins de victoire à propos d'objectifs précis, notamment que Bagdad n'a pas démentis.

(Lire la suite page 3.)

## Le silence des intellectuels de gauche

**Aujourd'hui : Un point de vue de M. Max Gallo  
Demain : Le début d'une enquête de Philippe Boggio**

Les grandes figures de la vie intellectuelle, que l'on avait coutume de voir au premier rang des combats de la gauche, se sont tues, semble-t-il, depuis que celle-ci a accédé au pouvoir. Dans l'enquête dont nous commençons demain la publication, Philippe Boggio analyse les raisons de ce silence.

Nous donnons aujourd'hui la parole à M. Max Gallo, qui s'interroge sur la réserve des intellectuels de gauche à un moment où les débats d'idées sont, pense-t-il, plus nécessaires que jamais. (Lire page 7.)

Nous invitons ceux qui sont ainsi mis en cause à prendre part à cette controverse, que le Monde se propose de nourrir au cours des prochaines semaines.

## L'astronomie en révolution

### I. — Un ciel nouveau

par MICHEL CASSÉ (\*)

Aiguillonnée par la technologie moderne, la véritable astronomie, retrouvant sa fraîcheur de jeunesse, connaît une série de remarquables développements. L'image de l'homme assis, l'œil collé à l'oculaire du télescope, demeurant immobile afin que l'univers se révèle à lui-même, a vécu.

Les postes d'observation se sont multipliés, en altitude et sur leur sol. Les regards se sont ouverts à toutes les longueurs d'onde, des ondes radio aux rayons gamma. Les télescopes spatiaux et les radiotélescopes ont effacé l'atmosphère (1). L'observation astronomique d'objets lointains se fait à l'aide de détecteurs de singularités et des limitations inhérentes à l'espèce terrestre. Cosmique plus qu'humain, l'œil se fonde dans l'univers pour mieux l'appréhender. De plain-pied dans le cosmos, l'observateur peut enfin admirer la création dans sa grande diversité. Le théâtre du ciel s'ouvre tout entier à sa perception. Il voit le ciel autrement, il voit un ciel nouveau.

Assurément, la dilatation des sens au-delà de la gamme visible prélude à l'extension des postulats rationnels qui commandent nos jugements et nos raisonnements. De surcroît, le raffinement des observations dans le domaine visible, lié à l'utilisation de détecteurs électroniques qui remplacent avantageusement la plaque photographique, ainsi que la perspective de satellisation d'un télescope optique de bonne taille, autorisent à penser que l'observateur va poursuivre sa

progression dans les profondeurs de l'espace et s'insérer plus avant dans la jeunesse turbulente de l'univers.

La sensibilité accrue des nouveaux télescopes permettra de percevoir des objets de luminosité faible toujours plus éloignés. Mais voir loin dans l'espace, c'est voir loin dans le passé. Plus un objet astronomique est distant, plus sa lumière met de temps à couvrir la distance qui le sépare de l'observateur. Ainsi le signal lumineux qui nous parvient d'une galaxie située à une distance de 100 millions d'années de lumière porte-t-il le témoignage des conditions physiques qui régnaient dans cette même galaxie il y a cent millions d'années.

Il est maintenant possible d'examiner le cosmos de tout une variété de points de vue. L'application des méthodes de l'astrophysique optique à des régions du spectre jusqu'alors interdites à la perception humaine se solda déjà par la découverte de catégories entières d'objets nouveaux, étranges, imprévus (pulsars, sources quasi ponctuelles de rayonnement radio, infrarouge, X ou gamma), souvent très capricieuses.

Une conséquence importante de cette explosion de connaissances est que les astrophysiciens sont maintenant en passe de comprendre la structure de l'évolution des galaxies (sociétés d'étoiles) après avoir établi, dans les décennies précédentes, (\*) Section d'astrophysique, Centre d'études nucléaires de Saclay.

les grandes lignes de la morphologie et de l'évolution des étoiles individuelles.

Les données essentielles concernant les galaxies s'accumulent et des corrélations significatives sont en train d'émerger, reliant différentes propriétés mesurées (masse, luminosité, dimension, forme...), mais la « sociologie des étoiles » n'est encore qu'à ses balbutiements... Supernovae, quasars, pulsars, trous noirs, noyaux de galaxies en furie, dominent maintenant la pensée astronomique, et le binaire cosmique s'enrichit de jour en jour. Il n'est pas de science qui ne demande aujourd'hui de mise au point plus fréquente. L'astronomie est en révolution permanente.

En s'interrogeant sur les résolutions de cette explosion de connaissances sur le corps social dans son ensemble, on est obligé de constater que, si les techniques galopent, les mentalités cheminent. Il incombe à l'astrophysicien de partager la nouvelle manne céleste et de s'enrichir de jour en jour. Il n'est pas de science qui ne demande aujourd'hui de mise au point plus fréquente. L'astronomie est en révolution permanente.

(Lire la suite page 13.)

(1) L'atmosphère exerce une fonction de protection qui se double d'une fonction de censure. Elle ne laisse filtrer qu'une infime partie du rayonnement naturel de l'espace, préservant la surface terrestre des formes les plus destructrices de radiation (voir encadré).

## Le gouvernement envisage un prélèvement de 2% sur tous les revenus

**Pour financer la protection sociale il ne suffira plus de faire payer les riches.**

**Chaque Français devra consentir à un nouvel effort**

Depuis plusieurs semaines, un débat important divise les membres du gouvernement et, au-delà d'eux, les responsables du parti socialiste. Important, ce débat l'est, car il concerne le financement de plus en plus coûteux de la protection sociale en France. Comment trouver les 20 milliards de francs supplémentaires qui seront nécessaires chaque année alors même que le budget de l'Etat, non seulement ne peut venir

en aide à la Sécurité sociale, mais doit, pour limiter son propre déficit en 1984, faire appel à des impôts nouveaux ? Les sommes nécessaires paraissent considérables au moment où le pouvoir d'achat commence à baisser, au moment où nous sommes engagés dans la récession, et alors que la pression des prélèvements obligatoires continue de s'accroître, avoisinant les 45 % de la richesse nationale. Les sommes en cause expliquent la gravité du débat et l'extrême tension que celui-ci fait naître au sein de l'équipe au pouvoir.

Le déficit du secteur public (1) s'est beaucoup aggravé ces dernières années, passant pour l'Etat, la Sécurité sociale (et l'UNEDIC), les collectivités locales, de 97 milliards de francs en 1981, à 92 milliards de francs en 1982. Ce déficit avoisinera les 122 milliards de francs cette année. Les prévisions le situent, pour 1984, à environ 142 milliards de francs.

ALAIN VERNHOLLES.

(Lire la suite page 25.)

(1) On lui ajoute exactement des besoins de financement du secteur public.

## LA MORT DE GEORGES AURIC

### Un musicien conservateur et iconoclaste

Georges Auric, qui vient de mourir à l'âge de quatre-vingt-quatre ans (le Monde daté 24-25 juillet), aura été, jusqu'à ces dernières années, une des figures marquantes du monde musical parisien.

Georges Auric, qui était né à Lodève en 1899, avait commencé ses études musicales à Montpellier avant de suivre, au Conservatoire de Paris, l'enseignement de Causse pour le contrepoint et la fugue, et d'aller s'asseoir sur les bancs de la Schola Cantorum où Vincent d'Indy donnait son cours de composition. Et c'est à cet élève studieux qu'il avait fait ce qu'il fallait pour devenir un compositeur « sérieux » que Jean Cocteau allait dédier, en 1919, son célèbre pamphlet *Le Coq et l'Arlequin*.

Cependant, toute la personnalité de Georges Auric vient de ce paradoxe : non conformiste de bonne heure, il sera parmi les premiers à prendre Erik Satie au sérieux, mais lorsque le compositeur des *Gymnopédies* priera de créer une musique d'ameublement destinée à être seulement entendue sans y prêter attention, Auric lui tournera le dos avec un certain écart.

Reconnu dès 1924 avec les *Fiches*, commandé par Diaghilev pour le saison des ballets russes à Monte-Carlo, Georges Auric semblait s'installer d'emblée dans l'embellie du néo-classicisme, conservateur par son goût du pastiche, iconoclaste dans son irrévérence envers le modèle choisi. Ce ballet devait être le premier d'une longue série qui atteindra son point culminant en 1950 avec *Phédre*.

Or, dès 1931, sa Sonate pour piano devait révéler les ambitions légitimes du compositeur dans le domaine de la musique pure, ambition qu'il ne devait retrouver à la fin de sa carrière dans le séduisant des images, pour diverses formations de chambre, écrites entre 1954 et 1977, lesquelles, après la tentative de concilier Satie et Schönberg dans une *Partita* de 1955, mettaient en œuvre une de ces compositions dont le secret élargira peut-être un jour la sagacité des musicologues curieux. C'était du moins le vœu de Georges

Auric, qui n'y croyait guère car il savait trop bien que son œuvre la plus célèbre, jouée dans le monde entier depuis trente ans, serait, pour longtemps encore, *Moulin rouge*, une valse que toute le monde aura fredonnée sans savoir qu'on était l'auteur, ni même si elle en valait un...

Cette œuvre, dont il n'aimait pas qu'on lui parle, lui avait rapporté des droits exorbitants qui ne sont pas habituels des compositeurs de musique (SACEM) rassemble sous le terme pudique de symphonistes. Georges Auric le savait mieux que personne puisqu'il fut élu, onze fois de suite, de 1934 à 1977, président de la SACEM. Outre Moulin rouge, on lui doit une quarantaine de partitions pour le cinéma.

Outre une activité passagère de critique musical dans les années 30, Georges Auric fut également administrateur de la Réunion des théâtres lyriques nationaux (l'Opéra et l'Opéra-Comique) de 1962 à 1969. Elu membre de l'Institut en 1962, Georges Auric, restera pour les musicographes l'un des noms du Groupe des six (1).

GÉRARD CONDÉ.

(1) Auric, Poulenc, Milhaud, Honegger, Durey, et Germaine Tailleferre.

## AU JOUR LE JOUR

### Production

Dans un entretien accordé à la Revue politique et parlementaire, M. Mauroy félicite la gauche pour avoir, en deux ans, produit pas moins de « deux cents lois ».

Cent lois par an, sans compter les annexes !

Nul ne se plaindra de voir l'usine à légiférer tourner à plein rendement pour atteindre, ou terme de la législation, l'objectif des cinq cents lois.

Et la France confirme, ainsi, sa réputation de grande puissance textuelle.

BRUNO FRAPPAT.

**Patricia HIGHSMITH**  
**Les gens qui frappent à la porte**  
Un terrible roman sur l'intolérance religieuse.  
"Une cinglante étude de meurtres."  
"Féroce et sardonique."  
CALMANN-LÉVY

**PATRICIA HIGHSMITH**  
**Ces gens qui frappent à la porte**  
"Un terrible roman sur l'intolérance religieuse."  
"Une cinglante étude de meurtres."  
"Féroce et sardonique."  
CALMANN-LÉVY



Le Monde

# idées

## Le bruit est-il subjectif ?

par VÉRONIQUE NEIERTZ (\*)

**J**E suis toujours étonnée, lorsque je participe à des réunions de travail sur le bruit, ou que je lis les articles que d'innombrables personnes consacrent, de ne pouvoir éviter les préjugés et mises en garde de ce genre : « Le bruit est un phénomène essentiellement subjectif... Il est délicat d'apprécier objectivement l'existence de la gêne... La lutte contre le bruit, peut-être, mais attention : à partir de quels seuils ? »

Manifestement, leurs auteurs ne sont pas concernés. S'ils l'étaient, ils ne prendraient pas le bruit avec de telles pincettes.

Car peu importe le seuil, il y a une gêne dès qu'il y a une détermination. La subjectivité n'intervient qu'au niveau du choix du bruit dénoté. Quelqu'un qui se plaint, qui prend le risque de faire une démarche toujours coûteuse pour lui, psychologiquement, socialement (ou craint toujours les représailles), économiquement, en fait appelle au secours : il n'en peut plus. Pas forcément à cause du problème qu'il a choisi de cibler. A cause de l'accumulation qu'il supporte, souvent inconsciemment, de bruits gênants, pénibles, dont chacun pris isolément n'a pas forcément une intensité élevée, mais qui, mis bout à bout, jour et nuit, deviennent intolérables jusqu'à la douleur physique.

Ce diagnostic est rarement fait : l'ouvrier se plaint du chien de son voisin alors que ce qu'il ne supporte plus, c'est l'accumulation : bruit de sa machine à l'usine, bruit de vaisselle à la cantine, bruit du train pour rentrer dans sa banlieue.

bruit de l'autoroute qui passe sous ses fenêtres, bruit des enfants qui pleurent en rentrant de la crèche, etc.

Elle de Seine-Saint-Denis, je ne suis pas présidente du Conseil national du bruit, créé par le ministre de l'environnement en 1982, par hasard, ou par désir d'accumuler les titres ronflants. Le Seine-Saint-Denis, proche banlieue de Paris, inflige à ses habitants le summum de ce qu'une grande ville peut sécréter comme pollution en tout genre, et en particulier comme pollutions sonores : périphérique parisien, autoroutes A3, B6, de l'Est, et leurs radiales, voies de chemin de fer (Paris-Strasbourg, Paris-Bâle), grande ceinture, aéroports du Bourget et de Roissy, liaisons hélicoptère Icy-Le Bourget et Orly-Roissy, silencieusement de part et d'autre des « cités radieuses » dont les logements sont construits de telle sorte que tous devraient être insonorisés aujourd'hui si l'on prenait en compte le « seuil » de décibels acceptable par la réglementation. Ajoutons que rien n'a été prévu dans ces cités pour permettre aux enfants et aux jeunes de jouer ou de se distraire : ils sont donc réduits à investir les cages d'escalier, les caves ou les parkings. Les adultes qui travaillent et rentrent épuisés, les personnes âgées et les malades qui cherchent le repos et la tranquillité ne le supportent pas.

Vous n'aurez pas ce genre de problème à Neuilly-sur-Seine ou dans le seizième arrondissement de Paris.

Vous les trouvez dans les banlieues où l'on a rejeté ceux qui n'ont pas les moyens d'habiter en centre-ville.

Ne nous étonnons pas si la question du bruit est si sensible dans l'opinion et déclenche tant de passion et de violence.

### Inégalités

Les bruits sur le lieu de travail, les bruits liés au logement, au quartier, les bruits dus aux moyens de transport, qui s'accumulent dans la journée et la nuit d'une même personne, témoignent d'inégalités sociales qu'ils contribuent à renforcer.

Ce sont en effet les personnes les plus défavorisées qui souffrent le plus cruellement du bruit. Elles ont le plus de mal à fuir le bruit, car elles ont le moins de ressources pour fuir.

Alors quand on me dit qu'un musicien a forgé plus sensible au bruit qu'un chaudronnier ou qu'un ouvrier travaillant au martelage, que la gêne ressentie par le musicien est donc plus grande... « Vous voyez c'est une question bien subjective ! », j'ai envie de répondre comme la Zazie de Queneau et de demander si le chaudronnier ne souffre pas aussi.

(\*) Députée P.S. de Seine-Saint-Denis, maire adjointe de Bondy, conseillère régionale d'Ile-de-France, présidente du Conseil national du bruit.

## LETTRES AU Monde

### Témoignage

#### Un héros honteux

**A**UJOURD'HUI, où l'immensité du procès de Barbie ravive les passions, je voudrais apporter un témoignage d'apaisement.

Résistante, je fus déportée (je faisais partie du convoi des 27 000) à Ravensbrück et de là je fus partie du « transport » qui conduisit un certain nombre d'entre nous dans un petit camp du pays Sudeste à l'orée d'une grande forêt de Bohême - à Holleichen. C'était en avril 1944. Il s'agissait de fabriquer des cartouches (12 centimètres et 2,5 centimètres de diamètre).

Evidemment, si nous refusions, nous risquions la pire et nous aurions été immédiatement remplacés par d'autres, qui n'étaient ni françaises ni résistantes n'auraient pas eu nos problèmes de conscience (la suite d'ailleurs le montra).

Par contre, nous ne pouvions accepter que si c'était pour nous une occasion de continuer la lutte. C'est ce qui fut fait.

Le commandant du camp commença par nous réunir, un dimanche matin de printemps, pour nous confier qu'il avait été prisonnier lui-même en France, qu'il avait été bien traité et voulait agir de même avec nous. Evidemment, cela nous fit rire au lieu de nous rassurer.

Nous avons réclamé du lait, comme nous travaillions dans une atmosphère polluée par la poudre : nous avons eu du lait. Quand la soupe était mauvaise, nous protestions ; il venait, goûtait la soupe dans nos gamelles avec nos cuillères, faisait renvoyer les bidons et nous avions une soupe meilleure. Il y eut une épidémie de scarlatine dans le camp : nous avons bénéficié pendant un mois de la présence d'un médecin militaire - un vrai - qui remplissait l'infirmerie et disparaissait.

Notre action était plus efficace même que nous ne l'aurions espéré : le rendement avait baissé. Le commandant nous réunissait de plus en plus souvent, nous donnait à demi-mot des conseils, brandissait des menaces, nous conjurait de lui faire confiance. En vain, évidemment. Et puis un jour, des claquemets de bottes dans le couloir de notre commando : l'irruption d'un groupe de S.S. - trois numéros furent relevés. Au retour nous ne vîmes plus le commandant : nous ne le vîmes jamais revu.

Nos trois camarades furent bastonnés en public puis, au début d'avril 1945, emmenées. Les recherches faites après la guerre nous ont appris qu'elles avaient été pendues.

Nous avons appris que le commandant, lui aussi, avait été pendu. En effet, dans le tiroir de son bureau furent retrouvées des liasses de rapports contre nous faits par la direction de l'usine qu'il n'avait pas transmis aux autorités supérieures S.S.

Cette information, toutefois, n'a pas été officiellement confirmée ; un fait est sûr : sa disparition et le climat de terreur qui la suivit.

Un autre fait est sûr, c'est que nous toutes du camp d'Holleichen lui devons l'état sanitaire relativement bon du camp et peut-être la vie.

Si les faits sont exacts, il aura mené, seul, contre tous, une lutte solitaire animée par sa seule conscience d'homme, il aura connu une mort ignominieuse pour avoir refusé un ordre infâme. Il fait partie des héros dont personne ne chante le souvenir ni les exploits, dont personne ne garde la mémoire.

Ce sont eux pourtant, ces milliers de héros honteux qui permettent de ne pas désespérer de l'humanité.

LOUISE BAILLY (Paris XV).

### Les paras et les institutions

De vives réactions de membres de l'Union nationale des parachutistes m'ont amené à prendre connaissance tardivement d'un article paru dans le Monde du 4 mai dernier sous la signature de M. Alain Rollat et mettant en cause notamment notre Association.

Il ressort de la lecture de cet article que la forme conditionnelle employée par son auteur ne saurait exclure pour autant, dans l'esprit d'un grand nombre de très nombreux lecteurs de votre quotidien, l'hypothèse que l'Union nationale des parachutistes pourrait avoir en pour objectif « d'organiser le 10 mai [dernier] des manifestations antigouvernementales visant à déstabiliser le régime », autrement dit que l'U.N.P. pourrait avoir envisagé de s'attaquer aux institutions.

Je vous demande donc de bien vouloir informer vos lecteurs que l'U.N.P. reconnue d'utilité publique, est au contraire une association patriotique réunissant des anciens parachutistes militaires, anciens combattants ou non, attachés à la défense des valeurs morales traditionnelles qui fient la grandeur de la République et à dénoncer la subversion qui s'emploie à les détruire.

Face aux problèmes politiques de notre pays, l'Union nationale des parachutistes n'a d'autres critères que les propos tenus jadis par Gny Moller, chef du gouvernement d'alors, quand il a déclaré :

« En France, il y a des Français de droite et des Français de gauche, ils sont tous Français... et puis, il y a ceux qui sont à l'Est... »

J. ROMAIN-DESFOSSÉS, président de l'Union nationale des parachutistes

### Voix quasi officielle...

Le gouvernement a condamné avec indignation l'attentat aveugle et lâche d'Orly. Qui ne l'approuverait ? Mais n'est-ce pas ce même gouvernement qui défendait hautement, il n'y a guère, l'« honneur » et la « dignité » des combattants palestiniens pris au piège à Beyrouth par l'armée du terroriste d'Etat Begin ? (...) On ne peut, en même temps, condamner les tueurs de l'ASALA et traiter en amis les tueurs de M. Arafat, mille fois plus sauvages et dont les victimes innocentes se comptent par milliers.

On accueille M. Arafat comme un chef d'Etat, ce qui justifie ses crimes abominables et ne peut qu'inciter d'autres terroristes, dans un monde qui ne respecte que la force et la violence, à tuer suffisamment de gens pour être pris au sérieux, reconnus, reçus avec tapage rouge. Il n'y a pas de bons et de mauvais terroristes. Tous les terroristes sont abjects, tous les terroristes sont condamnables.

En défendant M. Arafat (que je ne confonds pas avec le peuple palestinien et sa juste cause), tueur d'enfants et terroriste avéré, le gouvernement a ouvert la porte à tous les excès. Il aurait pu, il aurait dû le prévoir. Il a joué avec le feu, comme le pape et quelques autres qui cautionnent des criminels aussi inhumains que M. Arafat et ses sbires, alors qu'il aurait fallu les mettre au ban de l'humanité.

Tuez une personne, et vous serez exécuté ou enfermé à vie, au nom de la société. Tuez-en des milliers ou des millions, et vous serez reçu à l'ONU et ailleurs, et peut-être même recevrez-vous le prix Nobel de la paix ! Ce monde est immonde !

RAYMOND RENARD (Paris XV).

P.S. - Je sais que vous ne publiez pas cet article. Je ne suis pas le seul à constater et à déplorer que le Monde, dont la relative objectivité était reconnue et honorée dans le monde entier, est devenu, depuis deux ans, la voix quasi officielle du gouvernement socialiste (que j'ai continué à mettre en place), qu'il ne critique qu'avec de si évidents regrets qu'on en pleurerait. D'ailleurs, le Monde aussi considère M. Arafat comme un honorable chef d'Etat.

### On manque d'indulgence

Lecteur du Monde depuis trente ans, je n'y trouve plus le même plaisir qu'il y a quelques années. Cette dégradation est particulièrement nette depuis 1981. Il manque dans la plupart des articles une certaine allégresse journalistique ; on y trouve à la place un esprit de routine dans les commentaires de journaux sans illusions. Homme de gauche sans être fanatique (profession : ingénieur, P.-D.G. de société), vos pages économiques me semblent vraiment sans indulgence vis-à-vis de la politique gouvernementale. D'après vos articles nous ne pouvons avoir qu'à un échec ou un semi-échec.

l'ouvrier ne sont pas - déjà - atteints de surdité partielle et de troubles cardio-vasculaires, respiratoires, digestifs ou sexuels, communément observés par le corps médical comme affectant ceux qui n'ont pas les moyens d'éviter ou de fuir les bruits dont leur vie quotidienne est jalonnée.

Outre ces dysfonctionnements, ces dérèglements physiques, le bruit développe l'agressivité, d'où plusieurs types de réactions possibles :

- La surenchère du bruit, la guerre des décibels qui tente, en vain, de contraindre les bruits des autres ;

- Le repli, le retrait de la vie sociale ; ou crée un écran, un rideau de bruit entre soi et les autres ; le walkman ;

- Le meurtre, qui devient un fait divers (de plus en plus banal).

Le coût, pour la collectivité, est estimé à environ 25 milliards de francs. Y sont inclus les accidents du travail (11 % imputés au bruit), les journées de travail perdues (15 %), les internements psychiatriques (20 %), la consommation de tranquillisants. Ne peuvent être chiffrés les retards scolaires des enfants qui vivent dans une ambiance bruyante, ni les accidents (blessés ou morts) dus à la violence.

Faire prendre en compte cette dimension par la collectivité nationale, au même titre par exemple que les économies d'énergie, demeure une œuvre de salubrité publique et de justice sociale, à laquelle un gouvernement de gauche ne peut être indifférent.

D'ailleurs on retrouve une opinion presque identique dans les Echos : mêmes conclusions, mêmes chiffres irréfutables souvent contredits par la suite (inflation 82, croissance 82, pouvoir d'achat 82... prévisions milieu 82) ; vos experts financiers de week-end sont encore pires, ce qui n'est pas une surprise, si on connaît leur travail non journalistique sur la place de Londres [...].

J.F. HERTZOG (Le Chêne).

### La publicité à la RATP.

Le Monde du 19 juillet 1983 a publié la lettre d'un lecteur de Boulogne-Billancourt s'élevant vivement contre la pose sur les autobus d'une affiche « indécente » concernant un film.

Il convient de rappeler que la publicité du métro et des autobus de la R.A.T.P. a été confiée depuis plus de trente ans à une Régie spécialisée, totalement indépendante et sur laquelle nous n'avons qu'un droit de regard. Des responsables des deux entreprises se réunissent périodiquement pour, notamment, apprécier si telle ou telle affiche ne choquera pas un nombre important de voyageurs.

En ce qui concerne l'affiche incriminée, relative au film *Exhibition*, elle a reçu toutes les autorisations, notamment celle de recueillir des réactions plus proches du public que celles dont le Monde fait part.

Pour ce qui concerne la R.A.T.P. des instructions ont été données pour que soient prises des dispositions tendant à éviter le renouvellement d'une situation de ce genre. Il ne s'agit pas de sombrer dans une censure qui serait inévitablement arbitraire et hypocrite, mais de faire en sorte que les sensibilités soient respectées, en tenant compte des évolutions inévitables des mentalités.

A. MALGLAIVE, adjoint du chef du service de presse.

Edité par la S.A.R.L. le Monde  
Gérant : André Laurens, directeur de la publication  
Anciens directeurs : Hubert Bonville-Méry (1944-1969) Jacques Faivre (1969-1982)

Impression : de « Monde » 5, 5 des Indes PARIS-IX  
Reproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'administration  
Commission paritaire des journaux et publications : n° 37 437  
ISSN : 0395 - 2037

LU

### « Van Gogh, ou l'Enterré dans les blés » de Viviane Forrester

#### Un martyre exemplaire

**V**IVIANE FORRESTER a écrit bien autre chose qu'une biographie de Van Gogh : un livre bouleversant d'où l'on se retire frissonnant, avec un sentiment de honte et de rage. Comment, après l'avoir lu, peut-on encore admirer inconditionnellement dans les nécropoles de l'art ses champs de blé et ses tournesols ? Vincent, nous le savons désormais, s'y est vidé de son sang.

Ce « soleil mort-vivant », surgi dans « la journée jaune, confondue avec la masse inconsciente du ciel », Viviane Forrester sait qu'il a connu une trajectoire inéluctable, de l'ordre du cauchemar ou du destin. Elle a la conviction de décrire la « faute », que sans le savoir, il s'est détruit à l'extinction.

Vincent est venu au monde le 30 mars 1853, un an exactement après son frère, appelé lui aussi Vincent et mort à la naissance. Ce double lui enverra l'existence, même si, pour lui échapper, entre Amsterdam, Paris, Londres ou Arles, il endosse les déguisements successifs de marchand d'art (comme Theo, le frère aîné), de pasteur (comme son père) et de peintre.

La famille est le lieu où, avant les horreurs et les asiles, il s'est senti enfermé. Elle a ses grilles et ses murs, invisibles mais infranchissables. Viviane Forrester, qui rend inévitables les explications psychologiques ou médicales de la « folie » de Van Gogh, décrit, en oubliant les légendes ou les chroniques, « cette vie étrange, cette construction fine et compliquée, fervente et sauvage, incertaine et pudique ».

La cellule originelle, ses péchés et ses grands enclaves, obéit à une histoire faite de redites (répétitions des noms et des tragédies) qui déterminent la « passion » de Vincent. Mais Viviane Forrester réussit le tour de force d'épurer la genèse d'une tentative géniale de libération, et son échec, sans la réduire.

Elle inscrit, en effet, dans une quête générale, la recherche d'un sens à la douleur et à l'amour, qui, à leur insu, réunissent des êtres exceptionnels. Ils gravitent, comme des anges déchirés et déçus, autour du noyau dont Vincent est le centre, tiré vers une certitude toujours fuyante. Sa sœur Wilhelmine, suicidée après un long internement, Clotilde Maria Hoornik, ramassée sur un trottoir de La Haye, ou Gauguin, passant de la douceur et de la modestie à la violence, sont, parmi tant d'autres figures, des

partenaires que Vincent va séduire, blesser et marquer.

Victime d'une répétition infernale, il réitère, dans chacune de ses tentatives, le geste de construire et de disperser, de rassembler et de démolir. Quand Viviane Forrester montre la « maison jaune » de Provence qu'il a décorée pour Gauguin - un « phalanstère » et un « bouillotte » - elle l'imagine, aussitôt après une crise, « ligoté sur une table de pierre, entouré de murs nus ». La clé du livre, d'ailleurs, est dans le titre, un raccourci visuel fulgurant : l'Enterré dans les blés, la mort au cœur du frémissement de la couleur et de la vie.

#### Un suicide encombrant

Par mimétisme (de l'éblouissement pictural à la dispersion vertigineuse des mots), tordant le récit, secouant ses phrases, Viviane Forrester semble ressasser l'instinct décisif du 27 juillet 1890 où Vincent supprime « d'un geste déterminé, puisamment désinvolte, ce dont il est parti intégral ».

Comme dans le ralenti emprunté à la vidéo qui dévoile des séquences de cinéma chez Godard (*Sauve qui peut, la vie*), la scène du suicide revient sempiternellement s'inscrire à chaque tournant d'une histoire déjà jouée, tellement racontée, que l'on a pourtant l'impression de suivre pour la première fois.

La portée morale d'un essai à ce point inhabituel - une vie « passionnée » où la passion du narrateur rejoint celle de son sujet - la sauve du formalisme et le branche sur un réalisme que nos civilisations ne parviennent pas à digérer.

Viviane Forrester, après Artaud, dévoile la portée d'un martyre trop exemplaire. Faux coupable, entrepreneur de démolitions malgré lui, suicide encombrant, « grand homme » utile, Van Gogh, comme Poe, Baudelaire, Lautréamont ou Nerval, rejoint la cohorte des « hurlements funestes ». Il nous dégoûte des anecdotes et des mûneries dont presque tous se contentent.

Viviane Forrester, qui avait déjà su interpréter la vie de Virginia Woolf, a composé un avertissement et un défi aux victimes consentantes de la comédie sociale.

RAPHAEL SORHIL

\* Van Gogh, ou l'Enterré dans les blés, de Viviane Forrester, Editions du Seuil, « Fiction & Cie », 348 p., 79 F.

### Réplique à... Maurice Duverger

#### Pour la proportionnelle

par OLIVIER STIRN (\*)

La démonstration essentiellement juridique de Maurice Duverger (*Le Monde* du 20 juillet) n'emporte pas la conviction.

Il n'est pas de mode de scrutin parfait. Sinon il y a longtemps qu'il serait appliqué, et partout. Un mode de scrutin traduit, lorsqu'il est adopté, les besoins et les aspirations d'une époque.

En 1958, le général de Gaulle et Michel Debré choisirent le scrutin majoritaire. Le problème était, alors, de dégager une majorité stable permettant au gouvernement de profiter de la durée. Aujourd'hui, la situation est fondamentalement différente. Depuis 1962, le président de la République, élu au suffrage universel direct, bénéficie, outre les pouvoirs que la Constitution lui confère, du prestige qui résulte de la fonction populaire.

Le phénomène politique majeur est que, depuis de nombreuses années, la France est coupée en deux, et qu'elle ne supporte plus cette situation.

En effet, en période de crise prolongée, les démocrates doivent ordonner un consensus pour mobiliser un nombre suffisant de citoyens. Le scrutin actuel, qui valorise à l'excès les extrêmes, a fait son temps. Il

abandonne à la division manichéenne et artificielle des Français en deux camps. Il interdit la reconstitution, pourtant si nécessaire, d'un grand parti radical qui pourrait demain avec les socialistes constituer une majorité de progrès.

En affirmant que sans majorité claire le président de la République ne pourrait pas gouverner, Maurice Duverger néglige l'hypothèse d'une majorité de l'Assemblée nationale élue au scrutin majoritaire hostile à la politique du chef de l'Etat. Gouverner serait alors autrement difficile qu'avant une Chambre élue à la proportionnelle au sein de laquelle le président pourrait trouver une majorité qui lui permettrait de poursuivre sa tâche en tenant compte de la volonté populaire.

On peut s'interroger sur l'opportunité de conserver une certaine dose de scrutin majoritaire comme par exemple dans le système allemand. L'important est qu'une large part soit faite au système proportionnel.

Dans les circonstances actuelles, la sagesse politique et l'intérêt national le commandent.

(\*) Député radical du Calvados.

Le Monde

PROCHE-O

TANDIS QUE

Les combats

Le Monde

PROCHE-O

TANDIS QUE

Les combats

Le Monde

PROCHE-O

TANDIS QUE

Les combats

Le Monde

PROCHE-O

TANDIS QUE

Les combats

Le Monde

PROCHE-O

TANDIS QUE

Les combats

Le Monde

PROCHE-O

TANDIS QUE

Les combats

Le Monde

PROCHE-O

TANDIS QUE

Les combats

Le Monde

PROCHE-O

TANDIS QUE

Les combats

Le Monde

PROCHE-O

TANDIS QUE

Les combats

Le Monde

PROCHE-O

TANDIS QUE

Les combats

Le Monde

PROCHE-O

TANDIS QUE



# étranger

## PROCHE-ORIENT

TANDIS QUE M. CHEYSSON S'ENTRETENAIT AVEC M. ARAFAT

### Les combats ont repris entre loyalistes et dissidents du Fath

Tandis que M. Claude Cheysson s'entretenait à Tunis avec M. Yasser Arafat, de violents combats, commencés samedi après-midi, se sont poursuivis, le dimanche 24 juillet, dans la vallée libanaise de la Bekaa, à proximité de la route Chataura-Beyrouth, entre dissidents et loyalistes du Fath. Ces derniers, qui paraissent avoir été attaqués par les rebelles, ont en quatre tués et de nombreux blessés. Les heurts ont fait, en outre, des victimes dans la population civile. C'est le premier affrontement qui se produit depuis

l'instauration de cessez-le-feu, le 2 juillet dernier. Selon les milieux diplomatiques à Tunis, le secrétaire général de la Ligue arabe, M. Chedli Klibi, tentera d'assumer une mission de conciliation entre le Fath et la Syrie, accusée par l'Organisation de Yasser Arafat de soutenir les milices. M. Klibi souhaiterait réunir les ministres des affaires étrangères d'Arabie Saoudite, d'Algérie, de Syrie, ainsi qu'un représentant de l'O.L.P. Le gouvernement de Damas n'a pas encore donné sa réponse à cette proposition.

#### De notre correspondant

dommi a encore indiqué que les conversations avaient porté sur l'état des relations entre l'O.L.P. et la France, ainsi que sur le rôle que celle-ci peut jouer dans l'évolution de la position européenne vis-à-vis de la cause palestinienne.

Les interlocuteurs de M. Cheysson ont, selon M. Kadoumi, insisté sur « la nécessité pour la France de participer d'une manière efficace » aux travaux de la conférence internationale sur la Palestine qui doit se tenir à Genève fin août.

Dans les milieux palestiniens, on précisait par ailleurs que MM. Cheysson et Arafat avaient « principalement » évoqué les dangers d'une partition du Liban, qui les préoccupe également après la décision de redéploiement des forces israéliennes, et les possibilités de l'éviter. Toujours selon ces mêmes milieux, il a été également question de la situation dans la Bekaa, du sort des populations palestiniennes au Liban, jugé très préoccupant par M. Arafat, qui déclarait encore voici quarante-huit heures craindre « un nouveau massacre », de la crise avec la Syrie et des résultats, peu probants jusqu'ici, des diverses médiations engagées.

On ignore si le président de l'O.L.P. a évoqué devant son visiteur les difficultés internes que connaît

son organisation à la suite de la dissidence au sein du Fath. Celle-ci en tout cas ont été examinées vendredi et samedi à Tunis, lors d'une réunion du comité exécutif de l'O.L.P., qui a décidé de convoquer « dans les meilleurs délais » une session extraordinaire du conseil central, organe de direction intermédiaire entre l'exécutif et le conseil national (Parlement), comprenant une soixantaine de membres. Cette session, précise un communiqué, « permettra à toutes les instances et structures palestiniennes de fonder pleinement leur rôle dans cette étape délicate que traverse la révolution palestinienne ».

D'autre part, le comité exécutif de l'O.L.P. a réaffirmé son souci d'une « normalisation des relations syro-palestiniennes au bénéfice du combat commun contre l'occupation », en décidant de la poursuite de la mission de la commission de conciliation, conduite par M. Khalil el Fahoum, président du conseil palestinien, auprès des autorités syriennes et des dissidents palestiniens.

MICHEL DEURÉ.

(1) M. Cheysson était accompagné de M. Gilbert Perol, ambassadeur à Tunis, et de MM. Marc Bonnetoux et Jean Delays, respectivement directeur pour l'Afrique et le Proche-Orient et conseiller technique au Quai d'Orsay.

LA VISITE DE MM. ARENS ET SHAMIR A WASHINGTON

### « Invitation » ou « convocation » ?

De notre correspondant.

du jour, qui ne prévoyait qu'une discussion sur les problèmes économiques.

Par ailleurs, on a noté que c'est le président Reagan lui-même qui a lancé cette invitation aux deux ministres et non le département d'Etat et le Pentagone. Cette procédure semble souligner l'insistance des dirigeants américains pour rétablir une concertation au plus haut niveau entre Jérusalem et Washington. Dans l'entourage du gouvernement israélien, on admet maintenant que les dirigeants américains ont pu « mal interpréter » le renoncement de M. Begin à se rendre à Washington et l'annonce immédiate du « redéploiement » de l'armée israélienne au Liban, annonce qui paraissait traduire aux yeux des Américains des Libanais la volonté israélienne de placer Washington et Beyrouth devant le « fait accompli » et d'éviter la discussion à ce propos.

#### Protestation des druzes

Au sein de la coalition gouvernementale, des voix se sont élevées pour dénoncer cette invitation qui ressemble fort à une « convocation », et elles ont fait valoir qu'il ne devait pas être « aux ordres » des Etats-Unis. D'autre part, pendant le conseil des ministres, plusieurs membres du gouvernement, dont le vice-premier ministre, M. David Lévi, ont indiqué que durant leur séjour à Washington, MM. Shamir et Arens pourraient être exposés à des « pressions » américaines destinées à influencer le report du retrait des troupes israéliennes du Chouf. La radio israélienne a fait savoir lundi matin que le gouvernement américain pourrait réclamer un délai de six mois afin de mieux préparer le remplacement des troupes israéliennes dans le Chouf par l'armée libanaise et les contingents de la force multinationale.

M. Arens a déclaré, dimanche soir, qu'il ne craignait pas des pressions américaines, que l'attitude d'Israël n'avait pas changé et donc, que le gouvernement de Jérusalem était toujours déterminé à « coordonner » sa politique avec celles des

gouvernements de Washington et de Beyrouth. M. Shamir, au cours d'une interview à la télévision, s'est déclaré convaincu que les Américains ne demanderaient aucun délai dans le calendrier du redéploiement des troupes israéliennes au Liban. Cet échecier n'est toujours pas fixé, ce qui peut permettre quelques « compromis » entre les dirigeants israéliens, américains et libanais.

La communauté druze israélienne proteste vivement depuis quelques jours contre la décision d'évacuer le Chouf. Les druzes israéliens, prenant la défense de leurs « frères » libanais, craignent que le départ des soldats israéliens ne mette en péril la communauté druze du Chouf, soit que les phalangistes prennent la place des troupes israéliennes, soit même que l'armée libanaise - jugée hostile aux Druzes - se déploie dans cette région. Pour la première fois, les principaux représentants de la communauté druze israélienne ont lancé des menaces en déclarant qu'il pourrait y avoir des cas de désertion parmi les soldats druzes qui servent dans l'armée israélienne, ceux-ci désirant rejoindre, s'il le faut, les milices druzes libanaises qui défendent leurs villages dans le Chouf.

FRANCIS CORNU.

● **Manifestation de pacifistes en Cisjordanie.** - Mille cent cinquante membres du mouvement pacifiste israélien La paix maintenant ont manifesté sans incident, à Hébron samedi 23 juillet, pour protester contre la politique d'implantations en Cisjordanie. La manifestation, d'abord interdite (le Monde, daté du 24-25 juillet), avait finalement été autorisée. C'est la première fois qu'une telle manifestation avait lieu dans cette ville qui est l'un des foyers de la tension entre colons juifs et Palestiniens. La cité avait été bouclée par l'armée israélienne, qui a interdit aux manifestants d'approcher du souk. Ce dernier avait été mis à sac, il y a deux semaines, par les colons de Kyrat-Arba, l'implantation juive qui surplombe Hébron, à la suite de l'assassinat d'un jeune étudiant libanais par des éléments non identifiés. - (A.F.P.)

## A TRAVERS LE MONDE

### Cambodge

● **LE « DANGER » VIETNAM EN DEMEURANT LE PLUS IMPORTANT** - POUR LE CAMBODGE, a déclaré, samedi 23 juillet, à Paris, le prince Sihanouk, président de la coalition du Kampuchéa démocratique, lors d'un séminaire de son organisation, le FUNCINPEC. Le prince a ainsi expliqué sa décision de rester à la tête de la coalition, qu'il avait semblé vouloir abandonner il y a quelques semaines. C'est « l'introduction et l'installation au Cambodge d'un grand nombre de milliers de colons vietnamiens », a-t-il estimé, qui « menace » le pays et « il est évident que dans quelques années nous aurons à faire face à des millions de colons vietnamiens qui transformeront le pays en un nouveau Sud-Vietnam ».

### Chypre

● **M. PEREZ DE CUELLAR**, secrétaire général de l'O.N.U., s'est encore engagé ses consultations avec les parties intéressées, deux mois après la résolution de l'Assemblée générale sur le problème de Chypre. Les conditions posées par M. Rauf Denktaş, le leader chypriote turc, à la reprise du dialogue entre les deux communautés de l'île sont toujours rejetées par le président Kyriakos, qui souhaite obtenir des Etats-Unis et de leurs alliés qu'ils fassent pression sur Ankara. Il se rendra à cette fin à Londres dimanche 31 juillet. L'initiative de M. Perez de Cuellar ne semble pouvoir aboutir qu'à cette condition. (Corresp.)

### Inde

● **LA PREMIERE CENTRALE NUCLEAIRE DE FABRICATION INDIENNE** a été inaugurée samedi 23 juillet à Kalpakam, au sud du pays, par le premier ministre, M. Gandhi. Cette centrale de deux réacteurs à eau lourde de 235 mégawatts sera utilisée à des fins pacifiques, pour fournir de l'électricité à l'Etat du Tamil-Nadu, et non à des fins militaires, a affirmé M. Gandhi. - (A.F.P., Reuters, U.P.I.)

● **TREIZE PERSONNES ONT ÉTÉ TUÉES PAR UN POLICIER**, samedi 23 juillet, dans un temple hindou de la ville de Mandasaur, au Madhya-Pradesh. Une dizaine d'autres personnes ont aussi été blessées par le policier, qui a été tué par d'autres policiers, qui alors qu'il s'enfuyait. Parmi les morts se trouve le grand prêtre du temple. - (A.F.P., Reuters, U.P.I.)

### Italie

● **RECTIFICATIF.** - La chute de Mussolini a eu lieu le 25 juillet 1943, un an avant l'attentat contre Hitler du 20 juillet 1944. C'est par inadvertance que l'article commémorait le quarantième anniversaire de l'événement, dans le Monde daté 24-25 juillet 1983, indique, dans le titre et à la première ligne, l'année 1944. Mais la date exacte figure à plusieurs reprises dans le corps de l'article, notamment dans les derniers paragraphes.

### R.D.A.

● **LE MINISTRE CHINOIS DES SPORTS**, M. LI MENCHUA, a quitté Pékin, dimanche 24 juillet, pour se rendre en R.D.A., à l'invitation de l'Union allemande des sports et de la gymnastique. Cette visite est considérée comme un nouveau pas vers la normalisation des relations de la Chine populaire avec l'Allemagne de l'Est. En mai dernier, le vice-ministre chinois des affaires étrangères, M. Qian Qichen, s'était rendu en R.D.A. (A.F.P.)

### Tchad

● **REPRISE DE L'AIDE CHINOISE.** - De passage à Paris au retour d'une visite de neuf jours en Chine populaire, M. Idriss Miskine, ministre tchadien des affaires étrangères, a annoncé la reprise de l'aide chinoise à son pays, interrompue en 1979. L'assistance financière, immédiatement, d'un prêt de 4 millions de francs. Un autre prêt, à long terme, de l'ordre de 400 millions de francs, a également été accordé par Pékin.

### Union soviétique

● **LES MILITANTS DE GREENPAC** RELACHÉS PAR LES SOVIÉTIQUES. - Les sept Canadiens et Américains qui avaient mis pied clandestinement, lundi 18 juillet, sur le sol soviétique au port de pêche à la baleine de Lorino (pour vérifier si, comme ils le soupçonnaient, le viande de baleine sert de nourriture dans les stations d'élevage de bêtes à fourrure) ont été remis, en haute mer, à un navire américain samedi 23 juillet. - (A.F.P.)

### Zaire

● **M. MOBUTU A L'ÉLYSÉE.** - Avant de se rendre en visite officielle à Washington, où il rencontrera notamment le président Reagan, le maréchal Mobutu, en visite privée à Paris, sera reçu, mercredi 27 juillet, dans l'après-midi, à l'Élysée par le président de la République.

## La guerre du Golfe

### La nouvelle offensive de l'Irak

(Suite de la première page.)

Le mont du Roi (2 600 mètres) qui surplombe, dans cette région escarpée, le site de Hadj-Omar et qui servait à l'artillerie irakienne pour bombarder l'Irak est également tombé aux mains des Irakiens, qui l'ont baptisé « montagne de la liberté ».

Dans la soirée du dimanche 24 juillet, les soldats de Téhéran ont saisi dans la même région le garnison irakienne de Chomman Mustafa et se prévalaient d'en être à leur « troisième avion irakien abattu depuis le début de l'offensive ». (Il s'agit pas question, pour le moment, de l'intervention des cinq appareils Super-Etendard « prêts » à réattaquer par Paris à Bagdad). Le point le plus éloigné en Irak atteint par les Irakiens est, selon Téhéran, situé à une quinzaine de kilomètres de la frontière. La situation a été jugée assez grave à Bagdad pour que le président Saddam Hussein, accompagné d'officiers de haut rang, se rende dimanche 23 juillet sur le nouveau front, pour y inspecter ses troupes, avant de retourner dans sa capitale.

Ainsi se trouve créé au nord, à l'initiative de l'Irak, dans la guerre qui oppose à l'Irak depuis bientôt trois ans, un quatrième théâtre d'opérations, après ceux de Bassorah (sud), de Missan (sud-est) et de Mandali (centre). Désormais presque toute la frontière irano-irakienne est embrasée.

Certains observateurs se sont contentés de noter que le nouveau front de bataille, situé dans le Kurdistan irakien, était, comme base de repli et d'attaque par les Kurdes d'Irak, avec la complicité de Bagdad, bien que cette capitale n'ait pas réussi à juguler elle-même les revendications autonomistes de ses propres Kurdes. La Turquie voisine est dans une situation comparable et, en mai, son armée, avec l'accord de l'Irak, avait lancé dans le nord de ce pays, à environ 200 kilomètres de vol d'oiseau à l'ouest de Hadj-Omar, des raids contre les Kurdes de nationalité turque clandestinement réfugiés chez leurs parents irakiens.

Cependant l'aspect « kurde » de la nouvelle opération irakienne est probablement très secondaire. L'aspect « pétrolier » paraît en revanche prédominant. Depuis que Bagdad dispose de Super-Etendard français, susceptibles d'être utilisés contre le tanker pétrolier iranien de Kharq, dont le fonctionnement est aussi vital pour le Trésor iranien que pour l'économie occidentale, Téhéran cherche à répondre au « challenge » irakien. M. Tarek Aziz, chef de la diplomatie de Bagdad, avait-il proclamé encore, mercredi 20 juillet, que son pays était « déterminé à mener les intérêts pétroliers et économiques iraniens dans le Golfe ». Deux jours plus tard venait la réponse, élogieuse, du régime de l'imam Khomeiny, dans les monts du Kurdistan.

J.-P. P.-H.



En gris, les gisements de pétrole dans le nord de l'Irak

### Au Liban

### M. Walid Joumblatt annonce la fondation d'un front de l'opposition

M. Walid Joumblatt, président du parti socialiste progressiste (P.S.P.) et principal chef des druzes du Liban, a annoncé samedi 23 juillet, la fondation d'un Front de salut national destiné à coordonner l'action de diverses formations de l'opposition. Parmi les signataires de la « charte » du Front, a précisé M. Joumblatt, figurent MM. Soliman Frangieh et Rachid Karamé, respectivement anciens présidents de la République (maronite) et président du conseil (sunnite).

Les représentants de divers mouvements de l'opposition, notamment chiites, nassériens, communistes, assistaient à la conférence de presse que tenait le président du P.S.P. à Baalbeck, ville libanaise sous occupation syrienne. Tout en assurant que le Front de l'opposition ne se substituerait pas aux institutions de l'Etat, M. Joumblatt a indiqué que le « mouvement politique » qui sera constitué établira des organes chargés de l'administration des affaires économiques et financières, militaires, de sécurité sociale et d'information dans les « zones libérées » du Liban. Il désignait ainsi l'est et le nord du pays, sous contrôle syrien, et qui échappent à l'autorité du gouvernement central de Beyrouth.

Ce dernier, a soutenu M. Joumblatt, ne représentant que le parti phalangiste, dirigé par M. Pierre Gemayel, père de l'actuel président, cette situation a conduit les dirigeants de diverses communautés et partis à se regrouper pour « empêcher que la guerre civile ne s'étende ». Le président du P.S.P. a néanmoins revendiqué « l'entière responsabilité » des récents bombardements de Beyrouth-est, du Chouf, et du Metn. Il a accusé à ce propos les milices chrétiennes de M. Gemayel ainsi que l'armée libanaise (dont les principaux chefs ont été nommés par le gouvernement) d'être à l'origine des combats.

Terminant sa visite aux Etats-Unis, le président Amine Gemayel a prononcé plus de discours, notamment à Washington et à Houston, dans lesquels il a lancé des appels insistants à un « engagement total » des Etats-Unis pour aider le Liban à obtenir le retrait complet des forces étrangères de son territoire. Dans un discours empreint d'émotion, il a laissé entendre un durcissement de son attitude. Il a déclaré notamment : « Les promesses vagues ne nous consolent plus ; les menaces, les avertissements et les bombardements ne nous inspirent plus de terreur. Comme toujours, nous comptons sur nos propres forces et sur notre volonté de survie ». - (A.F.P., Reuters.)

### Liban

### M. Walid Joumblatt annonce la fondation d'un front de l'opposition

ments ne nous inspirent plus de terreur. Comme toujours, nous comptons sur nos propres forces et sur notre volonté de survie ». - (A.F.P., Reuters.)

● **Attentat au Sud-Liban.** - Toutes les installations de la station de radio sud-libanaise La Voix de l'espoir ont été détruites, samedi 23 juillet par l'explosion d'une voiture piégée à proximité de la frontière irano-libanaise, qui a tué trois personnes et en a blessé plusieurs. Le chef des milices sud-libanaises, le commandant Saad Haddad, devait précisément être interviewé par cette station samedi soir. La Voix de l'espoir appartient à une organisation évangélique américaine. Elle avait déjà été l'objet d'un attentat à l'explosif il y a plusieurs mois, mais celui-ci s'était soldé par des dégâts matériels mineurs. - (A.F.P.)

### Egypte

### REPRISE DU PROCÈS DES COMPLICES DES ASSASSINS DE SADATE

Alors qu'une soixantaine d'extrémistes islamistes, membres du parti élandestin de la Libération islamique viennent d'être arrêtés en Egypte (le Monde daté 24-25 juillet 1983), le procès de trois cents militants musulmans fondamentalistes appartenant à l'Organisation interdite El-Djihad (la guerre sainte), et qui sont accusés d'avoir voulu renverser le gouvernement du président Sadate en octobre 1981, a repris au Caire dimanche 25 juillet après un mois d'interruption. Le procès s'était ouvert le 4 décembre dernier. Les accusés plaident non coupables. Tous, à l'exception de trois d'entre eux, sont passibles de la peine de mort. Dix-neuf suspects sont en fuite. Le procès pourrait encore durer cinq mois.

Les inculpés sont également accusés de meurtres et de tentatives de meurtre lors d'affrontements avec la police dans la ville d'Assiout, en Moyenne-Egypte, intervenus deux jours après l'assassinat de Sadate et au cours desquels quatre-vingt-sept personnes avaient été tuées et plus de cent cinquante blessées. - (A.F.P.)



# AFRIQUE

LE CONFLIT SAHARIEN

## L'impasse actuelle inquiète les dirigeants africains et maghrébins

L'ensemble du Maghreb a connu la semaine dernière une intense activité diplomatique principalement centrée sur le conflit saharien. La plupart des capitales intéressées - du Maghreb et d'Afrique noire - s'inquiètent manifestement de l'impasse dans laquelle se trouve ce dossier à la suite du récent refus du Maroc de négocier directement avec le Front Polisario un cessez-le-feu et l'organisation d'un référendum d'autodétermination avant la fin de l'année, comme l'a recommandé la résolution adoptée par le dernier sommet de l'O.U.A. (*Le Monde* du 23 juillet). Auteur de ce texte avec les chefs d'Etat mauritanien et éthiopien, le président Abdou Diouf du Sénégal a déclaré samedi 23 juillet : « Nous devons à tout prix appliquer cette résolution et arriver, en particulier, à réaliser le référendum dans les délais fixés. Sinon, cela pourrait conduire à un blocage de l'O.U.A. ».

Fidèle allié du Maroc dans l'affaire saharienne mais respectueux des textes adoptés par l'Organisation, le président Sékou Touré a effectué une brève visite vendredi à Rabat au cours de laquelle il s'est entretenu avec le roi Hassan II. Le chef de l'Etat guinéen, qui doit, en principe, accueillir le prochain sommet de l'O.U.A., craint sans doute de se trouver dans le même cas que le colonel Kadhafi naghéri, l'attitude marocaine risquant de lui coûter cette présidence tant convoitée.

Le guide de la révolution libyenne, qui s'était rendu récemment à Rabat, poursuit lui aussi ses consultations, en particulier avec des amis et alliés avec lesquels il était en froid. Après avoir annulé l'expédition, une visite imprévue en Mauritanie (*Le Monde* du 5 juillet), le dirigeant libyen s'est rendu samedi à Nouakchott, où il s'est longuement entretenu avec le président Khouna Ould Haidalla. Un communiqué commun publié dimanche souligne que l'application de la résolution de l'O.U.A. et « l'exercice par le peuple sahraoui de son droit à l'autodétermination créeront une atmosphère positive au Maghreb » qui permettra « une solution juste et durable de ce problème ». En ce qui concerne le Tchad, les deux parties ont condamné les « ingérences étrangères » et appelé à une « conciliation nationale ». De Nouakchott, le colonel Kadhafi s'est rendu à Alger, où ses entretiens devaient porter sur la crise du Proche-Orient, le Sahara et le Tchad et les perspectives de réalisation du Grand Maghreb arabe.

Quelques jours plus tôt, mardi et mercredi, le premier ministre tunisien s'était rendu à Tripoli à la tête d'une importante délégation de douze ministres (la moitié du gouvernement) pour confirmer la réconciliation entamée il y a dix-huit mois avec la Libye. Le communiqué final annonce le renforcement de la coopération bilatérale dans de nombreux domaines et plusieurs mesures prises dans l'immédiat, notamment : création d'une banque tuniso-

### Tunisie

## DOUZE CONDAMNATIONS POUR TENTATIVE DE DESTABILISATION DU RÉGIME

(De notre correspondant.)  
Tunis. La cour criminelle de Tunis a condamné, samedi 23 juillet, douze Tunisiens à des peines allant de deux ans de prison à dix ans de travaux forcés pour « constitution d'une association non autorisée visant à commettre des attentats contre les personnes et les propriétés ».

Selon les réquisitions du procureur de la République, les accusés, réunis au sein d'un « Mouvement des révolutionnaires populaires », auraient eu des rapports avec l'étranger, notamment avec M. Naji Allouche, ancien secrétaire général de l'Union des écrivains et journalistes palestiniens, dissident du Fath, vivant au Proche-Orient. Pour déstabiliser le régime tunisien, ils auraient eu l'intention de procéder à des attentats, notamment contre le Centre culturel saoudien et l'ambassade des Etats-Unis à Tunis. L'un d'eux, en outre, aurait été torturé lors de sa détention dans les locaux de la police après leur arrestation qui remonte à l'automne. Estimant que le président de la cour avait mené de façon irrégulière les débats, les avocats, à l'exception de l'un d'eux, ont refusé de plaider. — M.D.

libyenne d'investissement (capital 160 millions de dollars), achat par la Libye de 30 000 tonnes d'huile d'olive, prêts libyens pour interconnecter les réseaux électriques à haute tension et développer l'infrastructure routière dans le Sud tunisien.

Jeudi, M. Taleb Ibrahim, ministre algérien des affaires étrangères, se rendait à Tunis au moment où la délégation tunisienne retrait de Tripoli. Il a assuré, avec son homologue M. Caid Essebi, que la coopération bilatérale entamée au début de l'année, à la suite d'un spectaculaire réconciliation, est « entrée dans sa phase d'application ». Les deux ministres ont également insisté sur la nécessité de « développer la concertation politique », et dans le contexte actuel cette phrase est lourde d'implications. En fait, Alger et Tunis constituent actuellement le pôle de l'édification maghrébienne. — P.B.

Le Polisario continue à harceler Lemsyed. — Les autorités de Rabat ont emmené un groupe de journalistes dans le Sud marocain sans toutefois leur faire visiter Lemsyed. Le colonel Benmami, commandant en chef dans le Sud, a expliqué samedi 23 juillet que le Polisario avait attaqué cette localité le 10 juillet avec une force de deux mille cinq cents à trois mille hommes, la soumettant « à un tir d'une intensité jamais vue dans ce conflit », les « orques de Staline » pratiquant un bombardement « colossal ». Il a présenté des épaves de chars T-55 de fabrication tchécoslovaque. Selon lui, les affrontements ont surtout donné lieu à des tirs d'artillerie à 12 kilomètres du « mur », qui n'aurait pas été franchi par les assaillants. Les harcèlements se poursuivent encore dimanche.

# AMÉRIQUES

SELON LE « NEW YORK TIMES »

## Les États-Unis envisagent un blocus aéronaval du Nicaragua

De notre correspondante

New-York. — L'escalade vers un engagement militaire américain en Amérique centrale s'aggrave : selon le *New York Times*, le Pentagone serait maintenant décidé à obtenir du président Reagan le doublement du nombre des conseillers militaires au Salvador, les faisant passer de cinquante-cinq à cent vingt-cinq, mais surtout les autorisant à accompagner les troupes salvadoriennes en opération. Le Département d'Etat a exprimé de démentir l'information, mais son porte-parole a aussi fait valoir que la décision de limiter le nombre des conseillers à cinquante-cinq avait été prise en 1981 après de longues négociations informelles entre le Congrès et le président.

Si un certain nombre de responsables du département de la défense restent peu enclins à braver le Congrès et l'opinion publique en quant à un « nouveau Vietnam », l'opinion publique croît dans les milieux militaires devant le peu de résultats obtenus aussi bien par l'armée salvadorienne contre la guérilla que par les contre-révolutionnaires nicaraguayens contre l'armée sandiniste.

### Le retour

à la « politique Haig »  
Les pressions exercées sur la Maison Blanche par le Pentagone et l'aile la plus conservatrice du parti républicain viennent de se traduire par la nomination de la commission bipartite sur l'Amérique centrale, présidée par M. Henry Kissinger, et l'annonce des plus importantes manœuvres interarmées jamais effectuées par l'armée américaine sur les côtes de la région. Des manœuvres de six mois, engageant deux porte-avions et impliquant la construction de nouvelles installa-

tions militaires et le stockage d'équipements destinés à permettre l'intervention rapide de forces importantes.

Après la détente suscitée par l'arrivée au département d'Etat de M. George Shultz, l'été 1982, la politique « musclée » préconisée par son prédécesseur, M. Alexander Haig, est à nouveau à l'ordre du jour. Ses grands adversaires sont deux des plus proches conseillers du président Reagan : le responsable des questions de sécurité, M. William Clark, et l'ambassadeur auprès des Nations unies, M. Kirkpatrick. L'appel à la croisade anticommuniste bat de nouveau son plein, et si l'allusion à la désastreuse guerre du Vietnam n'est plus tabou, c'est justement parce qu'elle permet de souligner — comme l'écrit M. Norman Finkelstein, le directeur du magazine *Colony* dans le *Washington Post* du dimanche 24 juillet — qu'il n'y a pas de guerre dans y mettre le prix.

Encouragé par son état-major, le président Reagan pratique, depuis quelques jours, l'escalade verbale, ne craignant pas d'utiliser les « amalgames » les plus propres à faire frissonner l'électeur américain moyen. « Les Soviétiques et les Cubains opèrent d'une base qui s'appelle Nicaragua : c'est la première véritable agression communiste contre le continent américain », a-t-il dit. Et encore : « Si les nazis, pendant la dernière guerre, et les Soviétiques, aujourd'hui, ont reconnu que les Caraïbes et l'Amérique centrale sont vitales pour les intérêts américains, il est peut-être temps que nous nous en apercevions aussi ».

Le Conseil national de sécurité vient de prendre connaissance d'un

document qui annonce le passage au communisme de la plupart des Etats d'Amérique latine, « y compris le Mexique », au cas où la guérilla sal-vadorienne triompherait. S'y ajoute une liste de propositions, inspirées, selon leurs auteurs, de la « leçon du Vietnam et de Cuba ». Parmi ces propositions figure le « droit » de l'armée salvadorienne à poursuivre la guérilla au Honduras.

Ces dispositions belliqueuses inquiètent de larges secteurs du monde politique qui tend à considérer les troubles d'Amérique centrale comme un phénomène essentiellement local et, d'ailleurs, quasi permanent, dans lequel Washington doit jouer un rôle prudent et conciliateur.

Des républicains modérés comme M. Nancy Kassebaum, sénateur du Kansas, admettent le caractère marxiste et pro-cubain du mouvement sandiniste, mais refusent de le croire « contrôlé » par Moscou et La Havane, et d'y voir une menace directe contre les Etats-Unis.

Un représentant démocrate de l'Alabama, M. Bill Alexander, a es-suyé récemment à ses pairs que l'administration Reagan ne dit pas toute la vérité : elle est engagée beaucoup plus profondément en Amérique centrale qu'elle ne l'avoue au Congrès, et envisage, en fait, une victoire militaire. Le sénateur démocrate du Connecticut, M. Christopher Dodd — qui fait figure de bou-tefeau entre l'administration Reagan, dans un parti paralysé par la crainte de « perdre le Salvador » — demande pourquoi les Etats-Unis considèrent comme normal de soutenir le gouvernement légal du Salvador, mais démentent ce droit aux Soviétiques pour Cuba et le Nicaragua.

Nombre de critiques s'inquiètent de l'isolement diplomatique des Américains dans cette affaire, en particulier vis-à-vis de leurs alliés européens. Le *New York Times* se demande si les grandes manœuvres aéronavales annoncées par le président Reagan impliquent un blocus du Nicaragua et l'interception éventuelle de bateaux et d'avions de ravitaillement soviétiques, comme lors de la crise des missiles cubains de 1962.

### Des « manœuvres » intempestives

Dans une interview à la chaîne de télévision N.B.C., le représentant démocrate du Maryland, M. Michael Barnes, qui préside la sous-commission pour l'hémisphère occidentale de la Chambre, a souligné le « moment catastrophique » choisi par l'administration Reagan pour lancer ces « manœuvres », alors que les quatre pays du groupe de Contadora demandent à tous les Etats de la région de faire preuve de modération, et que le gouvernement du Nicaragua se dit prêt à négocier.

« Il ne s'agit pas de « manœuvres », a dit M. Barnes, « mais d'un envoi de troupes ». Cette affaire ne peut même pas être assimilée à l'intervention des « marines » en République Dominicaine il y a vingt ans, car l'opération avait eu lieu à la demande des pays de l'Organisation des Etats américains, a fait remarquer M. Barnes.

La situation est d'autant plus préoccupante que l'opinion publique, mobilisée contre le péril nucléaire, ne paraît pas, contrairement à ce qu'il se passait il y a deux ans, réagir au spectre du « nouveau Vietnam », qui se précise cependant de mois en mois. Il est vrai que la vague conservatrice qui a porté M. Reagan au pouvoir s'est, semble-t-il, renforcée : le patriotisme est, avec les vertus traditionnelles, de nouveau à l'ordre du jour, et la « réhabilitation » même des anciens combattants du Vietnam va bon train.

Craignant d'aller à contre-courant, le parti démocrate fait, dans son ensemble, preuve d'une prudence que certains de ses partisans ne craignent pas d'appeler lâcheté. De tous ses chefs de file, le sénateur Kennedy est à peu près le seul à avoir le courage de tonner contre la politique républicaine. Il est vrai qu'il n'est pas candidat à l'élection présidentielle. Le sénateur Dodd, qui avait été chargé d'apporter la contradiction au dernier grand discours sur l'Amérique centrale prononcé devant le Congrès par le président Reagan en mai dernier, et qui avait déclaré que, même si les Soviétiques et les Cubains n'aidaient pas la guérilla salvadorienne, il y avait des paysans pour prendre le maquis, pour protester contre de sévères débauches sociales, s'est fait accuser de « démagogie » par les démocrates du Sud.

NICOLE BERNHEIM.

## SIX DIRIGEANTS D'AMÉRIQUE LATINE ADRESSENT UN « MANIFESTE AUX PEUPLES AMÉRICAINS »

Caracas (A.F.P.). — Les dirigeants de six pays d'Amérique latine, venus assister à Caracas aux cérémonies du bicentenaire de la naissance de Simon Bolívar, ont signé, samedi 23 juillet, un manifeste affirmant leur soutien très ferme aux initiatives du groupe de Contadora pour la paix en Amérique centrale.

Le Manifeste aux peuples américains a été ratifié par les présidents Betancour (Colombie), Hernán Siles Zuazo (Bolivie), Osvaldo Hurtado (Equateur), Fernando Belaúnde Terry (Pérou), Luis Herrera Campins (Venezuela), ainsi que par le vice-président du Panama, M. Jorge Illueca.

Le document souligne la foi dans la démocratie, l'unité, la défense des droits de l'homme, la nécessité d'une collaboration politique et économique, ainsi que dans le refus de toute forme de colonialisme. Les signataires considèrent que l'avènement en Amérique centrale de régimes démocratiques « est un facteur essentiel pour l'instauration de la paix. Cela n'est possible, ajoutent-ils, que grâce à la libre expression de la volonté populaire par le biais d'élections ».

Ils ont rejeté la politique des blocs, pratiquée par les grandes puissances, ainsi que la course aux armements. « L'Amérique latine doit rester libre de tout vestige du colonialisme », ont-ils estimé en ré-affirmant leur soutien à l'instauration d'un nouvel ordre politique et économique international et en soulignant la nécessité de l'unité de tous les peuples du tiers-monde, ainsi que celle d'une solidarité latino-américaine pour relever les défis auxquels le continent est confronté.

# DIPLOMATIE

DANS LA « PRAVDA »

## M. Zagladine invite les P.C. à développer « la lutte pour la paix » dans le cadre de « l'internationalisme prolétarien »

Dans un article théorique publié par la *Pravda* du samedi 23 juillet, M. Vadim Zagladine, premier chef adjoint du département international du comité central du P.C. soviétique et interlocuteur attitré des partis communistes européens, souligne le rôle que ces partis jouent actuellement dans le mouvement pour la paix en Europe, mais formule aussi à leur encontre plusieurs critiques.

Après avoir affirmé que la participation des communistes à la lutte pour la paix doit se situer dans le cadre de « l'internationalisme prolétarien (qui) n'a jamais été aussi actuel et nécessaire qu'aujourd'hui », et qu'elle doit être conduite « contre la politique extérieure du capitalisme monopolistique international », M. Zagladine évoque « certains problèmes » rencontrés par « les partis frères des Etats non socialistes » :

« Il s'agit avant tout d'une certaine irrégularité dans le développement de l'activité des partis frères. On a observé en effet des retards dans le déploiement du combat antimilitariste, écrit-il. Ensuite, les manœuvres idéologiques et de propagande de l'ennemi de classe n'ont pas reçu dans tous les cas la riposte nécessaire. Cet ennemi a réussi, par exemple, à inspirer à une partie des masses l'idée que la responsabilité de l'accroissement actuel de la tension repose non seulement sur l'impérialisme mais aussi sur le socialisme. De telles opinions se sont infiltrées en effet dans les rangs communistes. Enfin, on a noté dans quelques cas une certaine faiblesse de la solidarité internationale, avant tout avec les peuples de Pologne, d'Afghanistan, ainsi que de l'Éthiopie, de l'Angola, du Salvador ».

« On ne peut plus ignorer, poursuit M. Zagladine, l'influence du milieu social dans lequel existent et agissent les communistes, en particulier l'influence des opinions et idées petites-bourgeoises. Ainsi, la masse petite-bourgeoise, indignée et effrayée par les « excès » de l'impérialisme, n'est absolument pas prête à accepter les principes à ses yeux trop « rigides » de l'internationalisme prolétarien, à accepter la nécessité d'une solidarité internationale agissante. Enfin s'est fait sentir dans une série de cas l'absence — en particulier chez des gens qui ont grandi dans des années de conjoncture économique relativement haute — d'un entraînement suffisant à la lutte de classes, de l'expérience politique nécessaire et

## QUAND L'UNANIMITÉ SUCCEDE AU « CONSENSUS » A LA CONFÉRENCE DE MADRID

### Tous contre Malte

Madrid (A.F.P.). — Est, Ouest, neutres et non-alignés, les délégués de tous les pays représentés à la conférence de Madrid sur la sécurité et la coopération en Europe ont fait front, samedi 23 et dimanche 24 juillet, contre Malte, qui continue de bloquer l'adoption du document final de la C.S.C.E. L'attitude dura malheureusement jusqu'à la 15 juillet, jour où toutes les tendances politiques représentées à la conférence se sont mises d'accord sur un texte présenté et amendé selon les termes d'un compromis espagnol. La conférence a également décidé, jeudi dernier, de tenir une session de culture au niveau des ministres des affaires étrangères du 7 au 9 septembre prochain.

Mais il faut que Malte cède d'ici là. Or la délégation de La Valette insiste pour faire adopter trois amendements relatifs à la sécurité en Méditerranée, et dont aucune autre délégation ne veut. M. Saliba, représentant de Malte, a dû annoncer samedi en séance plénière, après s'être entretenu par téléphone avec son ministre, qu'il n'avait pas réussi à obtenir de nouvelles instructions.

Or les délégués sont d'autant plus mécontents qu'ils avaient espéré régler le problème au cours d'une session spéciale, samedi et dimanche, afin de prendre la vaillance aussitôt après. La réunion de dimanche a été notamment marquée par une vive attaque du délégué soviétique, qui a accusé Malte de prolonger « de façon inutile » la conférence. Plus sévère encore, l'agence Tass reproche à La Valette de « bloquer de manière responsable le consensus général ». Se référant « aux milieux journalistiques et aux couloirs de la conférence », l'agence soviétique estime que par cette attitude « obstructiviste » Malte « aide, consciemment ou non, les intérêts des forces qui voudraient annuler ce qui a été obtenu à Madrid, dresser des entraves artificielles devant le développement normal du processus d'histoire ». L'Autriche, la France, la Bulgarie et même les Etats-Unis ont, une fois n'est pas coutume, mêlé leurs voix à celle des Soviétiques.

Tous ces efforts ont été déployés en pure perte. Devant les refus de Malte, les travaux de la conférence ont été suspendus jusqu'à mardi, ce lundi étant jour férié en Espagne.

M. CHEYSSON SE REND EN AMÉRIQUE LATINE

M. Claude Cheysson, ministre des relations extérieures, quitte Paris, ce lundi 25 juillet, pour une tournée de deux semaines dans quatre pays d'Amérique latine — Brésil, Bolivie, Colombie et Cuba — qui sera son plus long voyage à l'étranger depuis qu'il a été nommé à la tête de la diplomatie française en 1981. Ce sera également la première visite d'un ministre français des affaires étrangères à Cuba depuis la révolution de 1959.

La longueur de l'étape brésilienne — cinq jours — témoigne de l'importance que la France attache à ce pays avec lequel elle entend essentiellement nouer un dialogue politique et non plus seulement économique et culturel.

En Bolivie, M. Cheysson apportera le soutien de la France à une jeune démocratie encore fragile. L'Amérique centrale sera au centre de ses entretiens en Colombie.

Le ministre sera au Brésil du 26 au 30 juillet, en Bolivie du 30 juillet au 2 août, en Colombie du 2 au 4 août et à Cuba du 4 au 6 août.

## PUBLICATION DES COMPTES DE L'ACTION INTERNATIONALE CONTRE LA FAIM

POUR L'EXERCICE 1982

Les lecteurs de « Monde » ont pu voir, dans ces pages, les appels lancés par l'Action Internationale contre la Faim, pour financer les projets urgents et de développement des pays pauvres. Ils y ont répondu avec une générosité particulière. Voici pourquoi l'A.I.C.F. publie ses comptes de l'année 1982.

- Les fonds collectés au cours de ces exercices se sont élevés à 10 420 942 F, provenant de cinq sources principales :
  - les dons des particuliers ;
  - les cotisations des membres de l'association ;
  - les dons des entreprises ;
  - les dépôts remis par les gachets des banques populaires ;
  - les participations de la Communauté économique européenne et du ministère de la Coopération.
- Sur le total de ces recettes, 9 135 542 F sont allés à la suite d'appels pour des projets précis d'aide d'urgence ou au développement et le solde sera affecté aux activités générales.
- Les dépenses d'intervention effective sur le terrain se sont élevées à 9 541 307 F, se répartissant ainsi :
  - PAKISTAN (aide aux réfugiés afghans) : 6 170 146 F
  - CHAD (transport et distribution de secours d'urgence dans tous les pays) : 2 316 609 F
  - THAILANDE (réfugiés cambodgiens vietnamiens) : 441 787 F
  - OUGANDA (petits programmes de développement au Karamoja) : 242 157 F
  - BAN (aide aux réfugiés vietnamiens) : 130 150 F
  - FOND D'URGENCE pour programmes de secours : 240 548 F
- Le solde a été réparti entre des participations aux projets des comités locaux A.I.C.F. (136 564 F) et les dépenses de fonctionnement (743 071 F, soit 7 % du budget total).

Ces comptes ne concernent que l'Association nationale A.I.C.F., chaque comité local (51 à ce jour) constituant une association indépendante gérant son propre budget.

ACTION INTERNATIONALE CONTRE LA FAIM (A.I.C.F.)

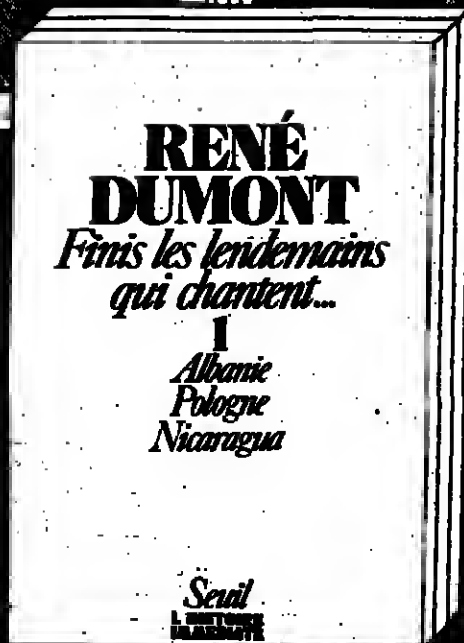
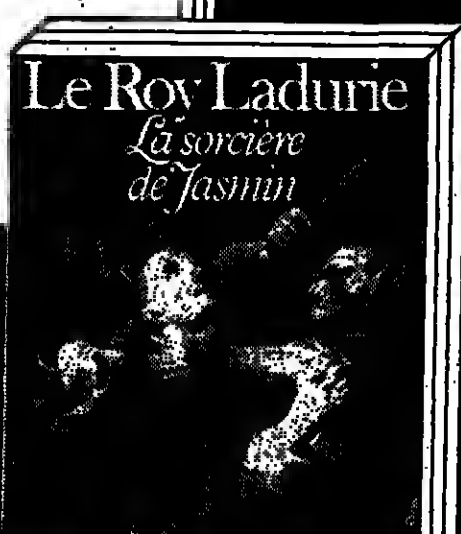
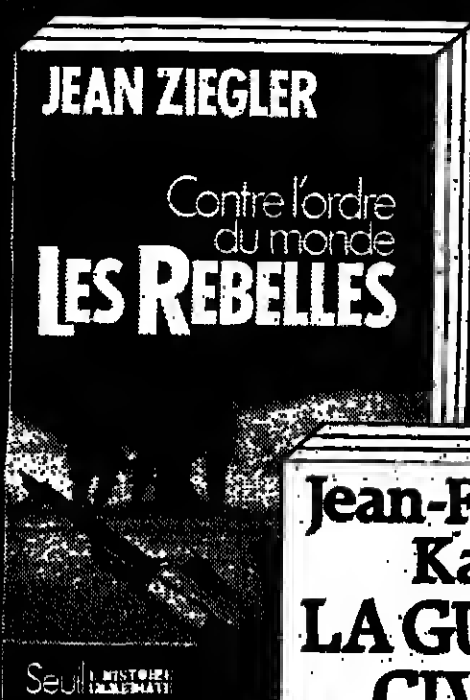
156, rue de Rivoli - 75001 PARIS C.C.P. 4997 16 PARIS

مكتبة الأنجلو



**“Je sais bien que vivre c’est combattre ; et je m’en désolerais peut-être, si je ne sentais en revanche que combattre c’est vivre.”**

**Beaumarchais**



**Au Seuil**







Point de vue

# Les intellectuels, la politique et la modernité

par MAX GALLO (\*)

La gauche abandonnerait-elle la bataille des idées ? Certains posent durement la question. Ils scrutent les tribunes, débattent les intellectuels engagés, comparent avec le temps (qu'ils imaginent plus qu'ils ne le connaissent) du Front populaire. On sent les Gide, les Malraux, les Alain, les Langavins d'aujourd'hui ? Ils oublient ces académiciens, ces écrivains illustres, qui, à coups de manifestes, défendaient l'Italie fasciste, soldat de l'Occident, dénonçaient le Front popu et le Guesse. Malgré tout, l'émigration méritait d'être lancée. Car, dans ce pays petit par l'histoire et dont la politique est faite de mémoire, de récurrence et de symboles, tout ce qui se joue sur le terrain des idées — et que nourrit la politique — influence directement la vie sociale. Or, ces temps-ci, les signes que l'actualité charrie méritent réflexion.

On félicite des animateurs culturels : on arrache, ici et là, les plaques qui portent le nom de Salvador Allende. Et l'on substitue même, dans une ville conquise par l'opposition, le nom de Thiers à celui de Jules Verne. Oui, on est allé jusqu'à. On refuse, pour le deux centième anniversaire de la prise de la Bastille, le choix de Paris comme siège d'une Exposition universelle. Les thèses maurrassiennes sur la révolution française sont diffusées par des commentateurs pour qui 89 est le « maître fondateur de la nation française ». Une épigone de Laval est saluée par la critique comme une somme documentée, mais l'enquête de Karsfeld est écartée d'une voix cauteuse, car il s'agit de l'œuvre d'un « justicier et non d'un historien ». Une partie de la droite française expose explicitement et sans complexe affiché ainsi ses traditions.

Mais ce qui doit être relevé sur le plan historique, c'est la concordance chronologique entre la résurgence des idées de droite et la victoire politique de la gauche. Mai-juin 1981 s'est, en effet, produit alors que l'offensive idéologique de la droite se déployait. Comme si le succès politique intervenait alors que le mouvement culturel porteur avait déjà amorcé son repli.

Le phénomène n'a d'ailleurs rien d'unique. 1789 survint quand le mouvement des Lumières était déjà battu en brèche. 1917, au moment où le marxisme avait achevé d'être une philosophie fécondatrice de réflexions neuves. La victoire politique n'est-elle que la concrétion tardive d'une vague intellectuelle qui déjà se retire ? Certains avec excès le pensent.

Quoi qu'il en soit, c'est bien dès le septennat giscardien que s'affiche

cette nouvelle droite. Il suffit par exemple de s'en tenir à l'appréciation de la Révolution française, et de noter que la réévaluation des œuvres d'Augusta Cochon, critiques et refoulées dans l'historiographie classique de la Révolution, sont rééditées à ce moment et deviennent ou redevennent une référence, bien au-delà des cercles extrémistes qui les avaient publiées. Cochon donne, désormais, le « la » de toute réflexion « sérieuse » sur 89.

## La victoire idéologique de la droite

Les élections de mai-juin 1981 assurent paradoxalement la victoire idéologique de ces courants classés de la droite française en exacerbant les tensions politiques. La crise économique, la nouvelle puissance des Etats-Unis et l'idéologie réagissante créent, par ailleurs, un climat international favorable. L'expérience conservatrice américaine sert de justification, de support et d'exemple.

Réciproquement, la gauche intellectuelle est — elle aussi — devant mai 1981 — en plein émiettement. Les causes en sont évidentes. Une génération d'intellectuels a vécu la politique — et son engagement — dans le communisme. Dès les années 60, elle ouvre les yeux, refuse le marxisme, et se retire dans ses travaux. La politique n'est plus qu'un piège où se laissent prendre les naïfs, les ambitieux ou les cyniques.

Cette génération, moraliste, juvénile et travaille dans le concret. Mai-juin 1981 n'est pas sa victoire, même si, confusément, c'est la défaite de ce qu'elle a toujours méprisé. Est-il sans signification que, pour une part, d'ailleurs minoritaire, elle ait soutenu la candidature d'un clown, tant les élections et la politique lui paraissent dérisoires ?

Mais, et c'est encore plus troublant, une large fraction de la génération intellectuelle qui suit celle des années 60 est aussi « retirée », sur l'Avant. Elle a eu comme baptême du feu politique les années 1960-1970 (guerres d'Algérie et du Vietnam et mouvement de 1968), marquées par la rupture avec les « valeurs » traditionnelles de la gauche.

Élections-trahison, chât-on en juin 1968. C'est à l'issue des années 60, connaît les itinéraires des années de 1968 : du retour à Dieu, au journalisme et à l'insertion réussie dans la vie économique, on note dans de nombreux cas un rejet de la politique et un refus de considérer le pouvoir comme un enjeu. Si l'on ajoute à cela le fait que le P.C. a perdu, et pour cause, son rôle de phare et de catalyseur, on comprendra que le reflux de l'« intelligentsia » de gauche est un phénomène déjà ancien.

Aussi mai-juin 1981, dont le lien avec mai '68 est pourtant évident, peut apparaître — et ce serait, de ce point de vue, un cas spécifique dans l'histoire politique de la France — comme une victoire de la gauche, à laquelle les intellectuels en tant que groupe emblématique ont relativement peu participé, au moins activement.

De là les difficultés qui ont pu apparaître entre ce groupe des intellectuels et le nouveau pouvoir : incompréhensions réciproques, frustrations et appels des institutions aux créateurs qui s'étaient formellement engagés dans le soutien politique et qui n'étaient pas toujours les plus « avancés » en ce qui concerne leurs travaux n'ont pu que compliquer les choses. De là le sentiment de nombreux intellectuels d'avoir été oubliés, ou méconnus, ou appelés simplement à célébrer et à louer. Cette situation est lourde de conséquences.

Le vide est fait pour être rempli, et l'espace politique laissé vacant pour

des raisons historiques, par l'intelligentsia de gauche est occupé par la vague conservatrice, d'autant plus à l'aise qu'il est toujours facile de prendre le pouvoir pour cible. Et que les intellectuels conservateurs ou réactionnaires qui expriment un système de valeurs organisé (même s'il est rarement présenté sous une forme cohérente) n'ont, à l'égard du « pouvoir », aucune des réserves, des préventions — sinon du mépris — qu'ont les intellectuels de gauche. Ne serait-il donc pas temps que ceux qui, justement, se réclament de cette sensibilité analysent dans les conditions de 1983 leur rapport à la politique.

## Un moment charnière pour la France et l'Europe

Bien sûr, l'intervention ponctuelle dans la vie sociale et économique est une forme neuve et positive de l'engagement, mais on ne peut éviter le problème des pouvoirs. Or c'est la lucidité sur les conditions du présent et d'invention que la gauche a besoin. Qui ne saisisse en effet que la France et l'Europe vivent un moment charnière, décisif pour leur destin ? Qui ne voit que c'est d'un déficit de modernité que notre société souffre ?

Ce fut le cas durant les années 1944 à 1970 (IV<sup>e</sup> République et gaullisme) dominées par la croissance économique, le dégoût de la France de son passé (décolonisation, réforme institutionnelle et une

révolution agricole qui transforme radicalement les rapports villes/campagnes, et donc les mœurs), mais cette mutation qui couvre un quart de siècle s'est opérée avec une clé archaïque : des institutions fragiles, puis l'exercice solitaire du pouvoir.

1983 montre à quel point la contradiction est grande entre la modernité de certaines couches et leurs exigences, et le conservatisme d'autres secteurs.

Dans les années 1970-1980, c'est bien encore la question de la modernité qui est en débat. Mais le récession économique frappe de plein fouet, et le point « moderne » des premières années du septennat giscardien s'effondre et disparaît. Les hiérarchies politiques et culturelles traditionnelles gardent le dessus, verrouillant l'ouverture de la France aux exigences de la fin du siècle.

Ainsi ni la croissance ni la crise n'auront permis d'achever les mutations, de libérer les énergies, de bouleverser les mentalités malheureuses.

Pesanteurs sociales, égoïsmes des couches privilégiées, émiettement de la société, résistance de certaines forces sociales, absence de perspectives, anachronisme des responsabilités politiques, tout cela a pesé en faveur du repli.

C'est dans ces conditions difficiles qu'arrive la gauche au pouvoir. Après la phase d'hésitation et de transition

des années 1970-1980, ce retard de dix ans pris dans le domaine industriel et dans l'affrontement à la crise, après ces années oscillantes où les choix principaux ont été obscurs ou différés, l'impasse est claire : sous la direction de nouvelles couches politiques, le pays va-t-il opérer la mutation qui s'impose, tant sur le plan économique que sur le plan social ?

## Réussir la transformation des comportements

La rénovation que le gaullisme a « réussie » avec les coûts et les impasses que l'on sait, la gauche va-t-elle pour la période qui s'ouvre et dans des circonstances délicates (crise économique, tension internationale, société nationale moins homogène, aspirations à la sécurité et à la protection) être capable de la mener à bien ? Moderniser, adapter, sans escorcher le passé, créer une société ouverte, dynamique et vivante ? Combiner initiative et protection sociales, rôle de l'Etat et jeu du marché, reconnaissance de la réussite et affirmation de la justice.

Somme-nous suffisamment armés pour réussir cette transformation des comportements, qui déterminera l'avenir du pays ? Et donc somme-nous assez lucides pour saisir d'abord le sens du moment historique que nous vivons ? Et comment, sans débat ouvert sur les objectifs et les moyens, serait-il possible de conduire une telle entreprise ? Car l'époque impose la confrontation des idées et une large diffusion des

enjeux de la période. D'autant plus que chaque catégorie tend à s'arc-bouter sur la défense de son secteur et de ses conceptions, que le recours à l'Etat ne peut et ne doit être la solution à tous les problèmes, ni la clé unique du changement, que l'Europe, qui est la seule voie neuve — révolutionnaire en fait — dans cette fin de siècle, cahote de crise en crise et dresse contre elle les intérêts de groupes sociaux actifs en même temps que les nations ne réussissent pas à concevoir un véritable projet européen.

Que de débats ! Quel enjeu ! Il faudrait que ce pays redevenne un lieu de fermentation d'idées. Car il n'est pas un problème qui appelle une solution passée. Les situations sont neuves. Il faut inventer ! Et comment le faire sans les intellectuels ? Ils sont, dans un pays démocratique, ceux par qui passe et s'exprime la prise de conscience collective. Il n'est peut-être pas excessif de dire que le succès de la gauche — mais au-delà le destin de la France — dépendra, pour une grande part, du mouvement des idées qui, librement, animera les esprits.

Au point originel, il y a les intellectuels. Mais ce n'est pas de grands noms sur les tribunes de l'engagement politique que le pays a d'abord besoin, mais d'implications concrètes dans la réflexion, en toute indépendance, en toute vérité. « La lucidité est la blessure la plus rapprochée du soleil », écrit René Char.

N.D.L.R. — Les intertitres sont de la rédaction du Monde.

(Publicité)

Communiqué par FORUM GESTION : Communiqué de clôture des inscriptions pour la session de septembre 1983. La liste des étudiants(es) admis(es) sera publiée dans *Le Monde* daté du 18 octobre 1983.

## INSTITUT SUPÉRIEUR DE GESTION

- l'assurance de votre vie professionnelle : le plein emploi des « ISG » et leur place dans le peloton de tête des formations supérieures  
- la garantie de la qualité pédagogique : avec un corps professoral indépendant d'experts, d'universitaires et de professionnels  
- un véritable campus urbain : plus de 5 000 m<sup>2</sup> A PARIS aptes à un réel enseignement supérieur et à une vie associative intense  
- la réelle autonomie : établissement LIBRE et à caractère associatif avec 1 640 étudiants des 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> cycles, dont 250 ingénieurs et diplômés de l'enseignement supérieur

## INSTITUT SUPÉRIEUR DE GESTION

association d'éducation - organisme d'intérêt général  
établissement LIBRE d'enseignement supérieur

Seul établissement français d'enseignement supérieur

• habilité à délivrer le

DIPLOME INTERNATIONAL DE GESTION ET MANAGEMENT

sous l'égide de

L'UNIVERSITE LIBRE INTERNATIONALE - GENEVE

• admis par

EUROPEAN UNIVERSITY OF AMERICA - SAN FRANCISCO

pour les programmes en accréditation du

MASTER OF BUSINESS ADMINISTRATION

• intégré aux programmes de

INTERNATIONAL MANAGEMENT UNIVERSITY OF ASIA - TOKYO

# 28 JUILLET 1983

date limite des inscriptions pour la session du 12 au 19 septembre 1983

LES CONCOURS I.S.G. 1983

Une sélection rigoureuse diversifiée et efficace : 2 072 candidats pour le seul concours du 2<sup>e</sup> cycle classique et plus de 7 000 demandes de dossiers à ce jour.

**2<sup>e</sup> cycle classique**

Elèves de classes préparatoires au haut enseignement commercial

**2<sup>e</sup> cycle alternance**

DUT, BTS, 1<sup>er</sup> cycle universitaire, Licence  
Elèves des classes préparatoires littéraires et scientifiques

**3<sup>e</sup> cycle**

Ingénieurs, maîtres, IEP  
Diplômés de l'enseignement supérieur

ADMISSIONS I.S.G. 1983

200 étudiants

500 étudiants

180 étudiante

TOUS les étudiants admis en 1983 pourront bénéficier des PROGRAMMES INTERNATIONAUX intégrés à leur cursus, complémentaires ou optionnels.

## DIPLOME INTERNATIONAL DE GESTION ET MANAGEMENT

de droit et de statut internationaux, la signature pour l'avenir de :

**I.S.G.**

un réel enseignement supérieur français à vocation internationale

Pour obtenir le guide de l'étudiant ISG - édition 1983 :  
Centre d'information et d'orientation de l'ISG, 45 rue Spontini 75116 Paris (1) 553.60.27

## ORDRE NATIONAL DU MERITE

Est élevé à la dignité de *grand-croix* : M. René Brouillet, ambassadeur de France.

Sont élevés à la dignité de *grand-officier* : MM. George-Emmanuel Clancier, homme de lettres et journaliste ; Michel Flatoz, directeur honoraire de recherches de l'Institut national agronomique ; Ernest Frank, président de chambre honoraire à la Cour de cassation ; Roland Fosse, inspecteur central honoraire des impôts ; Roland Maurice dit de Loris, ancien président du conseil d'administration du bureau de normalisation de l'aéronautique ; Jean Poirier, ancien directeur général d'Air-Inter ; Jean-Marie Soutou, ambassadeur de France, président de la Croix-Rouge de France.

Le *Journal officiel* du 23 juillet publie, en outre, une liste de promotions de *commandeurs*, d'*officiers*, et de nominations de *chevaliers* dans l'ordre national du Mérite.

## ABONNEMENTS VACANCES

France	15 jours	79 F	1 mois 1/2	188 F
	3 semaines	99 F	2 mois	241 F
	1 mois	136 F	3 mois	341 F

(Pour les tarifs d'abonnement à l'étranger, veuillez nous consulter.)  
Pour recevoir régulièrement *le Monde* à votre adresse de vacances, retournez ce bulletin, rempli en majuscules, au moins DIX JOURS avant votre départ et adressez-le avec le règlement correspondant à :

**Le Monde**

Service des Abonnements  
5, rue des Italiens - 75427 PARIS CEDEX 09

Nom ..... Prénom .....  
N° ..... Rue .....  
Code postal ..... Ville .....  
Je m'abonne au *Monde* pendant les vacances pour .....  
du ..... au ..... Versement joint



# Le Monde

# société

## LA QUESTION ARMÉNIENNE ET LE TERRORISME

### Les enquêtes après les attentats de Bruxelles et de Paris

Tandis que la police française continue de rechercher Souer Nayir, considéré comme le fabricant de l'engin qui explosa à Orly, et deux autres suspects, des policiers hollandais ont interpellé, le 23 juillet, aux Pays-Bas, un Arménien de nationalité turque qui serait l'auteur de l'assassinat, le 14 juillet à Bruxelles, du chef de l'ambassade de Turquie en Belgique, Dursun Aksoy. Cette interpellation a été opérée à la suite de renseignements fournis par les autorités belges aux services hollandais. Les enquêteurs bruxellois pensent aussi qu'un autre Arménien, complice de ce meurtre, pourrait figurer parmi les personnes arrêtées en France après l'attentat d'Orly.

A Paris, onze personnes sont toujours placées en détention dans des locaux administratifs sous contrôle judiciaire. Les autorités doivent décider de leur sort avant mardi 26 juillet dans la soirée. Il est possible que toutes ne soient pas expulsées, mais que certaines soient assignées à résidence en France si aucun pays ne voulait les accueillir. Il est de toute façon exclu qu'aucune d'elles soit acheminée vers la Turquie.

De son côté, l'Union des étudiants et de la jeunesse arménienne (U.E.J.A.), proche du mouvement national arménien, a fait savoir

qu'un de ses membres se trouvait parmi les interpellés en instance d'expulsion, mais que tous les autres étaient des isolés sans affiliation à aucune organisation.

### Attentat anti-français à Téhéran

A Téhéran, un nouvel attentat, repoussé cette fois par le Groupe Orly a causé dimanche 24 juillet, d'importants dégâts au siège de la représentation commerciale française. Le Groupe Orly s'était déjà manifesté à Beyrouth et aussi en France après l'arrestation, le 11 novembre 1981, à l'aéroport d'Orly de Dimitri Georgiou, membre de l'ASALA qui fut ensuite expulsé. On note cependant que le journal *Republique islamique*, organe du principal parti iranien, a condamné les deux précédents attentats arméniens commis à Téhéran le 22 juillet.

● A Londres, un membre de l'ASALA, Zaven Bedros, trente-deux ans a été condamné le 23 juillet à huit ans de prison pour détention d'un pistolet de fabrication soviétique et d'une grenade. Il avait été arrêté le 9 septembre 1982 et soupçonné de projeter un attentat contre un diplomate turc.

## LA FIN DU CONGRÈS DE LAUSANNE

### Les difficultés de l'unité

De notre envoyé spécial

Lausanne. — Mis en évidence par sa concomitance avec les attentats de Bruxelles et d'Orly, et leurs conséquences, le deuxième congrès mondial arménien, qui s'est achevé dimanche 24 juillet à Lausanne, aura fait apparaître autant ses limites que les divisions encore profondes de la diaspora arménienne. Alors que plus de deux cents participants étaient attendus, le congrès n'a finalement réuni qu'une soixantaine de personnes d'une quinzaine de pays, venues à titre individuel. Près de la moitié des congressistes appartenaient à la communauté arménienne de France et à quelques membres du mouvement national arménien (M.N.A.), naguère proche de l'ASALA, se sont montrés particulièrement actifs.

En l'absence des principales organisations traditionnelles de la diaspora, l'alle militante du nationalisme arménien a nettement donné le ton à la ligne d'action élaborée à Lausanne. Ainsi, les congressistes estiment que « seule la lutte sous toutes ses formes, puisant son énergie dans un vaste mouvement de libération nationale, est susceptible d'inverser le rapport des forces en faveur du peuple arménien dans son combat pour libérer le territoire national du colonialisme turc ». Dans un autre document, ils constatent que « le recours à la propagande pour une action armée a changé le cours de l'histoire du peuple arménien et suscité un renforcement de la conscience nationale ».

Sans prendre ouvertement ses distances avec la lutte armée, le congrès de Lausanne n'en préconise pas moins « un règlement pacifique juste et durable de la question arménienne ». Les États alliés signataires du traité de Lausanne, qui, voici soixante ans, sacrifiaient les intérêts nationaux du peuple arménien, sont invités à « renouer le dialogue pour réparer ce déni de justice », tandis que les Nations unies, les États-Unis, l'U.R.S.S. et la Communauté internationale en général sont également appelés à agir en ce sens. Quant au gouvernement turc, il lui est demandé d'« accomplir l'acte courageux » que serait la reconnaissance du génocide

de 1915, ce qui permettrait, enfin, l'ouverture d'un dialogue.

Dans une déclaration que se voulaient solennelle, les participants ont exprimé leur volonté « d'obtenir pour le congrès mondial arménien la reconnaissance diplomatique en tant qu'organisation de libération nationale ». Ils aspirent aussi à parler au nom de la diaspora et ont décidé, à cet effet, de créer un conseil national arménien. En l'absence, un comité exécutif de sept membres, présidé par l'organisateur du congrès, M. James Karasian, pasteur suisse d'origine arménienne, a été mis en place.

Il reste à savoir comment les conclusions de ce congrès, d'une représentativité toute relative, seront accueillies dans la diaspora. En tout cas, à Lausanne déjà, la contestation s'est fait jour avant même la clôture officielle de la rencontre. Au cours d'une conférence de presse improvisée, des représentants du Comité français de défense de la cause arménienne (C.D.C.A.), proche du parti Deschamps, de tendance socialiste, ont dénoncé le caractère « de caractère privé et marginal, la légitimité de s'ériger en conseil national ». A leurs yeux, il s'agit là d'une « usurpation qu'aucune organisation n'avait eu, jusqu'ici, le front de faire ». Le C.D.C.A. rappelle que « sans publicité tapageuse, les trois partis politiques arméniens ont signé, en 1973, un texte commun et unitaire exprimant leur détermination à poursuivre les objectifs majeurs de la reconnaissance du génocide par la Turquie et la restitution des territoires arméniens ».

Répondant à ces griefs, M. Ara Toranian, responsable du M.N.A., a fait valoir que le moment était venu « de mettre pierre sur pierre pour construire un conseil national arménien sur des bases démocratiques ». L'ambiguïté qui a accompagné le congrès de Lausanne témoigne des nombreux obstacles qui restent à surmonter pour rallier les diverses tendances de la diaspora arménienne à un projet unitaire commun.

JEAN-CLAUDE BUHNER.

## FAITS ET JUGEMENTS

### Des maires s'inquiètent de l'insécurité dans le Pays basque

Des maires du Pays basque français, de diverses tendances (R.P.R., C.D.S. et P.S.), appartenant à l'association des communes de Soule et de Basse-Navarre, ont adressé une motion, le 23 juillet, au président de la République, qui se trouvait en fin de semaine à Latche (Landes). Ils lui demandent de prendre « des mesures afin d'assurer la sécurité dans le Pays basque ».

Depuis la fin du mois de juin, plusieurs attentats visant des objectifs touristiques et des hold-up ont été commis dans les Pyrénées-Atlantiques.

D'autre part, ces derniers jours, les pneus de vingt-cinq voitures ont été crevés près d'un terrain de camping à Tardets.

● Un incendie d'origine criminelle a totalement détruit, le 23 juillet dans l'après-midi, un hypermarché Mammouth situé sur la commune du Poinçonnet, à 5 kilomètres de Châteauneuf (Indre). Un pompier a été tué et un autre blessé.

Un premier foyer s'est déclaré vers 16 h 45 et a pu être maîtrisé rapidement par le service de sécurité de l'établissement. Simultanément, un second incendie, beaucoup plus important, débutait dans un autre rayon et nécessitait l'intervention d'une centaine de sapeurs-pompiers. L'un d'eux, M. François Cambard, âgé de vingt-trois ans, pompier volontaire, a été tué.

L'incendie n'a pas fait de victime parmi les mille deux cents personnes (dont cent vingt employés) qui se trouvaient alors dans le magasin et qui ont pu être évacués sans panique.

## ÉDUCATION

### « PRIVILÈGES » (suite)

### Indignation et scepticisme

Privileges, encore. Les propos de François de Closets en réponse à la question : les enseignants du supérieur sont-ils à votre avis des privilégiés ? suscitent encore lettres et réflexions. Plusieurs universitaires nous ont écrit (*le Monde* du 20 juillet) : nous a-t-on dérangé d'indignation et fulminant à la seule pensée que la question ait pu être posée.

D'autres correspondants réagissent autrement. Ce ne sont pas des universitaires, mais ils s'ouvrent eux-mêmes à nos privilèges. Ils mesurent à sa valeur le prix d'une telle situation. Ainsi Mme Germaine Lamotte, salariée de début, le SMIC et, en fin de carrière, « une confortable retraite de 10 000 francs par mois », écrit-elle : « J'appartiens moi-même à la France favorisée... ».

« Une maladie grave qui a duré trois ans n'a pas gâté ma promotion et n'a pas perturbé matériellement ma famille car j'ai toujours été payée, et ma tranquillité d'esprit m'a sûrement servi la vie ».

Le docteur Bertrand Bias, chef de service au centre hospitalier de Bourges, se range lui aussi dans « la catégorie des privilégiés ». Il lui semble évident que, pour définir cette catégorie, « il ne suffit pas de se baser sur les revenus mais d'ajouter le temps libre et l'indépendance du métier ». Or, continue-t-il, « je ne pense pas qu'on puisse nier que les universitaires bénéficient de ces deux avantages ; leurs dépen-

sations ne m'ont pas convaincu, et je pense qu'elles ne convaincront pas grand monde ».

M. Lamotte, qui se déclare « pleinement d'accord avec François de Closets sur l'importance des facteurs non monétaires » (dans l'appréciation du salaire) pose à mi-voix une question qui mérite d'être entendue : « L'idée que la petite ouverture du textile pourrait dispenser d'un temps libre réservé à des colloques sur la mode et à des recherches sur de nouvelles techniques paraît-elle aberrante à nos enseignants ? » Elle paraît nourrir peu d'illusions sur la réponse, car elle craint que ceci « ne vivent en milieu clos et que leur manque d'imagination ne leur ferme les yeux ».

Voilà qui nous ramène au problème évoqué dans l'article « Privileges » : comment expliquer que les universitaires ne parviennent pas à convaincre, qu'ils échouent à faire colporter l'image qu'ils ont d'eux-mêmes et celle qu'ils donnent à voir. Leurs certitudes indigènes les empêchent de comprendre ce que nos correspondants disent en les apostrophant : la première dignité d'un privilégié est de commencer par se reconnaître privilégié ; il n'est pas honteux d'être favorisé, mais il n'est guère estimable de nier qu'on l'est.

L'aristocratie de l'esprit est vraiment devenue, elle, un rare privilège.

C. V.

### M. Pierre Daniel ne croit pas à une rupture brutale entre le gouvernement et l'enseignement privé

« Le président de la République est préoccupé par le risque de rallumer la guerre scolaire », a déclaré M. Pierre Daniel, président de l'Union nationale des associations de parents d'élèves de l'enseignement privé (UNAPEL) à l'hebdomadaire *Valeurs actuelles*. Faisant référence à l'entretien qu'il a eu avec M. François Mitterrand, le 1<sup>er</sup> juin, M. Daniel pense que le président de la République « sent les haïnes resurgir chez certains syndicalistes de l'enseignement public et certains hommes politiques de gauche (...). Il nous a rappelé, ajoute M. Daniel, que s'il y a une obligation d'évolution, il y a aussi une volonté de ne pas contraindre mais de discuter en vue d'une entente entre le gouvernement et l'enseignement libre ».

S'agissant des nouvelles propositions que le ministre de l'Éducation nationale doit faire en septembre, M. Daniel envisage deux hypothèses. Si le projet est « catastrophique, semblable à celui du 20 décembre (...) il ne nous restera plus qu'à voter l'option. Notre plan de mobilisation est désormais très au point (...). Mais il y a une autre hypothèse : M. Savary fait des propositions permettant de négocier certains points. Il n'y a pas de raison que nous nous y refusions ».

M. Daniel ne croit pas à une « rupture brutale » mais plutôt à

des « propositions étalées dans le temps ». Il estime qu'il serait « insensé » de vouloir faire « plier le gouvernement » par la force. « Les manifestations sont importantes mais elles ne changent pas la loi », dit-il. Ce qu'il attend du gouvernement, c'est « l'élaboration d'un système qui ne soit pas remis en cause à chaque changement de majorité parce que, hormis les secrétaires, il satisfait tout le monde », en d'autres termes « un pacte qui assure à la France une paix scolaire définitive ».

### AUGMENTATION DES DROITS D'INSCRIPTIONS DANS LES UNIVERSITÉS

Les droits d'inscription à l'université passent de 150 F à 200 F, à compter de l'année universitaire 1983-1984. L'arrêté publié au *Bulletin officiel de l'éducation nationale* du 21 juillet instituant ce nouveau tarif (*le Monde* du 28 juin) prévoit qu'en cas d'inscription multiple, l'étudiant acquittera un droit de 133 F pour chaque diplôme préparé en plus du premier, pour lequel il paiera la somme de 200 F. La dernière augmentation des droits d'inscription remonte à la rentrée 1982 : elle avait porté leur montant de 90 F à 150 F (*le Monde* du 26 juin 1982).

## Admissions aux grandes écoles

(par ordre de mérite)

● Ecole nationale supérieure des arts et métiers (ENSAAM)

CONCOURS :

M. et M<sup>me</sup> Henri Olivier ; Gilles Jacques ; Jean-Jacques Billant ; François Guyonnet ; Kamel Khalil ; Joséphine Fiore ; Thierry Maubailly ; Olivier Chirou ; Jean-Marie Quella ; Pascal Delbasse ; Gilles Dhalman ; Valéry Remon ; Christian Fichet ; Imad Debech ; Laurent Marot ; Olivier Pelardy ; Jean-Bernard Saint-Eve ; Jean-Noël Lervard ; Jean-Yves Plante ; Jean-Michel Di-Natale ; Jacques Le Ronx ; Eric Didier ; Dominique Lebeun ; François Melier ; Pascal Thome ; Bertrand Lauridan ; Stéphane Caron ; Thierry Pichon ; Jean-Marc Piffret ; Patrick Le Graverend ; Christian Wagner ; Amine Abet ; Jean-Marc Hernandez ; Olivier Guillemalle ; Gilles Vacher ; Alain Housset ; Michel Mahé ; Vincent Vallet ; Hervé Druon ; Luc Walter ; Pierre Vedrine ; Hervé Bommelle ; Jean-Denis Piques ; Yves Trinquart ; Alex Balta ; Frédéric Forier ; Sylvie Koenig ; Véronique Decaux ; Pierre Gizard ; Philippe Delahaye (500).

Jean-Luc Migot ; Yves Lubria ; Jean-Philippe Bonisier ; Jean-Luc Dupuis ; Nicolas Bebet ; Patrick Dugues ; Joël Le Gall ; François Letailleur ; Xavier Renard ; Christian Lignou ; Jamal Taldi ; Myriam Mongorin ; Michel d'Aléris ; Michel Karman ; Patrick Pabich ; Martin Coornet ; Jean-François Germain ; Christophe Soffit ; Thierry Hubert ; Marc Sammel ; Marc Paprocki ; Olivier Thomas ; Christian Kallis ; Jean-François Delange ; Alexandre Wilho ; J.-Roland Brizard ; Philippe Guenard ; Patrick Capodice ; Philippe Chassard ; Hervé Crozier ; Christophe Simeon ; Stéphane Dubois du Belay ; Jean-François Lamory ; Bertrand Leroy ; Guy Laroque ; Philippe Coumont ; Yann Poulliquen ; Francis Théron ; Alain Dubreuil ; Lionel Mellet ; Gérard Barbodet ; Philippe Couderc ; Gérard Lafond ; Pierre-Louis Mell ; Yves Rouze ; Pascal Weber ; Daniel Hervé (250).

Dominique Grosjean ; Thierry Lemaire ; Thierry Favier ; Robert Leclerc ; Denis Muller ; François de Messy ; Pierre Falcous ; Fabrice Naud ; Sylvain Riehr ; Daniel Roujot ; Jean-Christophe Bovy ; Gaëtan Clouere ; Marc Defonts ; Jean-Marc Kervella ; Jean-Philippe Pellerin ; Roland Logé ; Jean-Luc Rémy ; Hervé Marie ; Jean-Marc Astessana ; Jean-Marc Cognet ; Jacques Flaye ; Hugues Sienkew ; Bernard Dominiel ; Gabriel Gernais ; Stéphane Javault ; Marc Wagner (300).

J.-Guy Lajoux ; François Molle ; David Per ; Philippe Boudin ; Didier Lacour ; Thierry Motin ; Marc Gravi ; Marc Leriche ; Denis Esnove ; Dominique Langlais ; Bruno Ligier ; Yves Silvani ; Eric Anton ; Frédéric Bodeu ; Lionel Chetiv ; Nicolas Fesard ; Philippe Guy ; Frédéric Moens ; Eric Nadet ; Charles Chénier ; Jean-François Lavie ; Ilhem Ghorbel ; Max Barel ; Paul Krak ; Sylvie Litaudon ; Gil Durel ; Christophe Mouillet ; Pascal Rullion ; Jean-Luc Rémy ; Jacques Levy ; Philippe Lallemand ; Olivier Carvetti ; Philippe Masset ; Franck Chevallier ; Jean-Marie Corron ; Christophe Bard ; Frédéric Mounen-Makoua ; Pascal Antoine ; Rolf Beyer ; Philippe Agnatin ; Hervé Filley ; Denis Sosode ; Christian Fannou ; J.-Guillaume Pexon ; Olivier Despou ; Marc Cemo ; Jean-Christophe Lallemand ; Frédéric Chamon ; Christophe Dufosse ; Pascal Dupuy (350).

Jérôme Cascio ; Serge Duchier ; Thierry Thévenet ; Jean-Luc Luczak ; Jean-Marc Polner ; Jean-Pierre Simon ; Jean-François Marie ; Vincent Duché-

te ; Jean-Luc Grand ; Félix Marchand ; Philippe Valentin ; Eric Botard ; Edouard Koleski ; Bernard Goy ; Philippe Claverie ; Christian Tavernier ; Denis Auzanien ; François Dugues ; Christine Dufour ; Abdelhak Tarebi ; Pascal Arnaud ; Philippe Joly ; Olivier Squaglia ; Dominique Delhaye ; Marc Beaupré ; Eric Chevalier ; Olivier Martel ; Jean-Marc Sabatier ; Olivier Le Calvé ; Philippe Col ; Sylvain Laroque ; Philippe Marziane ; Christophe Lénard ; Philippe Zennaro ; Fabrice Sangani ; Stéphane Frenon ; Catherine Christophe ; Christophe Plet ; Frank Briger ; André Gonila ; Philippe Ody ; Marc Pedron ; Olivier Salmon ; Eric Dupraz-Frazier ; Sylvain Thépénier ; Régis Blanc ; Eric Delmas ; P.-Marie D. Odo ; Yves Blanchet ; Pascal Fugère (400).

Jean-Marie Vardon ; Christian Combes ; Pierre De Wreden ; Carole Leclerc ; Philippe Arroux ; Philippe Béranger ; Philippe Briet ; Christophe Marinetti ; Sylvie Marlet ; Philippe Delavie ; Christophe Dédard ; Thierry Léon ; Alexandre Podda ; Christophe Apard ; Pascal Parant ; Bernard Laperrière ; Alain Dural ; J.-Michel Lard ; Claude Reynaud ; Jean-Claude Varilh ; Christophe Delcy ; Frédéric Marie ; François Cortez ; Fabrice Montoya ; François Dujot ; Patrick Lebouje ; Christian Cornille ; Patrick Hoffmann ; Laurent Morier ; Thomas Chauveau ; Sylvie Comella ; François Gluck ; Patrick Dargent ; Jean Passini ; Fabrice Perold ; David Broux ; Khalid Chaibi ; Pierre Antonies ; Philippe Larsson ; Christian Nischke ; Jean-Marie Caillat ; Vincent Henry ; Fernand Lopez ; Jacques Bressange ; Pierre Calmieri ; Dominique Didry ; Jacky Grandemont ; Christian Rivière ; Jacky Gaudier ; Patrick Guillemin (450).

Pascal Hock ; Gilles Terrailon ; Hervé Aubry ; André Gasquet ; Pierre-Marie Grutier ; Eric Simonin ; Jérôme Jere ; Benoît Didaux ; Hervé Le Roy ; Michel Rotta ; Jean-François Dechaux ; Martial Desgros ; Luc Straumann ; Christophe Broglia ; Alain Majster ; Jean-Michel Renon ; Gilles Sexton ; Régis Colombier ; Jean-Marc Mender ; Alain Waziriet ; Jean-Paulzi ; Sylvain Post ; Olivier Blanc ; Gérard Kneifer ; Eric Chalmy ; François Galliot ; Philippe Panchet ; Thierry Remondière ; Max Bourrier ; Pascal Coulin ; Jean-Philippe Soudes ; François Cox ; Jean-Luc Heim ; Jean-Christophe Weiss ; Jean-Pierre Bertrand ; Jean-Pierre Le Boeuf ; Didier Delphigne ; Jean-Louis Rocherou ; Luc Davenue ; Nicolas Durand ; Joël Faivre ; Bertrand Tostain ; Jean-Michel Baccinet ; Maurice Plantier ; Hervé Messier ; Jean-Pierre Thomas ; Patrick Vardon ; Karim Meziou ; Alain Dornaveau ; Vincent Edery (500).

David Obert ; Didier Temps ; Laurent Crozet ; Patrick Dellinger ; Tarak Oueslati ; Myriam Perrin ; Robert Peyroux ; Jacques Emami ; Hervé Martin ; Michel Ouerd ; Jean-Luc Roguel ; Christophe Bado ; Jérôme Boute ; Eric Deparis ; Patrick Perelle ; Yves Genevois ; José Deloche ; Jean-Philippe Casademont ; Jean-Yves Inrard ; Stéphane Ragot ; Arnaud Varanguen ; Jean-Vincent ; Georges Aubin ; Jean-Pierre Berlinguer ; Gilles Hollier-Laroque ; Philippe Laroze ; Jean-Philippe Chien ; Nathalie Gallet ; Dominique Cecchini ; Jean-Pierre Coujourn ; Frédéric Didot ; Henri Cour ; Nicolas Geyraud ; Bruno Radisson ; Yves Charpentier ; Pascal Labourd ; Yves Cassin ; Jean-Paul Rongard ; Yannick Aspe ; Philippe Briard ; Laurent Ranner ; Jérôme Galix.

Philippe Maczkowski ; Luc Didier ; Patrick Hervé ; Bruno Soko ; Olivier Krick ; Daniel Dumort ; Johnny Dodin ; Vassil Fedorov ; Alain Langlais (550).

Benoît Senebrenier ; Jean-Louis Aude ; Didier Bouche ; Frédéric Rousseau ; Didier Chaput ; Michel Courcelle ; Philippe Robillot ; Jean-Philippe Vallin ; Thierry Baumont ; Bruno Emeline ; Eric Lafont ; Guy Blanchard ; Laurent Tabbillon ; Gérard Dubanel ; Jean-Paul Fontaine ; Pascal Favreau ; Didier Jouve ; Jean-Loup Phumecost ; Eric Guilien ; Benoît Musquar ; Jean-Vincent Rully ; François Berthia ; Didier Herbillon ; Fabrice Tardif ; Eric Vermeil-Dessouches ; Eric Willoquet ; Frédéric Ternaux ; Philippe Dupont ; Marc Le Polvin ; Eric Botte ; Didier Chazottes ; Xavier Delfrenne ; Thierry Vignans ; Jean-Paul Allal ; Daniel Ducloux ; Corinne Celerier ; Sophie Chanvère ; Jean-Noël Corbin ; Jean-Marc Sorlaux ; Christian Guille ; François Ponsard ; Pierre Chauvel ; Sébastien Melhier ; Philippe Mourou ; Pascal Bourguignon-Petit ; Damien Hemmerle ; Lionel Verot ; Eric Chailand ; Alain Ferrer ; Jean-François Savin (600).

Thierry Lopez ; Eric Aguilu ; René Da Silva ; Aguilu ; Benoit ; François Merle ; Véronique Dubarry ; Yves Grégoire ; Pascal Léves ; Marc Vriz ; Pascal Marty ; Hervé Berthel ; Jean-Régis Guillot ; Boris Husy ; Philippe Lagarde ; Patrick Luster ; Didier Moullin ; François Roca ; Roland Mahikian ; Bruno Bally ; Jean-Philippe Jodanis ; Laurent Perri ; Guy Vandenberg ; Stéphane Prenz ; Charles Derivaut ; Luc Meun ; Vianney Rollin ; Eric Dufour ; Jean-Pierre Garamont ; Nathalie Reymond ; François Lamy ; D-Eric Lévy ; Dominique Mécheux ; Vincent Bour ; Claude Chéribin ; Philippe Desvignes ; Marc Dupuis ; Frédéric Monier ; Laurent Geary ; Frédéric Malet ; Frédéric Leguay ; Marc Chemoineux ; Christian Kapp ; Pascal Pome ; Christian Camet ; Hervé Lallemand ; Pascal Maury ; Joseph Subis ; Christian Trévisan ; Jean-Marc Jallat ; Yann du Boussic de Fieus (650).

Patrick Garnier ; Thierry Scant ; Didier Henry ; Didier Fadin ; Vincent Estermann ; Jean-François Vuillemin ; Antoine Le Baron ; Philippe Siquard ; Thierry Auzias ; Hervé Vinard ; Jean-François Faye ; Denis Rioussat ; Philippe Roman ; André Pallout ; Jean-Luc Labonne ; Régis Variante ; François Bardet ; G-François Corbin ; Olivier Klotz ; Jean-Luc Thelliez ; Abdessamad Benou ; Eric Bombonnet ; Jean-Claude Pichon ; Gilles Crozet ; Thierry Reymond ; Laurent Bombonnet ; Dominique Martin ; Jean-Pierre Ric ; Michel Landru ; Dominique Durbin ; Bernard Lanture ; Marcel Zuffert ; Alain Couze ; Vincent Tambou ; Marcians ; Didier Bonnard ; Régis Bonian ; Jean-René Béguin ; Marc Jadin ; Fabrice Fleuchey ; Didier Bado ; Dominique Rost ; Eric Cunisse ; Thierry Mendibour ; Benoît Dugnet ; Alexis Gil ; Marc Roquesane ; Thierry Rouillard ; Jean-Marc Monnier ; Richard Maurice ; Sylvie Salson (700).

Olivier Robineau ; Xavier Harpin ; Michèle Frichement ; Luc Daudouet ; Bernard Ryticki ; Olivier Guéneau ; Alain Aubourg ; François Chapot ; Gilles Hermet ; Gérard Icart ; Gérard Bayard ; Mohamed Benmouh ; Gérard Garigues ; Patrick Guilhem ; François Mallet ; Jean-Michel Borles ; Jean Pomier ; Joseph Sol ; Thierry Ray ; Thierry Savot ; Fabrice Volard.

(A suivre.)

مكتبة النهر



CYCLISME

Vainqueur du Tour de France à vingt-trois ans

Laurent Fignon leader d'une nouvelle génération

Laurent Fignon est l'un des plus jeunes vainqueurs du Tour de France et le premier coureur parisien qui inscrit son nom au palmarès de l'épreuve depuis Georges Speicher en 1933. Après avoir augmenté son avance, samedi 23 juillet, en gagnant l'étape contre la montre tracée dans la région de Dijon, il s'est classé quatrième dimanche sur les Champs-Élysées, au terme de la dernière étape enlevée par le Suisse Claus. Les autres lauréats sont l'Irlandais Kelly (maillot vert du classement par points) et le Belge Van Impe (grand prix de la montagne).

Avant le départ du Tour de France, les spécialistes du cyclisme citaient une quinzaine de vainqueurs possi-

bles en l'absence de Bernard Hinault. Sur la liste de ces favoris logiques on se souvient qu'il y avait Zootemelk, Van Impe, Kelly, Winnen, Anderson, Pascal Simon, Bernaudeau et l'inévitable Agostinho, considéré depuis dix ans comme un maillot jaune en puissance bien que de toute sa carrière il n'ait jamais remporté une épreuve importante. On pronostiquait plus timidement le nom de Laurent Fignon. Pourtant, ce garçon robuste ne manquait pas de références. Il avait gagné le Critérium international la saison passée pour ses débuts de professionnel et, cette année, il s'était permis de terminer septième du Tour d'Espagne en sacrifiant délibérément ses chances personnelles pour mieux participer au succès final de Bernard Hinault.

De tels résultats, confirmés par d'autres, ne laissent planer aucun

doute sur sa qualité fonceuse, et il paraissait évident que celle-ci s'exprimait plus complètement dans le cadre d'une course dynamique. L'homme n'est pas seulement doué physiquement, il a du caractère. On le sait méticuleux, ambitieux, et, ce qui ne gâche rien, il est dirigé par l'habile Cyrille Guimard, qui cultive l'intelligence de la ménagerie jusqu'aux Pyrénées.

Fignon bénéficie certes de l'abandon de Pascal Simon, qui aurait peut-être conservé le maillot jaune jusqu'à Paris sans son accident, mais il se comporta ensuite en vrai leader, ajoutant à la fraîcheur athlétique une maîtrise et une autorité exceptionnelles chez un routier de moins de vingt-trois ans. Dans les Alpes, avec l'aide de ses équipiers, Madiot, Vigneron et Pélissier, il sut faire face à toutes les situations et donna l'impression de s'améliorer alors que bon nombre de coureurs atteignaient le point de rupture. D'ailleurs, après avoir contenu ses principaux adversaires, Arroyo, Winnen, Van Impe ou Bernaudeau dans la montagne, il les domina au cours de l'étape contre la montre de Dijon, et la victoire qu'il obtint en la circonstance valorise son maillot jaune.

ancien champion de France, voici le maillot jaune bachelier.

Il s'agit d'un événement rare, peut-être même sans précédent. La promotion de Laurent Fignon aujourd'hui, celles de Madiot, de Madiot et de Madiot par la suite, risquent de poser un délicat problème de cohabitation au sein de l'équipe Renault-Gitane, dont Bernard Hinault reste le capitaine. Il n'est pas exclu que le champion breton quitte son groupe actuel, encore qu'aucune confirmation n'ait été apportée aux rumeurs qui circulent dans la coulisse. Dans cette hypothèse, Laurent Fignon deviendrait le chef de file de Cyrille Guimard - n'a-t-il pas démontré qu'il possédait l'éttoffe d'un leader ? - et il est certain qu'une telle évolution au sein d'une des formations françaises les plus représentatives modifierait singulièrement les données du cyclisme ainsi que les rapports de forces.

Le Tour 83 aurait pu s'appeler le Tour de l'Avenir, en raison des promesses qu'il contient. Organisé selon la formule open, il nous a permis de découvrir, au plus exactement de redécouvrir, la richesse du cyclisme moderne. Deservie par leur manque de métier et fréquemment accablés par la malchance, Jimenez et Corredor se sont hissés au niveau de Roche, de Millar ou de Semec, malgré le handicap du dépaysement. Lorsqu'ils auront acquis un minimum d'expérience, les amateurs sud-américains rivaliseront avec les meilleurs routiers du vieux continent.

JACQUES AUGENDRE.

[Laurent Fignon, né le 12 août 1960 à Paris, a débuté chez les amateurs en 1976. Sixième du Championnat du monde des 100 kilomètres contre la montre par équipes avec Gomez, Jules et Morin en 1981, il est devenu professionnel l'année suivante. Vainqueur du Critérium international pour son premier contact avec les « pros », il a remporté, cette année, le Grand Prix de Bordeaux-Paris, le Grand Prix de Ploumelle et une étape du Tour d'Espagne avant de s'imposer dans le Tour de France.]

Les intellectuels du peloton

Coureur sain et équilibré, Laurent Fignon a gagné le Tour de la jeunesse et du renouveau dans lequel les routiers modernes, également représentés par l'Espagnol Arroyo, ont fixé les limites des anciens, de Joop Zoetemelk et de Joachim Agostinho en particulier. Détails significatifs : les victoires d'étapes françaises ont été obtenues, le plus souvent, par des jeunes : Dominique Gaigne, Philippe Chevalier, Pierre Le Bigant, Jacques Michaud, Philippe Lelue, qui nous ont restitué un cyclisme offensif.

Une nouvelle génération s'affirme : celle des intellectuels du peloton. Après Marc Gomez, l'électro-

TENNIS

Dixième victoire de la France en coupe Galéa La cure de Guy Forget

Correspondance

Vichy. - La France a facilement remporté, dimanche 24 juillet, la Coupe Galéa de tennis (réservée aux joueurs de moins de vingt ans), en battant l'Espagne par cinq victoires à zéro. Loïc Courteau et Guy Forget ont été les artisans de ce succès. La France n'avait pas conquis la Coupe Galéa depuis 1980. Les deux jeunes Français revêtaient l'année dernière un statut spécial pour un court moment le circuit professionnel. Pour Guy Forget, il s'agissait d'une remise en scène après une période difficile.

M. Philippe Chatrier, président de la Fédération française de tennis, va probablement débourser les 1500 dollars d'amende infligée à Philippe Chatrier président du Conseil professionnel pour l'absence de Guy Forget aux deux tournois professionnels où il était inscrit pendant la Coupe Galéa. Le jeune Marseillais n'est même pas amusé par cette parodie de logique. Geneviève Forget, sa mère, sait simplement que ce n'est pas un « petit » d'aligner la monnaie.

Les relations entre la famille et la fédération sont tendues. M<sup>me</sup> Forget, ange gardien du Sim beau latin du tennis, a enlevé, pour la deuxième fois, le 24 juillet, la Coupe de la Fédération. En demi-finale, les Tchecoslovaques avaient éliminé les Américains (Roger Reynolds, Smith) défaits de s'imposer en finale face aux Allemands de l'Ouest (Bunge, Kohde, Pfaff) par 2 victoires à 1.

TOURNOI DE KITZBUHEL. - Demi-finales : Leconte (Fr.) b. Schwaib (R.F.A.) : 6-2, 6-1. Vitas (Arg.) b. Vilas (Arg.) : 6-1, 6-3. Finales : Vitas (Arg.) b. Leconte (Fr.) : 7-6, 4-6, 6-4. SIMPLE DAMES. - Demi-finales : Huber (Autr.) b. Sandin (Suède) : 6-0, 6-0. Finales : P. Parodi (Fr.) b. Gilbert (Fr.) : 6-3, 6-0. Double : P. Parodi (Fr.) b. Huber (Autr.) : 3-6, 6-3, 6-2. DOUBLE DAMES. - Finale : P. Whitcombe-C. Newson (Australie) b. N. Horremann-P. Parodi (Fr.) : 2-6, 6-4, 7-6.

U.L.M.

GRAND PRIX DE FRANCE. - Catégorie masculine : 1. Fourtoul (France) sur Sirocco ; 2. Moutet (France) sur Pathfinder ; 3. Pecorello (France) sur Sirocco ; 4. Deschamps (France) sur Quick Silver ; 5. Chauriz-Chauriz (France) sur Quick Silver ; 6. Carvin-Darsenaker (France) sur Quick Silver.

U.L.M. Grand Prix de France : l'expérience a payé

Le premier Grand Prix de France des U.L.M. (ultra-légers motorisés) aura été, de bout en bout, une épreuve particulièrement mouvementée. Samedi matin 23 juillet encore, aux Saintes-Maries-de-la-Mer, au départ de la onzième et avant-dernière étape de la course, un nouvel accident a eu lieu : le monoplane pendulaire de Patrick Lejeune, un Bordelais âgé de trente-deux ans, s'est écrasé peu après son décollage, et le pilote souffre d'une fracture de la colonne vertébrale. Du coup, les organisateurs n'ont pas voulu prendre de risques pour la dernière étape, Salon-de-Provence-Cannes, qui, en raison des turbulences, a été effectuée par la route, et remplacée, dans la compétition, par une épreuve de précision d'atterrissage sur le terrain de Mandelieu.

Le bilan de cette première grande course en ligne est particulièrement lourd, puisque, au total, trois accidents mortels ont été enregistrés. Les organisateurs n'en pensent pas

moins qu'elle doit être renouvelée les années prochaines. L'un d'eux, M. Philippe Legrix de la Salle, a indiqué à notre correspondant à Nice, Michel Vivès, que de telles confrontations permettent d'améliorer la construction et la sécurité des appareils.

Pour M. Legrix de la Salle, l'U.L.M. n'est pas plus dangereux que l'automobile ou la formule 1. On notera d'ailleurs que, en dépit des difficultés rencontrées au long des douze étapes, quatre-vingts concurrents sur cent vingt engagés ont rallié Cannes. Il n'empêche que la formation de base que les pouvoirs publics ont décidé d'appliquer aux pilotes d'U.L.M. ne sera pas superflue. Il est à cet égard significatif de constater que les vainqueurs, en monoplane comme en biplace, sont tous des hommes : l'expérience de Patrick Fourtoul est pilote à Air France, Gilles Deschamps et Thierry Tchernine sont deux anciens champions motocyclistes.

Les résultats

**Athlétisme**  
Hommes. - 100 m : Richard 10"31, 200 m : Bouvenot 20"60, 400 m : Cam, 45"87, 800 m : Dupont, 1'45"60, 1500 m : Dien, 3'37"46, 3000 m : Watrice, 13'52"18, 10 000 m : Legrand, 29'22"56, 3000 m : Masmoud, 8'25"50, 110 m : haies : Caristan, 1'37"86, 400 m : haies : Branch, 51"15, 800 m : Vozzy, 2'22 m, 1500 m : Deroche, 7'11 m, Triple saut : Valcutis, 16,45 m, Perche : Quinon, 5,65 m, Poids : Djebaili, 17,37 m, Disque : Viare, 37,46 m, Javelot : Lakafia, 80,82 m, Marteau : Clotard, 68,16 m, 20 km marche : Lelièvre, 1 h 29'51"65.  
Femmes. - 100 m : Bacoul, 11"19, 200 m : Bacoul, 22"59 nouveau record (anc. rec. Rega 22"72), 400 m : Nage, 52"95, 800 m : Thomas, 2'40"60, 1500 m : Pays, 4'14"56, 3000 m : Sergeant, 9'12"74, 100 m : haies : Chardonnet, 1'37"2, 400 m : haies : Le Dissen, 57"87, Hauteur : Ewanjo-Epée, 1,87 m, Longueur : Legrand, 6,41 m, Poids : Bertrmon, 16,64 m, Disque : Beuvalis, 55 m, Javelot : Flafaloto 57,10 m.

**Canot-kayak**  
CHAMPIONNATS DE FRANCE DE SALAMON THONON  
Les titres nationaux sont revenus à Bernard Renault (Moubillard) en kayak, à Jean Serandier (Villeneuve-sur-Yonne) en canoë, aux frères Pierre et Jacques Calot (Amnemasse) en canoë biplace et, chez les dames, à Sylvia Arnaud (Bagnols-sur-Cèze) en kayak.

**Cyclisme**  
TOUR DE FRANCE  
Classement général final  
1. Laurent Fignon (Fr.), 105 h 7 m 12 s ; 2. Arroyo (ESP.), à 4 m 4 s ; 3. Winnen (P.B.), à 4 m 9 s ; 4. L. Van Impe (BEL.), à 4 m 16 s ; 5. Alban (Fr.), à 7 m 53 s ; 6. Bernaudeau (Fr.), à 1 m 59 s ; 7. Kelly (IRL.), à 12 m 5 s ; 8. Madiot (Fr.), à 14 m 55 s ; 9. Anderson (AUST.), à 16 m 56 s ; 10. Lubberling (P.B.), à 18 m 55 s ; 11. Agostinho (POR.), à 19 m ; 12. Boyer (E.-U.), à 9 m 57 s.

**Escrime**  
CHAMPIONNATS DU MONDE A VIENNE  
FLEURET MASCULIN  
1. Romsanov (U.R.S.S.), 2. Gey R.F.A.), 3. Sypulski (Pol.), 4. Onnes (Fr.).

**CHINER A PARIS**  
C'est aujourd'hui (et demain) le DEPOT VENTE DE PARIS 81, rue de Lagry (209) tel. 372.13.91 qui avec ses 2000 m<sup>2</sup> d'exposition, son équipement de 80 stands aux puces, vous offre un choix incomparable de meubles et objets anciens et d'occasion soigneusement présentés et à prix très raisonnables.

ATHLÉTISME

Montée des jeunes aux championnats de France

Les championnats de France, qui se sont déroulés de vendredi à dimanche au stade Stehelin de Bordeaux, suivis par plus de huit mille spectateurs, sous un ardent soleil, ont démontré que l'athlétisme national était en plein renouvellement et que des talents s'affirmaient déjà chez les juniors. Dix-neuf titres sur trente-trois, en effet, ont été gagnés par des moins de vingt ans, en épreuve, vedette, la victoire au 800 mètres de Philippe Dupont (vingt-cinq ans) sur José Marajo (vingt-neuf ans). En revanche, Pierre Quinon (vingt et un ans) a conservé son titre à la perche devant Patrick Abada et Thierry Vigneron.

La vedette féminine de ces championnats aura été la sprinteuse aillaise Rose-Aimée Bacoul, qui a amélioré de 13 centièmes, en 22 sec. 59, le record de France du 200 mètres, lequel appartenait à Chantal Rega (celle-ci, absente de Bordeaux, considérant sa saison comme terminée).

Le junior Stéphane Caristan a confirmé les espoirs que l'on place en lui pour devenir le successeur de Guy Druil au 110 mètres haies.

Le semi-marathon d'Angustine

mère de onze enfants

De notre correspondant

Mende. - Dans le plus petit département de France, deux mille concurrents participaient le 24 juillet au onzième semi-marathon Marvejols-Mende. Chaque année cette épreuve réunit en Lozère des sportifs venus de toutes les régions françaises et de nombreux pays étrangers.

Augustine Berthuit, soixante-cinq ans, agricultrice en Haute-Lozère et mère de onze enfants, est arrivée trois heures après le vainqueur Ahmed Saleh, vingt-six ans, membre de l'équipe nationale de Djibouti. Pour Augustine, l'essentiel c'était de terminer le semi-marathon dans de bonnes conditions. « J'avais mis ma robe et mes souliers du dimanche, ceux qui ne me font pas mal aux pieds ! J'ai couru, j'ai marché, enfin je suis arrivée. Les jeunes du village qui m'accompagnaient m'ont encouragée tout au long du parcours », expliquait Augustine aux personnes qui la félicitaient.

Sur la place du foirail à Mende, une vibrante ovation saluait l'arrivée de Pascal, qui avait effectué le trajet Marvejols-Mende en fauteuil roulant. Ce jeune handicapé moteur dont le visage aux traits tirés traduisait l'effort fourni pour gravir les côtes de Goudard et de Chabrière ne dissimulait pas sa joie en recevant la médaille gracieuse à l'occasion de cette épreuve.

Pour sa part, le docteur Jean-Jacques Delmas, maire de Mende et député suppléant de la Lozère, qui participait pour la première fois à cette course, faisait part de ses impressions : « J'ai mis trois heures et sept minutes. Lorsqu'on pèse 85 kilos, c'est plus difficile de monter les côtes... mais je reviendrai l'année prochaine et j'espère faire mieux ».

JEAN-MARC GILLY.

VOILE

La septième Micro Cup à La Rochelle

De notre envoyé spécial

La Rochelle. - C'est à La Rochelle que vient de se disputer la Micro Cup, créée en 1977 par la revue Bateau. La septième édition de cette épreuve a rassemblé trente-trois concurrents se mesurant en cinq manches. La cinquième course, organisée samedi 23 juillet, a dû être annulée par manque de vent.

La victoire est revenue à Bédouque, de Paris, barré par Koch, devant les Copines, mené par le Brestois Lucas. Ces deux micro cuppers sont des prototypes spécialement conçus ou préparés pour la compétition. Le premier des croiseurs de série, Petit Lapin (Delheuveau) de La Rochelle, a terminé onzième. Les dix-huit prototypes et les quinze croiseurs régatent ensemble mais font l'objet de classements séparés.

Se situant dans la lignée du Corsaire et longs comme lui de 5,30 m, ces petits bateaux habitables à trois équipiers se sont rapidement répandus en France et dans les pays voisins. Ils peuvent être construits par des amateurs ou conçus par des professionnels. Ainsi, l'architecte naval rochelais Jean Berret avait dessiné une unité spécialement pour cette compétition, avant de présenter, à la mi-septembre, au Grand Pavillon de La Rochelle, un nouveau Finis 34, de 10,50 m de long, à cabine arrière, construit par le chantier Beneteau.

Cette année, la participation française et étrangère était inférieure à celle des années précédentes. Le programme chargé de la Société des régates de La Rochelle n'avait pas permis de faire disputer cette coupe plus tard en saison. Or, en juillet, les étudiants qui sont nombreux à participer à cette compétition, n'ont pas encore mis au point leurs bateaux.

YVES ANDRÉ.

Espionnage dans la Coupe de l'America

Australia-2 continue de dominer les régates éliminatoires de la Coupe de l'America. Dans la septième régate disputée le 24 juillet, le meilleur bateau australien a devancé France-3, qui occupe toujours la sixième place au classement général provisoire derrière Australia-2, Victory-83, Canada-1, Challenge-2 et Azzura.

La veille, la police de Newport (Rhode-Island) a annoncé l'inculpation d'un membre de la délégation canadienne, James Johnston, pour « violation de propriété ». Ce dernier a été surpris en plongée avec une caméra alors qu'il filmait la quille d'Australia-2. Un second plongeur a pu prendre la fuite. Depuis son arrivée à Newport, cette quille a été cachée à tous les regards et est recouverte d'une toile dès que le bateau est sorti de l'eau.

COURS INTENSIFS DE REMISE A JOUR ET PERFECTIONNEMENT DES CONNAISSANCES EN ANGLAIS

- DATES : 1 ou 2 semaines : 18-7, 1-8, 16-8, 22-8, 5-9, 19-9.
- DURÉE : 6 heures par jour, du lundi au vendredi.
- LIEU : 350, rue Saint-Honoré, 75001 PARIS.
- CONDITIONS : Passage préalable d'un test (gratuit). Groupes de 3 à 5 personnes, 3 000 F H.T. par personne et par semaine + 300 F livre et inscription.

Pour tous renseignements et inscriptions : LANGUAGE STUDIES, 350, rue Saint-Honoré, 75001 PARIS. Tél. : 260-53-70.



# MODE

## Cinq jours en haute-couture

### Les socialistes à la rescousse des grands créateurs

Ni vous ni moi ne porterons jamais ces étoffes admirables, fabuleusement assemblées, que présentent tout au long de cette semaine les vingt-trois grands couturiers français (1). Pourtant, la haute couture, cet art, cette industrie, ce porte-drapeau aux couleurs de la France, va mobiliser à nouveau, pour la première fois, l'attention de la gauche. M. Jacques Mouclier, président de la chambre syndicale de la couture, nous avons pu, depuis quatre saisons, frapper un grand coup sur le plan international : nous avons installé nos collections dans la cour Carrée du Louvre, lieu prestigieux à la hauteur de nos ambitions, et réconcilié du même coup la grande presse étrangère avec Paris et la haute couture.

« La haute couture fait partie du patrimoine national », clame M. Jack Lang au lendemain du 10 mai. Et il est vrai que les socialistes ont porté, bien plus que leurs prédécesseurs, une attention particulière à ce secteur de la mode. « Grâce à eux », explique M. Jacques Mouclier, président de la chambre syndicale de la couture, nous avons pu, depuis quatre saisons, frapper un grand coup sur le plan international : nous avons installé nos collections dans la cour Carrée du Louvre, lieu prestigieux à la hauteur de nos ambitions, et réconcilié du même coup la grande presse étrangère avec Paris et la haute couture.

En 1985, le musée de la mode ouvrira ses portes dans les combles du pavillon de Marsan, majours au Louvre, et permettra de présenter au public, au-delà des huit cents robes historiques confectionnées depuis plus de cent ans dans les ateliers parisiens, des rétrospectives des créateurs vivants. Sans que cela soit aussi chic que le Metropolitan à New-York, cela vaudra presque le Victoria and Albert Hall Londres.

Il était temps. Depuis dix ans, la haute couture traversait une crise morale, économique. Morale ? Les créateurs s'interrogeaient sur la nécessité de fabriquer de fabuleux joyaux dans l'indifférence des pouvoirs publics et, en conséquence, de celle du public. Crise économique aussi. A chaque exercice, la haute couture perdait de 4 à 5 millions de francs.

M. Jacques Mouclier, économiste de formation, appelé à la rescousse par la chambre syndicale au début des années 70, doit dresser un bilan de santé de la création de prestige et trouver des créateurs sur leurs pertes : 5 millions de francs ne sont rien en regard des mille quatre cents pages gratuites rédactionnelles consacrées aux collections par la presse magazine et des reportages de très nombreuses télévisions.

Après une visite des ateliers de fabrication, il préconise ensuite quelques mesures pour améliorer la productivité du travail sans remettre en cause le caractère précis, précieux de la fabrication des modèles. Il réorganise aussi la formation continue des ouvrières et parvient à réduire les coûts de plus de 20 %. La haute couture n'a perdu ainsi, en 1982, que 3 millions de francs pour un chiffre d'affaires de 140 millions de francs.

Ce chiffre peut paraître modeste. Il faut le rapprocher du chiffre d'affaires du prêt-à-porter confectionné dans le même temps par les vingt-trois grands couturiers et dont les collections de haute couture ne sont que le prototype et le tremplin promotionnel. Il a atteint en 1982, vêtements et accessoires confondus, plus de 1,5 milliard de francs. Le chiffre d'affaires mondial des vingt-trois maisons de couture, de leurs magasins dans le monde et de leurs licen-

ciés s'est élevé à 9 milliards de francs et l'on estime que soixante mille salariés vivent de la mode en France.

La haute couture seule fait vivre plus de deux mille ouvrières et sept mille modèles ont été vendus l'an passé. Les clients sont aux trois quarts étrangers, principalement américains, arabes et japonais. Elles sont environ trois mille à avoir acheté au moins deux modèles à des prix qui varient entre 15 000 et 20 000 francs. La hausse du dollar aidant, les ventes ont progressé lors du premier semestre de près de 40 % et c'est avec du baume au cœur que les couturiers commencent aujourd'hui la présentation des collections automne-hiver 1983-1984.

Il s'attendent plus qu'une idée, lancée lors du plan Dreyfus pour le textile en 1981, trouve sa réalisation : la création à Paris d'une maison de la mode afin de présenter dans les meilleures conditions leurs collections. Des contacts ont été pris avec la Compagnie bancaire, qui semble vouloir apporter son concours à la condition de trouver un autre partenaire. Celui-ci pourrait être la mairie de Paris, qui a accueilli avec bienveillance la proposition d'installer cette maison dans le trou des Halles. Bon moyen de trouver par là un contrepois salutaire à l'influence grandissante de lobbies assez encombrants.

OLIVIER SCHMITT.

(1) Les vingt-trois grands couturiers qui ont reçu cette année l'agrément du ministère de l'Industrie sont : Balmain, Cardin, Carven, Chanel, Dior, Courrèges, Ungaro, Givenchy, Gres, Lacroix, Hanae Mori, Patou, Scherrer, Lanvin, Feraud, Nina Ricci, Paco Rabanne, Per Spook, Venet, Lepage, Lapidus, Torrente et Saint-Laurent.

### LA TAILLE FINE ET L'ÉPAULE CARRÉE

#### Bravo Courrèges

Après la signature de son accord japonais, André Courrèges, avec de nouveaux ateliers, reprend son rôle dans l'univers de la haute couture parisienne, qu'il avait profondément secoué en 1965 par ses modèles structurés déviant le genou, ses pantalons de ville et ses bottillons plats, la tout en blanc pur, lancé dans un quatre-pièces sur cour.

Aujourd'hui, son propos évolue à partir de carreaux épousés, naturelles à ce joueur de rugby, en manteaux volumineux, traités en découpes genre cocotte en papier, contrastant la couleur au blanc et au cuir argent qu'on retrouve partout.

Ses ensembles se portent avec une jupe ou un pantalon, ses amuseses fourrures travaillées en pompons avec des cuirs mordanés. Ses robes du soir, d'une merveilleuse simplicité, allient les corsages brodés et paillonnés aux jupes droites.

#### Balmain : jeu de manches

Erik Martanaan chez Balmain affirme son goût personnel, sans oublier la cin d'œil à la « jolie madame » maison. Son jeu de manches se distingue par des montages surbaissés, à plus rappelant la tranchée des boîtes de dragées et des découpes en ballon de rugby resserrées aux poignets ; elles ressortent en superversts de tweed et de cuir sur jupe droite s'entrouvrant par des boutonnières décalées. Les robes s'enroulent autour du corps comme les longues écharpes ornées de franges de renard.

La femme fatale choisira ici des transparences suggestives en mousseline et velours noir.

#### Patou : silhouette étirée

Christian Lacroix, chez Jean Patou, se concentre sur les robes de crépus-



(Dessin de MARC BOHAN.)

CHRISTIAN DIOR : par la cout en cuir noir brodé en torsades et garni de pétons sur une jupe de tweed noir et blanc de Camille.

cule et du soir aux formes simples et épurées, voire enveloppantes à l'ourlet entre chevilles et mollet. La taille est marquée de ceintures de cuir et de corsets en contrastes de tons sombres. Les spencers carrés, fuchsia, gris ou marine s'ouvrent sur des blouses à dessins géométriques et jupes noires droites. Enfin, de superbes broderies mordanées en spirales ou brandebourgs ornent les fourreaux du soir sur des manteaux de cuir.

#### Torrente : cols glacés et cravates

Quoique Agatha Christie ait décrit tout l'inconfort des cols balancés, Rosetta Mett, chez Torrente, fait des modèles glacés son accessoire fétiche de l'hiver. Elle épaula ses redingotes de pensionnaires au carré, à double col et boutonnière s'ouvrant sur des tailleurs nœuds à blouses cravates et jupes en amphière, soulignant les hanches.

Des ensembles taille fine mettent en vedette des corsages à busques en cuir. La sole plissée, risée ou laquée, anime les robes de crépuscule et du soir, à corsages stricts et grandes jupes.

#### Ricci : cocktail de styles

Prenez deux mesures de ballad russe, une de Point, ajoutez une pincée de vulgarité genre Lana Turner, mélangez bien et vous obtenez le cocktail de Gérard Ricci pour Nina Ricci. Cela dit, ses paletots surhaissés sont superbes, en chenille, draperie masculine ou taffetas de soie sur des robes ou pantalons mêlant le jersey au velours, souvent à jupe droite, haut fendu. Les détails font ressortir les garnitures de fourrures et de plumes d'autruche, ainsi que les plumes de coq en coiffure ; les tuniques et fourreaux du soir alternent avec les grandes robes à bustier.

NATHALIE MONT-SERVAN.

## INFORMATIONS « SERVICES »

### MÉTÉOROLOGIE



Evolution probable du temps en France entre le samedi 25 juillet à 0 heure et le dimanche 26 juillet à 0 heure.

La zone dépressionnaire du proche Atlantique se creuse, favorisant de nouveaux précipitations sur notre pays d'air humide et orageux. Des fronts pluvio-orageux actifs vont circuler sur la France dans un flux de sud-ouest.

Mardi matin, le temps sera souvent nuageux, très nuageux avec des pluies orageuses, mieux organisées sur la moitié ouest de la France. Les périodes ensoleillées seront toutefois prédominantes sur le Sud-Est et la Corse. Au cours de la journée, l'activité pluvio-orageuse deviendra plus marquée sur les régions de l'est du pays, mais, plus à l'ouest, la nuageux restera souvent forte avec des orages résiduels. Quelques orages isolés d'évolution diurne se produiront en fin d'après-midi sur le Sud-Est.

Malgré un ciel souvent chargé, les températures resteront élevées et avoisneront 23 à 32 °C du Nord-Ouest au Sud-Est. Le vent de sud, modéré en général, sera fort dans la vallée du Rhône.

Evolution générale pour la fin de la semaine (jeudi, vendredi et samedi).

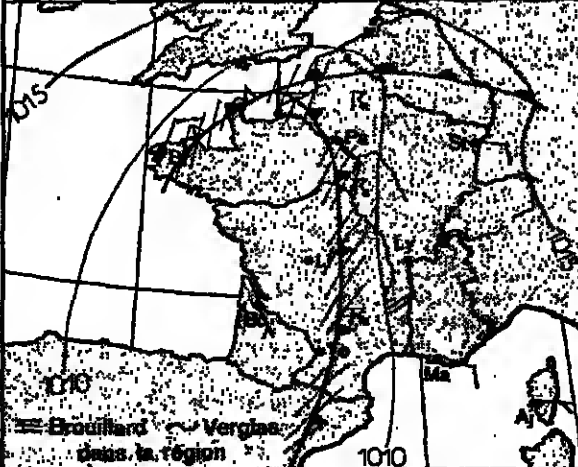
La vaste zone pluvio-orageuse qui investira jeudi la majeure partie du territoire en début de journée va progressivement régresser vers l'est, suivie par le nord-ouest d'une hausse du champ de pression et d'une réaction des vents au secteur nord. De vendredi à samedi, ce flux de secteur nord-est se généralisera, dirigeant sur le plateau des régions de l'air plus frais mais plus sec.

PRÉVISIONS

Jeudi : temps chaud et orageux le matin sur la majeure partie de la France. En cours de journée, une amélioration se développera de la frontière belge jusqu'au Bassin parisien à la Normandie et à la Bretagne avec éclaircies et vents de nord-est. Des pluies orageuses localement assez fortes persisteront, surtout sur un axe Pyrénées - Massif Central - Jura - Alpes.

Vendredi : l'amélioration gagnera la moitié nord de la France. Temps un peu plus frais matin mais ensoleillé ensuite, avec vents modérés de nord-est à est. Les pluies et orages se localiseront

### PRÉVISIONS POUR LE 26 JUILLET A 0 HEURE (G.M.T.)



Evolution probable du temps en France entre le dimanche 26 juillet à 0 heure et le lundi 27 juillet à 0 heure.

La zone dépressionnaire du proche Atlantique se creuse, favorisant de nouveaux précipitations sur notre pays d'air humide et orageux. Des fronts pluvio-orageux actifs vont circuler sur la France dans un flux de sud-ouest.

Mardi matin, le temps sera souvent nuageux, très nuageux avec des pluies orageuses, mieux organisées sur la moitié ouest de la France. Les périodes ensoleillées seront toutefois prédominantes sur le Sud-Est et la Corse. Au cours de la journée, l'activité pluvio-orageuse deviendra plus marquée sur les régions de l'est du pays, mais, plus à l'ouest, la nuageux restera souvent forte avec des orages résiduels. Quelques orages isolés d'évolution diurne se produiront en fin d'après-midi sur le Sud-Est.

Malgré un ciel souvent chargé, les températures resteront élevées et avoisneront 23 à 32 °C du Nord-Ouest au Sud-Est. Le vent de sud, modéré en général, sera fort dans la vallée du Rhône.

Evolution générale pour la fin de la semaine (jeudi, vendredi et samedi).

La vaste zone pluvio-orageuse qui investira jeudi la majeure partie du territoire en début de journée va progressivement régresser vers l'est, suivie par le nord-ouest d'une hausse du champ de pression et d'une réaction des vents au secteur nord. De vendredi à samedi, ce flux de secteur nord-est se généralisera, dirigeant sur le plateau des régions de l'air plus frais mais plus sec.

PRÉVISIONS

Jeudi : temps chaud et orageux le matin sur la majeure partie de la France. En cours de journée, une amélioration se développera de la frontière belge jusqu'au Bassin parisien à la Normandie et à la Bretagne avec éclaircies et vents de nord-est. Des pluies orageuses localement assez fortes persisteront, surtout sur un axe Pyrénées - Massif Central - Jura - Alpes.

Vendredi : l'amélioration gagnera la moitié nord de la France. Temps un peu plus frais matin mais ensoleillé ensuite, avec vents modérés de nord-est à est. Les pluies et orages se localiseront

### MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 3500

Verticalement

1	2	3	4	5	6	7	8	9
I								
II								
III								
IV								
V								
VI								
VII								
VIII								
IX								
X								
XI								

### HORIZONTALEMENT

I. Un bâtiment pour ceux qui veulent suivre un régime. - II. C'est vraiment une gourde. - III. Se lie facilement. Ne se déplace pas sans mal. - IV. Plus flamboyant. Un chemin qui peut être plein de charmes. - V. Un certain ressort. - VI. Difficile à obtenir quand il y a beaucoup de courants. - VII. N'est donc pas sévère. Celui qui va prendre la moitié. - VIII. Finit par se confondre avec Déméter. La moitié de rien. - IX. Peut parfois être assimilé à un brouillon. - X. Pas reconnu. Endroit où l'on peut faire des exercices. - XI. Préposition. Lourde pour ralentir les neurones. Règles.

### VERTICALEMENT

1. N'arrête parfois de piquer que pour se mettre à pincer. - 2. Soufflent dans les bois. - 3. Peut frapper ceux qui sont dérangés. - 4. Qui a donc dû être déclaré. Point de départ. Se dépose au foyer. - 5. Pour rendre poli. Instrument à corde. - 6. Mot d'enfant. Ancienne mesure. - 7. Prendait des précautions pour que le jus ne se répande pas. En France. - 8. Utile pour accrocher le filet. Pas révélée. Dans l'alternative. - 9. Note. Dont on ne verra pas la fin.

### Solution du problème n° 3499

Horizontalement  
I. Grenade. Nu. Tact. - II. Répente. Delos. - III. Inflectables. Me. - IV. La. Liaisons. Apt. - V. Lumettes. Sa. As. - VI. Avé. Etre. Membre. - VII. Gène. Se. Larves. - VIII. Eau. As. Pistolet. - IX. Suppléments. N. S. - X. Humus. Epi. Au. - XI. Avatars. Lapis. - XII. Parta. Inamical. - XIII. Ré. Eaa-de-vie. Sci. - XIV. Arc. Unnes. El. - XV. Son. Hissée. Aisé.

### JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du dimanche 24 juillet :

### DES DÉCRETS

- Pris pour l'application des dispositions de l'article 101 de la loi de finances pour 1983 et portant modification du code du travail.
- Modifiant le décret du 29 juin 1973 relatif aux formations et à la procédure en matière de réparation des accidents du travail survenus aux salariés agricoles.
- Fixant les modalités d'intégration des fonctionnaires du corps des officiers des haras dans le corps des ingénieurs du génie rural, des eaux et des forêts.
- Portant création d'un institut universitaire de technologie de Corse.
- Relatif aux indemnités de frais annexes à la formation de certains stagiaires de formation professionnelle.
- Portant modification du code de l'urbanisme.

### PARIS EN VISITES

- MERCREDI 27 JUILLET
- Hôtel de Sully, 15 heures, 62, rue Saint-Antoine (Caisse nationale des monuments historiques).
- Montmartre, 14 h 30, métro Lamarck-Caulaincourt (Arts et curiosités de Paris).
- Le Mérois illuminé, 21 heures, métro Pont-Marie (Les Flameries).
- Au concert de l'Assommoir et au château de la princesse de Lamballe, 15 heures, métro Ranelagh (Paris et ses histoires).
- L'Opéra, 13 h 15, hall d'entrée à droite, E. Romann.
- La basilique Saint-Denis, 14 h 45, grille (Tourisme culturel).
- Jardins de Saint-Germain-des-Prés, abbaye, cave, 14 h 30, rue Mabillon (Vieux Paris).

**lentilles de contact souples**  
C'est la joie de VOIR NET à l'œil nu.

Elles sont, aujourd'hui, si souples, si légères, si perméables à l'air et à l'eau qu'on ne les sent même plus. C'est comme si l'œil était nu avec un champ visuel normal et une correction parfaite.

**Ysopic**  
80, rue de Valenciennes  
75008 Paris Tél. 583 85 32

Venez vite faire un essai  
Documentaire et liste des correspondants  
français et étrangers sur demande

**Ysopic**



# Le Monde

## ECONOMIE

### Le programme électronucléaire, plus nécessaire que jamais

par JEAN-PIERRE BRUNET (\*)

AVEC une remarquable persévérance et une détermination qui a triomphé de tous les obstacles, notre pays poursuit une politique dynamique et cohérente de développement de l'énergie nucléaire. Le cap a été maintenu sous quatre septennats successifs, et l'industrie française accepte aujourd'hui, mal ne le conteste, une position de premier plan en matière de construction de centrales électronucléaires.

Que la continuité ait ainsi prévalu, en dépit des inflexions, voire parfois des tournants que notre politique économique a connus dans d'autres domaines, donne à penser que la nécessité de continuer l'œuvre entreprise s'est toujours imposée avec évidence aux dirigeants de la V<sup>e</sup> République. C'est cette évidence qu'il me paraît essentiel de rappeler aujourd'hui, au moment où le gouvernement se trouve placé devant la responsabilité de confirmer les options du programme nucléaire et de fixer le rythme des mises en chantier pour les deux prochaines années.

#### La fée Électricité

Depuis 1973, date à laquelle le prix des hydrocarbures a commencé à croître de façon vertigineuse, il est apparu clairement que la seule forme d'énergie susceptible de prendre le relais du pétrole dans un avenir relativement proche et ultérieurement de servir de base à une nouvelle croissance économique était l'électricité d'origine nucléaire. L'électricité a toujours été considérée comme l'une des formes d'énergie les plus souples, les plus modernes et les moins polluantes, mais son coût relatif par rapport au charbon et au pétrole en avait jusqu'alors limité l'emploi. Sa production à partir de l'atome, surtout après la guerre du Kippour, a radicalement modifié les données du problème en ce faisant une énergie bon marché et une énergie nationale.

Une énergie bon marché, car le coût de l'électricité a été multiplié par trois depuis 1970, celui du charbon importé des États-Unis par six, et celui du pétrole par dix-huit (1). Une énergie nationale, puisque à peine 5 % de son coût correspondent à des produits importés.

Le bilan pour 1982 paraît lui-même, E.D.F., dont la production d'électricité nucléaire a à ce jour représenté au moins de 40 % de la production totale d'électricité, a économisé ainsi 25 milliards de francs, permettant d'alléger de 30 milliards de francs la balance commerciale du pays. Le déficit extérieur, déjà considérable, aurait été plus élevé d'un tiers si les pouvoirs publics n'étaient allés résolument de l'avant dans la voie du nucléaire.

La baisse récente du prix du pétrole, dont il serait d'ailleurs bien hasardeux de prédire la durée et l'ampleur, ne remet nullement en cause cette constatation.

#### Un impératif : rechercher de nouveaux débouchés

Cependant, le ralentissement et même l'arrêt provisoire de la croissance économique ont conduit les experts et notamment ceux du groupe « énergie » du D<sup>e</sup> Plan à réviser en baisse les besoins en électricité du pays. En 1990, E.D.F. sera en mesure, grâce à la mise en service progressive du parc de centrales déjà commandées, de faire face à une demande annuelle de 420 à 430 TWh. En regard, ces experts - et les chiffres en question relèvent naturellement davantage de l'extrapolation que de la certitude - tablent sur une consommation qui ne dépasserait pas 380 TWh. Cet excédent de capacité justifierait un ralentissement du programme nucléaire qui, au demeurant, soulèverait la situation financière difficile d'E.D.F.

Pour éliminer ou plutôt utiliser intelligemment cette surcapacité de production, l'idée vient tout de suite à l'esprit de rechercher de nouveaux débouchés pour 50 TWh d'électricité (430-380) d'ici à 1990.

Or le taux de pénétration de l'électricité dans l'industrie et dans l'habitat peut être notablement accru dans notre pays par substitution de l'énergie électrique à d'autres formes d'énergie en général importées. La France peut également exporter du courant. Tout cela a été exposé récemment avec brio par le président d'E.D.F. de France : mais je n'hésite pas à y revenir, car je crois que l'opinion n'est pas suffisamment sensibilisée à

cet aspect, pourtant fondamental, de notre politique industrielle.

#### Quatre utilisations rentables

Le recours à l'électricité dans l'industrie est rentable dans quatre domaines :

- les activités où les hauts rendements d'utilisation compensent les hauts rendements de la production d'électricité : pompes à chaleur, recompression mécanique de la vapeur dégradée ;

- celles qui font appel aux propriétés spécifiques de l'électricité : polymérisation, vulcanisation, stérilisation, fusion, traitement par induction ;

- les activités nouvelles, telles que le découpage et le soudage des métaux par bombardement électronique ou laser ;

- les installations de chauffage et de conditionnement dites « bi-énergie », dans lesquelles on utilise les combustibles traditionnels pendant les heures de pointe et l'électricité pendant les heures creuses.

Cette nouvelle politique énergétique exigerait un effort coordonné des pouvoirs publics et des industriels, destiné à permettre au pays de tirer parti de ce précieux gisement d'électricité en excédent dont il va disposer. Il faudra, bien sûr, informer, inciter, encourager.

#### Une garantie de stabilité

Les utilisateurs, à condition de bénéficier d'une garantie de stabilité des tarifs d'électricité pendant une longue période, procéderaient aux investissements de reconversion nécessaires. Ainsi serait relancée l'activité de nombreuses petites et moyennes entreprises spécialisées dans ce genre de travail.

Sur le plan fiscal, les concours assez peu incitatifs actuellement accordés aux industriels pour financer les équipements d'énergie électrique et les frais de branchement (amortissements dits « superdégressifs », bonifications d'intérêt) devraient, pour des raisons essentiellement psychologiques, être remplacés par des subventions pures et simples, d'un montant d'ailleurs modeste. E.D.F., pour sa part, trouverait avantage à pouvoir pratiquer une politique commerciale dynamique, ce qu'elle a été empêchée de faire depuis plusieurs années par diverses réglementations héritées du temps où sévissait une pénurie d'énergie et qui ont perdu désormais leur raison d'être.

Si, au surplus, E.D.F. était encouragée à exporter, elle pourrait profiter du retard pris par nos voisins dans le domaine de l'équipement nucléaire, retard particulièrement criant dans le cas de la République fédérale d'Allemagne et de l'Italie.

L'ensemble des mesures préconisées permettrait de réserver une bonne part, sinon la totalité, de l'excédent prévu par des experts dont il faut se souvenir qu'ils se sont délibérément placés dans une perspective de faible croissance.

#### Des têtes de pont

La Compagnie générale d'électricité, que j'ai l'honneur de présider, tient à demeurer, grâce à sa prestigieuse filiale Alsthom-Atlantique, et sa étroite association avec Framatome du groupe Empain-Schneider, le leader mondial à l'exportation des centrales électronucléaires. Ce marché, suite à la crise économique mondiale consécutive au deuxième choc pétrolier, est actuellement fort déprimé. Heureusement, des signes non négligeables de reprise se manifestent dans les pays industrialisés qui permettent d'augurer un accroissement de la consommation d'électricité. Cependant, pour maintenir notre excellente compétitivité, c'est-à-dire nos coûts, nous devons pouvoir compter sur un marché intérieur stable. Je rappelle que l'exportation d'une unité nucléaire de 900 MW apporte, selon l'étendue de la fourniture et des services associés en amont ou en aval, de 30 à 40 millions d'heures de travail en France, une contribution à la balance des paiements chiffrée en milliards de francs, sans compter les fournitures du cycle du combustible (uranium enrichi, retraitement du combustible irradié), elles aussi chiffrées en milliards de francs.

Un contrat nucléaire entraîne du reste des échanges commerciaux beaucoup plus vastes que ceux qui

déclinent de la vente d'une usine classique : pénétration de l'industrie française dans des domaines canaux, développement des échanges et coopération avec les partenaires locaux, redynamisation de l'économie. D'une façon générale, l'investissement de très nombreuses relations entre les entreprises françaises et leurs homologues des pays aliés crée un courant d'échanges important et constitue autant de têtes de pont pour l'ensemble des exportations françaises de matériels de pointe.

L'arbitrage que les pouvoirs publics vont devoir rendre, alors que la surproduction menace et tandis que des assurances ont été, à juste titre, prises dans le domaine des approvisionnements du pays en gaz et en charbon, sera bien sûr difficile. Devront être pris en considération :

- la situation financière d'E.D.F., brillante voici quelques années, détériorée depuis peu (2) ;

- la sécurité de l'approvisionnement du pays : à cet égard, la supériorité de l'uranium - facile et peu coûteuse à stocker et dont la France possède un contrôle d'importantes réserves - sur les hydrocarbures liquides ou gazeux est patente ;

- la nécessité d'améliorer la balance commerciale du pays. Une politique combinant : a) une pénétration systématique de l'électricité dans l'industrie et l'habitat en France ; b) une recherche également systématique de débouchés à l'exportation pour notre énergie en excédent ; c) des économies d'échelle, grâce au maintien des cadences actuelles (3) de fabrication de centrales électronucléaires, seules susceptibles de nous permettre de rester compétitifs, auront sur le bilan des devis, avant la fin de la décennie, des conséquences spectaculaires.

(\*) Président-directeur général de la Compagnie générale d'électricité.

Enfin, le gouvernement tiendra, à l'évidence, compte de la nécessité économique de ne pas laisser sous-employé l'outil de production puissant, efficace et homogène dont dispose le pays, mais dont l'activité ne peut être diversifiée ou redirigée. Sa faible marge d'élasticité a été fortement entamée lors de la réduction du programme nucléaire décidée en 1981. Si son plan de charge devait être à nouveau réduit, le seuil critique, à partir duquel les coûts de production croîtraient de manière sensible, serait dépassé, mettant fin à notre compétitivité sur les marchés étrangers. Ce qui est également en cause, ce sont des équipes prestigieuses, de cent cent soixante mille emplois, dont beaucoup sont d'une très haute qualification.

Il est, j'en suis convaincu, pour avoir été ambassadeur au Japon et en République fédérale d'Allemagne, de bonne politique de veiller avec un soin particulier à ce que l'industrie française ne soit pas délaissée, et que son développement national qu'il est de l'exportation de celles des branches industrielles où nos succès ont été les plus évidents et nos conquêtes de parts de marchés les plus substantielles depuis vingt ans : industrie ferroviaire, aéronautique, électronique, industrie des télécommunications, pour ne citer que les plus connues.

(1) Résultat obtenu en comparant le prix de revient moyen de l'électricité produite à partir d'hydrocarbures en 1970 avec le prix de revient moyen de l'électricité d'origine nucléaire en 1982.

(2) Placée devant une situation comparable, sinon analogue, les sociétés japonaises privées productrices d'électricité ont, voici trois ans, relevé avec un bel ensemble leurs tarifs de 50 % sans que l'indice des prix au Japon ait été affecté et sans que la compétitivité de l'industrie japonaise ait souffert. Mais la France, dit-on, n'est pas le Japon.

(3) Trois centrales de 1 300 MW - les plus modernes, celles que l'on construit actuellement, produisent environ 20 TWh/an, c'est-à-dire 5 % seulement de la consommation d'électricité prévue en 1990. Jusqu'en 1974, cette consommation augmentait de 7 % par an.

### Un rapport réaliste de la Banque mondiale

C'EST à maintes égards un document digne d'une grande attention que rend public ce lundi 25 juillet la Banque mondiale sous le titre « Rapport sur le développement dans la monde 1983 », le système de la série qu'elle ait fait paraître à ce jour. On pourrait à première vue s'acquiescer de l'ambition de la première partie du rapport, qui propose une étude sur les perspectives de reprise dans les pays en développement en se fixant pour horizon l'année 1985. Mais, pas plus que dans les précédents rapports, il ne s'agit ici de prédire l'avenir. Il s'agit, comme nous le disent les auteurs de l'étude, de fournir « un cadre cohérent permettant d'examiner les liens entre les pays et entre les diverses variables économiques, afin d'illustrer les effets que peuvent avoir différents événements et politiques sur le développement ». Cela conduit les experts de la Banque mondiale à établir trois scénarios fondés respectivement sur une croissance faible, moyenne et forte portant jusqu'en 1985, le choix de cette date éloignée étant motivé par le souci de faire abstraction des fluctuations cycliques et d'examiner avant tout les « tendances profondes ».

Il est encore entendu que l'« hypothèse moyenne », qui suppose qu'aucune nouvelle mesure protectionniste ne sera adoptée et que les pays développés comme les pays en développement poursuivront quelque peu la qualité de leur gestion économique, n'est nullement la plus probable. Selon cette hypothèse, les pays industrialisés connaîtront pendant la période de relance économique et jusqu'en 1990 un taux de crois-

sance de l'ordre de 3,8 %, puis d'environ 3,5 % pendant les années suivantes. Cela pourrait permettre aux pays en développement d'atteindre un taux de croissance supérieur à 5 %. Inutile de souligner le caractère en effet très hypothétique d'un tel scénario qui exclut la possibilité d'une recrudescence d'ici à 1980, ce qui suppose probablement beaucoup plus que la simple amélioration de la gestion économique à laquelle fait allusion le rapport : une véritable remise en ordre, notamment du système monétaire et financier. Cependant, les économistes de la Banque mondiale n'excluent pas des développements de nature catastrophique, ce qui ressort clairement de la façon dont ils traitent l'« hypothèse basse », celle qui correspond dans leurs séries statistiques à un taux de croissance de l'ordre de 2,5 % pour les pays développés et de 4,7 % pour les pays en développement. Ces pourcentages et ces moyennes ne doivent pas faire illusion par la fausse impression de régularité qu'ils donnent. En réalité, les auteurs de l'étude estiment qu'un taux de croissance dans les pays industrialisés insuffisant pour résorber progressivement le chômage risquerait d'engager l'économie mondiale « dans une spirale descendante », à cause des réactions protectionnistes de toute nature (mesures contre les émigration, notamment) et du tarissement du flux de capitaux qui en résulterait. Dans de pareilles conditions, « il serait difficile de prévenir une crise globale », estime la Banque mondiale.

PAUL FABRA.

(Lire la suite page 12.)

### PECHINEY SANS CHIMIE NI ACIERS SPÉCIAUX

#### Une cure d'amaigrissement pour tenter de retrouver une nouvelle jeunesse

BON dernier des groupes nationalisés à signer, le 6 juillet, avec le ministre de l'Industrie et de la recherche son « contrat de plan », Pechiney-Ugine-Kuhlmann a des excuses à faire valoir. C'est des cinq entreprises industrielles que les structures ont le plus changé. Le recensement de l'activité sur l'aluminium et ses dérivés, après le retrait de l'acier comme de la chimie, ramène pratiquement Pechiney aux années 60, avant la grande fusion avec Ugine-Kuhlmann de décembre 1971. Avec une énergie qui intervient pour 25 à 40 % dans le prix de revient de l'aluminium, selon le lieu de production, pour plus de 40 % dans celui du chlorure et de la soude, le premier choc pétrolier de 1973 a empêché les effets positifs éventuels d'un regroupement que le second choc de 1979 a définitivement mis à mal.

Alléger le groupe du poids de ses aciéries spéciales et de sa chimie - gé-

néralistes conjointement de 8 milliards de francs de pertes depuis 1972 - était le vœu des dirigeants de PUK, bien avant la nationalisation. M. Philippe Thomas, l'ancien président, le rappelait à l'occasion de son départ : « Il était nécessaire d'opérer des désinvestissements ou des rapprochements plus massifs portant globalement sur la branche chimie et sur la branche aciéries... » Les activités du groupe dans ces deux domaines ne peuvent être rationalisées que par synergie avec les activités complémentaires et plus vastes d'autres groupes français et étrangers. Les pouvoirs publics, avant le 10 mai 1981, avaient empêché la mise en œuvre d'une telle stratégie en interdisant à PUK de négocier la cession de ses aciéries spéciales avec un autre partenaire que Sacilor - ce qui amena cette dernière à faire traîner la transaction - et en refusant la cession des

aciéries chimiques à la Société américaine Occidental Petroleum (« OXY »). Une décision que bien des responsables du ministère de l'Industrie d'alors doivent aujourd'hui regretter.

Après 1981, et avant même les nationalisations, Sacilor reprenait finalement « Ugine-acières » (600 000 tonnes d'acier spécialement dans l'automobile) en janvier 1982. Il restait à réaliser le désinvestissement chimique (après la cession de juillet 1982 de la division colorant à l'anglais ICI) - principalement un « profit » d'El-Aguitaine. C'est fait depuis le 1<sup>er</sup> juillet 1983. Une cession d'actifs qui n'aura pas rapporté 1 centime au groupe, mais qui ne lui aura rien coûté, ce qui n'est pas si mal pour la cante de « pertes » qu'il a ainsi été dispensé d'apurer. Composés d'éléments trop disparates, jamais les différents secteurs de cette activité (chimie du chlorure, chimie organique, chimie minérale, encres, colorants, plastiques, pharmacie) n'avaient atteint une dimension suffisante pour bénéficier de l'effet de taille.

Voilà donc PUK amputé de 25 % de ses activités avec un chiffre d'affaires ramené de ce fait grossièrement de 40 à 30 milliards de francs. Avant de « concentrer ses efforts sur la production de métaux, matériaux et biens intermédiaires », comme le souligne le contrat de plan, M. Georges Besse, le nouveau président de PUK, devait lever deux préalables : la restructuration de son bilan et le prix de l'électricité.

Des fonds propres insuffisants et des pertes à répétition (2,5 milliards en 1981, 2,99 en 1982) obligeaient le groupe à présenter un bilan qui n'était « pas beau à voir ». L'Etat a donc dû jouer son rôle d'acrobate. Entre 1982 et 1983, c'est 4,8 milliards qui ont ainsi été fournis à PUK sous forme de fonds propres ou de quasi-fonds propres, avec cependant une structure plus satisfaisante en 1982 (2 milliards d'augmentation de capital et 400 millions de prêts participatifs) qu'en 1983 (500 millions d'augmentation de capital, 430 millions d'obligations convertibles en capital et 1,07 milliard de prêts participatifs). Voilà qui permet à la société de présenter un bilan un peu plus sain.

Mais ce n'est pas là le seul rôle de l'Etat. Dès lors qu'il a décidé de maintenir une production d'aluminium en Europe - région d'énergie chère - le gouvernement a pesé de tout son poids pour permettre à PUK de disposer d'électricité à meilleur prix.

#### 11 centimes le kW/h

L'accord intervenu entre l'entreprise et E.D.F. est quelque peu bilingue. Il porte sur le financement par PUK d'une partie d'une tranche nucléaire « théorique » qui donnera à l'entreprise un droit sur 2 milliards de kW/h par an à partir de 1984 à un prix unitaire proche de 11 centimes. Comme, depuis la nationalisation d'E.D.F., PUK dispose déjà d'un tarif d'électricité préférentiel pour certaines quantités, qui résultent d'un « droit d'eau » du fait de la cession de ses anciens barrages, voilà une partie des 9 milliards de kW/h consommés par le groupe pour l'électrolyse et l'électrometallurgie garantis à un prix intéressant. Un second accord entre PUK et E.D.F. pour 3 milliards de kW/h supplémentaires, répondant à des considérations différentes, a aussi été signé - avec un prix du courant plus élevé - mais il semble qu'il devra être révisé. Quel qu'il en soit, PUK ne fait pas une mauvaise affaire, surtout que c'est l'Etat - encore lui - qui réglera à E.D.F. les 2 milliards de francs nécessaires à l'achat de la portion de réacteur nucléaire.

Voilà donc un groupe auquel la nationalisation aura permis de régler en moins de dix-huit mois les problèmes qui se posaient à ses dirigeants depuis plus de cinq ans. Il faut le reconnaître. PUK va donc pouvoir faire « un effort particulier dans le domaine de l'aluminium », qui représente désormais 57 à 58 % de son chiffre d'affaires. Sur sa marche perturbée par le déclin des cinq grands (Alcoa, Alcan, PUK, Reynolds et Kaiser), dont la part est passée en dix ans de 85 à 40 % de la production mondiale, affecté en outre par des mouvements spéculatifs depuis sa cotation à terme, en 1979, sur le marché de Londres, ce métal continue d'être en crise.

BRUNO DETHOMAS.

(Lire la suite page 12.)

lae  
aix-en-provence

#### PROGRAMME DOCTORAL

Sciences de Gestion

**OBJECTIFS :** Former des professeurs, chercheurs et consultants de haut niveau.

**ORGANISATION :** 1<sup>re</sup> année, DEA, 350 heures de séminaires - années suivantes, préparation d'une thèse en gestion.

**OPTIONS :** Finance, Marketing, Stratégie, Personnel et Modèles Mathématiques.

**ADMISSION :** Maîtrise ou diplôme de Grande École, 3 commissions (mai, juillet et septembre).

**RENSEIGNEMENT :** I.A.E. (Programme Doctoral) Clos Guio - Boulevard des Camus 13540 Puyricard Téléphone : (42) 92-10-50



## Le prêt à durée réductible, une formule qui évite les écueils de l'indexation

par JEAN-ANTOINE ROQUEPLO (\*)

L'inflation a bouleversé bien des techniques financières. C'est ainsi que les fortes fluctuations de taux d'intérêt ont conduit les emprunteurs à proposer des obligations à taux variable. L'auteur de l'article qu'on lira ci-dessous propose une formule nouvelle de prêt, le « prêt à durée réductible » (Padre) dont il expose ici dans les grandes lignes l'économie et la finalité. Les auteurs du IX<sup>e</sup> Plan ont retenu cette suggestion, estimant qu'il pourrait être utile d'expérimenter le « Padre » pour le financement du logement.

- La première est que le montant initial de l'annuité augmentera d'une année sur l'autre, ce qui est le but recherché ;
- La seconde est que la durée du prêt et donc le nombre d'annuités se réduiront par rapport à l'hypothèse d'origine ;
- La troisième est que le total des intérêts versés lui aussi diminuera.

Dans notre exemple, si l'inflation demeure de 10 % par an, la durée effective sera réduite de vingt ans à huit ans et demi et la masse des intérêts de 200 F à 91 F. Le graphique ci-contre illustre ce phénomène.

### Un antidote de l'inflation

Cette formule présente deux avantages :  
Le premier est d'ordre moral : elle rétablira plus d'équité entre prêteurs et emprunteurs. Jacques au lieu de bénéficier pendant vingt ans de façon laxiste et injuste de l'inflation aux dépens de son prêteur, n'en profitera plus que sur le temps réduit de son remboursement, pour Pierre l'accélération du remboursement des francs qu'il a prêtés lui apportera une forme de compensation.

Le deuxième avantage du Padre est d'ordre économique, celui d'être en lui-même un antidote à l'inflation pour deux raisons :  
- Le débiteur n'ayant plus aucun intérêt immédiat à l'inflation deviendra naturellement un acteur agissant d'autant et pesant de 15 à 16,50 F. Il en sera de même chaque année jusqu'à un complet remboursement.

Ce principe entraîne trois conséquences :

Le Padre, malgré une apparence fallacieuse, est le contraire de l'indexation. Il n'indexe ni le capital, ni l'intérêt, ni le taux, il n'agit que sur un seul facteur, le temps, le délai de remboursement du prêteur des francs (ou des dollars) lancés dans l'arène économique le jour du prêt ; de ce fait il conduit à une réduction considérable de la quantité de monnaie mise en mouvement.

Si le Padre est bien une innovation dans la mesure où la clause de durée réductible n'a encore jamais existé, il s'agit d'un mécanisme fort simple et tout à fait conforme à l'orthodoxie financière (1). Pour-quoi en effet la durée d'un prêt devrait-elle demeurer la seule donnée dont la fixité serait intangible, alors que les taux sont devenus variables et les annuités aussi ?

En supprimant cette rigidité inutile tenant à la durée fixe, on permettrait une grande souplesse dans les modalités d'amortissement des prêts au des emprunts à long terme. On rendrait notamment compatible

un taux d'intérêt décroissant avec une annuité fixe ou croissante, l'ajustement se faisant en permanence sur la durée.

La progressivité des annuités, au lieu d'être comme aujourd'hui arbitraire ou empirique et obtenue, par suite de la fixité des durées, par la seule méthode disponible, à savoir la hausse permanente du taux d'intérêt tout au long du remboursement, le serait sans variation de taux par le moyen simple et économique de la réductibilité de la durée.

### Un domaine d'application : l'immobilier

Cette technique trouverait son application la plus naturelle dans le domaine du logement. Déjà recommandée dans le VI<sup>e</sup> Plan, elle est évoquée à nouveau dans le projet de rapport du IX<sup>e</sup> Plan sur le financement du logement. C'est en effet le domaine où les prêts sont les plus longs : trente-quatre ans pour les H.L.M. locatives, vingt ans pour les prêts d'accession à la propriété. C'est celui où on impose déjà aux emprunteurs la progressivité des annuités ; c'est enfin le domaine où il existe une première expérience de prêts « padrés » offerts à sa clientèle par un organisme collecteur du 1<sup>er</sup>.

Si l'application de la formule s'étendait, elle pourrait constituer un atout contre l'inflation. Alors que la politique de hausse du taux d'intérêt freine aujourd'hui la distribution du crédit mais renchérit demain les coûts de production, le mécanisme proposé, là où il jouerait, tendrait à un étouffement progressif et prolongé de l'inflation en même temps qu'à une baisse du taux d'intérêt.

(\*) Voir l'article de M. Bied-Charroton, revue *Analyse financière*, 2<sup>e</sup> trimestre 1983.

## Pechiney sans chimie ni aciers spéciaux

(Suite de la page 11.)

Si les cours, après avoir chuté de près de moitié au début de la décennie 80, ont fortement remonté ces derniers mois, les perspectives ne sont pas exceptionnelles. La consommation mondiale a baissé de 4 % en 1980, de 5 % en 1981, de 6 % en 1982 et ne devrait guère croître que de 2 à 3 % par an dans les vingt années à venir (grâce notamment aux pays en voie d'industrialisation). La rentabilité passe donc par des rationalisations (modernisation et accroissement de 40 000 à 120 000 tonnes des capacités de l'usine de Saint-Jean-de-Maurienne pour un milliard de francs, fermeture des unités de La Paz, La Sausaz et Sabarat entre 1983 et 1985, suppression de 855 emplois, principalement en Savoie, regroupement des activités de transformation d'aluminium à Neuf-Brissach dans le Haut-Rhin où le groupe vient d'investir 295 millions). Elle passe surtout par la recherche permanente de la source d'énergie la meilleure marché possible avec une stabilité assurée pour trente à cinquante ans. C'est ce qui explique le désinvestissement - annoncé en mai - des États-Unis, où PUK a cédé à Amara-Mitsubishi (Alumina) sa filiale américaine Howmet Aluminium Corporation parce que le prix de l'électricité est en train de croître rapidement, et la confirmation d'une implantation importante au Québec où les ressources hydroélectriques de la baie James fourniraient un cou-

rant à prix avantageux (la *Monde* des 19 mai et 30 juin). L'investissement est important : 5 milliards de francs pour la France, dont une partie sera financée par un consortium bancaire sans caution de PUK.

Pechiney s'est engagé à redevenir bénéficiaire en 1985. Auparavant il lui faudra régler les difficultés de Tréfinmétaux, affecté par la régression du marché du cuivre, accroître la productivité en France des ferromallages (ce qui signifiera sans doute des suppressions d'emplois), faire le gros dos dans le nucléaire (où PUK est présent avec la Comurhex - pour 51 % - Mimatome - pour 50 % - et la France-belge de fabrication des combustibles - pour 87 %) ; développer enfin les « matériaux nouveaux » (on les applique de nouvelles de matériaux, déjà connus) comme le zirconium, la céramique ou le titane pour lequel PUK va lancer un atelier pilote.

Des activités qui ne représentent encore que 5 % du chiffre d'affaires mais sont promises à un quadruplement en dix ans. « Il faut savoir désinvestir », éliminer les incertitudes à cash flow, aime répéter M. Besse. La cure d'amaigrissement à laquelle vient de se livrer Pechiney - née de la découverte à la fin du siècle du procédé électrolytique de fabrication de l'aluminium - pourrait procurer à l'incroyable vieille dame une nouvelle jeunesse.

BRUNO DETHOMAS.

### BIBLIOGRAPHIE

#### La saga du négoce

UN coin de voile est levé sur un ensemble de sociétés sises en Suisse, mais dont les activités sont décrites avec le livre de Philippe Chalmrin (1) : *Négociants et charpentiers - La saga du négoce international des matières premières* (2). D'où viennent ces grandes compagnies ? Comment peut-on les repérer ? Philippe Chalmrin, après une partie historique bien documentée, présente une typologie des négociants selon leur taille, selon les matières premières et selon les pays d'origine aussi.

d'une opération de négoce international, couvrant ces différents aspects, demandera une attention soutenue.

Mais on assiste bien au cours du livre à trois évolutions : celle des simples commerçants devenant au fil des temps des multinationales diversifiées, qui intègrent l'aval et l'amont de leur activité d'intermédiaire, le rôle moteur joué par le négoce, créateur, détenteur qui intègre leur plus en plus de sociétés, la tendance enfin à la concentration, par l'industrialisation, (exemple de Car-gill), par l'élargissement à la finance (exemple de Philip Brothers).

JACQUES GRAILL.

- (1) Responsable du Centre de recherches sur les matières premières au Conservatoire national des arts et métiers. Auteur d'une thèse sur *Tate and Lyle - Géant du sucre* (Economica, 290 F).  
(2) 287 pages. Editions Economica, 98 F.

### Un rapport réaliste de la Banque mondiale

(Suite de la page 11.)

Le rapport est également remarquable par l'analyse non dogmatique qu'il propose des conditions à réunir pour retrouver les voies d'une croissance durable. Les pays développés sont notamment invités à procéder à des ajustements en fonction de l'évolution de l'avantage comparatif, autrement dit à laisser aux industries naissantes des pays pauvres toutes les chances dans la compétition internationale. Aux pays en voie de développement, il est demandé de procéder aux réformes nécessaires pour améliorer l'efficacité de leurs administrations respectives, thème qui fait l'objet de la deuxième partie du rapport. Celui-ci s'attache à mettre en lu-

mière les inconvénients qui résultent des « distorsions de prix », mais, prisonniers des schémas néo-libéraux, il est incapable de proposer une argumentation totalement convaincante en faveur d'un régime de liberté des prix. De même, on peut lui reprocher d'attribuer trop d'importance au facteur énergétique, comme s'il y avait une différence de nature entre les pays producteurs de pétrole et les autres (les mésaventures du Mexique devraient suffire à prouver le contraire) et comme s'il était évident qu'on devait continuer à encourager de coûteux programmes de substitution d'énergies nouvelles et nationales au pétrole importé.

PAUL FABRA.



**IFAM**

**INSTITUT FRANCO-AMERICAIN DE MANAGEMENT**

**HARTFORD UNIVERSITY**

**une grande école internationale**

- Créé en association avec une université américaine réputée : Hartford University, Connecticut, USA.
- 3 ans de formation supérieure à la gestion, (2 ans à Paris, 1 an aux États-Unis).
- 2 diplômes : Diplôme IFAM, Bachelor of Science in Business Administration.
- 4<sup>e</sup> année optionnelle : obtention du diplôme MBA (Master in Business Administration).

admission : Baccalauréat exigé + épreuves orales.

Renseignements : IFAM, 28, rue de la Trémoille, 75008 Paris, Tél. : 723-67-48  
Établissement International d'Enseignement Supérieur Privé.

Nom : \_\_\_\_\_  
Prénom : \_\_\_\_\_  
Bac : \_\_\_\_\_ 1<sup>re</sup> langue : \_\_\_\_\_  
Adresse : \_\_\_\_\_

**INSTITUT DE GESTION SOCIALE**

Enseignement supérieur organisé en alternance avec les entreprises

**2<sup>e</sup> CYCLE**

**GESTION DE PERSONNEL**

2 années d'études supérieures à plein temps dont 7 mois de stages spécialisés en entreprise

L'admission est réservée aux titulaires d'un DEUG, DUT, Licence ou 2 ans de Prépa.

**3<sup>e</sup> CYCLE**

**MANAGEMENT AVANCE**

18 mois d'études supérieures à plein temps dont 7 mois de missions opérationnelles en entreprise

L'admission est réservée aux diplômés de l'enseignement supérieur (écoles d'ingénieurs, I.E.P., maîtrises...) et à des jeunes cadres.

Dernière session de recrutement : 16 septembre 1983

Nom : \_\_\_\_\_  
Age : \_\_\_\_\_  
Diplôme : \_\_\_\_\_  
Adresse : \_\_\_\_\_

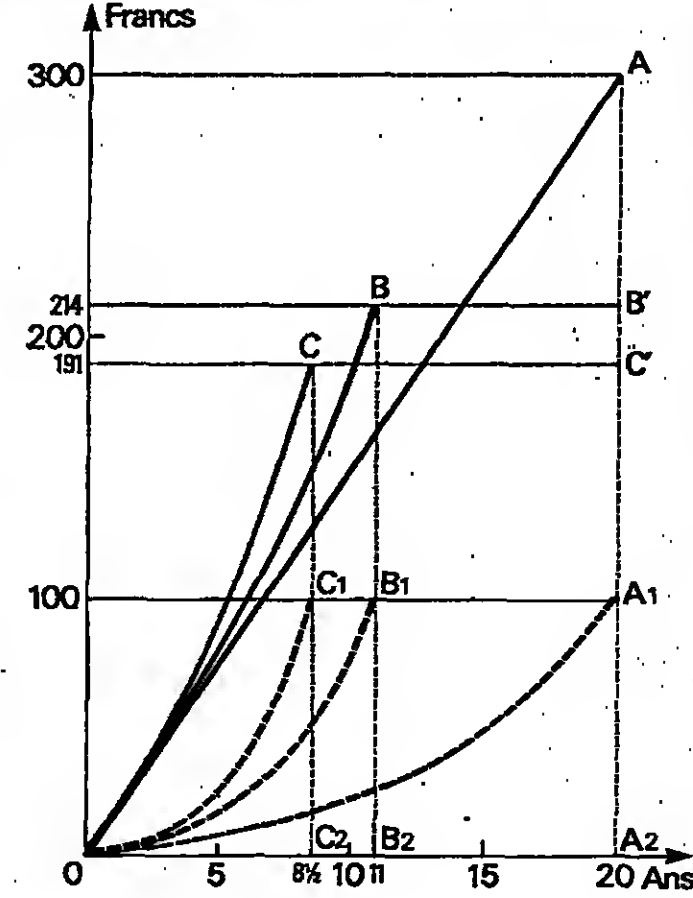
souhaite recevoir une brochure détaillée pour le ... Cycle de \_\_\_\_\_

**IGS**

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

IGS, 63, Avenue de Villiers 75017 PARIS

Établissement privé d'enseignement supérieur



Pour lire le graphique

	Prêt classique	Prêt Padre	
		inflation 5 %	inflation 10 %
Total des annuités	OA = 300 F	OB = 214 F	OC = 191 F
Total des intérêts	AA <sub>1</sub> = 200	BB <sub>1</sub> = 114	CC <sub>1</sub> = 91
Economie d'intérêt	0	AB' = 86	AC' = 109
Courbes d'amortissement	OA <sub>1</sub>	OB <sub>1</sub>	OC <sub>1</sub>
Durée	OA <sub>2</sub> 20 ans	OB <sub>2</sub> 11 ans	OC <sub>2</sub> 8 ans 1/2

**LOS ANGELES**

A partir de 4 590 F A/R

départ PARIS-ORLY SUB

AMCOM SETI 25, rue La Boétie 75008 PARIS

**SAN FRANCISCO**

A partir de 5 310 F A/R

289-15-70

**CHAQUE SEMAINE**

FAITES VALIDER VOS BULLETINS CHEZ TOUS LES DÉPOSITAIRES PORTANT L'ENSEIGNE LOTO



**LOTO**

c'est facile, c'est pas cher, ça peut rapporter gros.

**Le spectre**

La lumière ressemblant à un champ électrique et magnétique qui se propage. Les champs électrique et magnétique sont perpendiculaires l'un à l'autre et à la direction de propagation. La lumière est une onde électromagnétique.



A TRAVERS LES REVUES ÉTRANGÈRES

# Les « anticipations rationnelles » à tous usages

par DANIEL VITRY (\*)

QUELLES sont les conséquences de notre rationalité ? C'est la question que posent plusieurs articles parus ces derniers temps. Edward M. Gramlich a présenté dans le *Journal of Money, Credit and Banking* une analyse de la formation des anticipations en matière d'inflation, en comparant les prévisions des ménages et celles des techniciens de la prévision (1). A la suite des travaux de Muth et Theil, qui datent maintenant d'une vingtaine d'années, on estime qu'une prévision est rationnelle si elle permet de prévoir la valeur que prendra une variable dans le futur sans qu'il y ait une erreur systématique de la prévision. Cela implique pas que la prévision soit toujours juste, mais simplement que l'écart entre la prévision faite et la valeur constatée plus tard soit nul à l'issue d'une série d'observations. Pour qu'il en soit ainsi, il faut que tous les agents disposent de la même information et l'utilisent intégralement pour faire leurs prévisions.

L'auteur teste la qualité des prévisions de différents groupes d'individus. On dispose en effet aux États-Unis de séries statistiques portant sur les prévisions faites tous les six mois depuis 1946 par une quarantaine d'experts sur l'indice des prix à la consommation, d'où l'on déduit un indice de l'inflation. On dispose également d'une autre statistique portant sur les prévisions d'évolution de l'inflation faites par les ménages à qui l'on a demandé régulièrement tous les quatre mois depuis 1948 de prévoir le prix des biens qu'ils achètent couramment. Mille ménages ont été ainsi interrogés.

Les résultats statistiques montrent que pas plus que les ménages les experts ne sont totalement rationnels ; ils n'utilisent pas de façon parfaitement efficace toute l'information disponible au moment où ils font leurs prévisions, ce qui va contre la théorie des anticipations rationnelles. La comparaison de la qualité des prévisions révèle un résultat inattendu : les ménages font en matière d'inflation des prévisions plutôt plus rationnelles et de meilleure qualité que les experts !

Outre la thèse des anticipations rationnelles, la théorie économique contemporaine a développé la thèse des anticipations adaptatives. Cette fois les prévisions sont bâties en fonction du passé et sont corrigées d'une période à l'autre en fonction de l'écart entre les prévisions faites et les réalisations constatées. Les tests de l'auteur montrent qu'effecti-

vement les ménages et les experts sont très influencés dans leurs prévisions par l'évolution passée et récente de l'inflation.

En outre, les ménages sont très influencés par les déficits budgétaires, qui sont considérés comme un indice de la volonté du gouvernement de lutter contre l'inflation ; lorsque les déficits sont trop importants, la politique gouvernementale n'est pas crédible aux yeux des ménages.

Sous l'hypothèse des anticipations rationnelles, quel est l'effet des prévisions d'évolution de l'inflation sur l'évolution du déficit budgétaire ? La question est d'importance et a été posée par Giorgio Canarella et Neil Garston dans leur article sur les chocs dus à la monnaie et à la dette publique (2). L'intérêt particulier de leur article est qu'il a pour objet de tester économiquement des relations précédemment établies par Robert Barro, l'un des promoteurs les plus connus de la thèse des anticipations rationnelles. Dans le modèle de Barro, la croissance normale - donc prévisible - de la dette publique dépend de l'inflation prévue, des dépenses de l'État et de l'évolution du produit national brut. Un point d'inflation de plus doit se répercuter intégralement en un point supplémentaire de croissance de l'endettement nominal, ce qui fait que la dette de l'État en termes réels ne devrait pas être modifiée par l'inflation anticipée.

## Les ménages meilleurs « prévisionnistes » que les experts

Les auteurs ont fait des tests sur des données annuelles américaines de la période 1948-1976 en utilisant des méthodes statistiques plus complexes que celles jadis utilisées par Barro. Leurs résultats généraux confirment à peu près ceux de Barro mais laissent planer quelques doutes sur la répercussion point pour point de l'inflation.

La thèse des anticipations rationnelles conduit à un résultat qui a de quoi choquer : si les agents économiques sont rationnels, les politiques économiques systématiques n'ont plus beaucoup de chances de succès. En effet, les agents économiques vont intégrer la connaissance qu'ils ont de la politique économique pour décider de leur conduite ; c'est ainsi par exemple que s'ils prévoient un encadrement du crédit, ils peuvent décider de demander un crédit tout

de suite, même s'il ne leur est pas immédiatement utile. La politique économique ne devient pas pour autant impossible, mais elle change de visage.

En effet, la possibilité de combattre des chocs inattendus reste un objectif de la politique économique ; à l'inverse, créer des chocs inattendus, ou mettre les agents en situation d'incertitude, est un moyen de politique économique.

## Le rendement des titres

C'est à l'impact de l'évolution de la masse monétaire sur le prix des actions, sous l'hypothèse des anticipations rationnelles, que s'est intéressé Eric H. Sorensen dans son article du *Journal of Financial and Quantitative Analysis* (3). A la suite des travaux de Milton Friedman, beaucoup d'économistes pensent qu'il existe une relation directe entre l'évolution de la masse monétaire et le rendement des titres cotés en Bourse. Sorensen montre que l'impact des variations inattendues de la masse monétaire est bien plus important que celui de ses variations attendues, conformément à l'hypothèse des anticipations rationnelles.

La grande difficulté dans tout ce genre de modèles est de faire le partage entre la partie anticipée et la partie non anticipée de la masse monétaire. Reprenant lui aussi une idée de Barro, notre auteur pense que l'on peut rétrospectivement partager la masse monétaire en deux en procédant de la façon suivante : on estime la partie anticipée en en faisant une variable déterminée par une série de variables économiques ; il s'agit donc en fait bien plus de la partie expliquée de la masse monétaire, avec quelque arbitraire il faut bien le reconnaître, que de la partie véritablement anticipée. La partie non anticipée est calculée tout simplement par différence entre la masse monétaire totale et la partie anticipée.

Une fois ce partage fait, l'auteur met en rapport l'indice boursier avec successivement les deux parties de la masse monétaire. Sous l'hypothèse des anticipations rationnelles, l'évolution de l'indice boursier d'une période doit dépendre de la masse monétaire de la même période, mais ne pas dépendre des anticipations sur la masse monétaire des périodes antérieures ; c'est bien ce que les résultats économétriques donnent comme conclusion. Ce qu'il est plus intéressant de constater c'est que la

partie non anticipée de la masse monétaire d'une période a une très grande influence sur l'évolution boursière de la même période ; un point de croissance inattendue de la masse monétaire entraîne presque deux points et demi de croissance de l'indice boursier.

Olivier J. Blanchard et Jeffrey Sachs ont publié dans les *Annales de l'INSEE*, à la fois en français et en anglais, un article sur les conséquences des anticipations rationnelles (4). Il s'agit ici de rapprocher la thèse des anticipations rationnelles avec un modèle de déséquilibre pour expliquer les conséquences des mesures de politiques économiques, prévues ou non par les agents économiques.

## L'inertie des prix

L'intérêt de cet exercice est qu'il permet de construire des scénarios en supposant que les agents économiques décident de leur comportement en fonction de leurs prévisions sur l'avenir, mais sans que pour autant les ajustements de prix soient instantanés comme dans les modèles traditionnels. Les prix des biens, des services et les salaires ont une certaine inertie ; seul le prix des actifs financiers s'ajuste immédiatement aux variations de l'offre ou de la demande sur les marchés boursiers. Dans un modèle de déséquilibre, on ne suppose pas que l'offre est toujours égale à la demande ; de ce fait, pour un prix donné quelconque hors de l'équilibre, la quantité finalement échangée est la plus petite des deux quantités, offre ou demande. En conséquence, si le prix du marché est plus élevé que le prix d'équilibre, la quantité échangée est déterminée par la courbe de demande et certains offreurs sont frustrés ; symétriquement, si le prix est plus faible que le prix d'équilibre, la quantité échangée est déterminée par la courbe de l'offre et certains demandeurs sont frustrés. Ces situations de déséquilibre sont provisoires ; elles sont dues à l'inertie des prix.

Les auteurs supposent, pour simplifier un peu mais sans perte de réalisme dans la situation actuelle, que les ménages sont toujours prêts à travailler si on leur offre un emploi, ce qui veut dire qu'il y a toujours de la main-d'œuvre non employée. Cette restriction permet de limiter à

(\*) Professeur à l'université de Paris-III.

deux les déséquilibres : un cas de déséquilibre par insuffisance de l'offre du fait de la faible réactivité des entreprises, c'est le cas dit classique. Ainsi armés, les auteurs procèdent à des simulations.

Que se passe-t-il par exemple si le taux d'escompte baisse temporairement avant de reprendre lentement sa valeur initiale ? L'investissement joue dans ce cas un rôle essentiel comme composante de la demande globale. En effet, la résolution dynamique du modèle montre que la baisse du taux d'escompte entraîne une hausse de l'épargne des ménages leur permettant une consommation future plus forte ; la baisse du taux d'escompte signifie en effet que les ménages ont une moins grande préférence pour le présent. La baisse de la consommation consécutive à la hausse de l'épargne entraîne une chute de la production puis de l'investissement. Plus la baisse de la consommation est forte et durable, plus grave sera la récession.

Que se passe-t-il si, à la suite d'une brusque hausse des prix, comme celle du pétrole et de diverses matières premières, on assiste à une baisse de la productivité ? L'effet sur l'emploi dépend des possibilités de substitution entre le capital et le travail. La récession est d'autant plus importante et longue que les taux d'intérêt s'ajustent mal, car alors l'investissement diminue très fortement.

Un autre scénario examiné ne manque pas d'actualité : il s'agit des conséquences d'une modification du poids des impôts à la suite d'un changement de gouvernement. Les auteurs examinent le cas d'un allouement de l'impôt sur les bénéfices que les entreprises prévoient comme devant se produire quelque temps après l'arrivée du nouveau gouvernement. La révision des anticipations des entrepreneurs conduit à une chute boursière immédiate, et

à une baisse des investissements. Cette dernière entraîne une diminution de la demande et donc un chômage de type keynésien.

En outre, la diminution des capacités de production entraîne un chômage de type classique, cette fois, avant même que les nouveaux impôts soient mis en place. Les auteurs ébauchent alors quelle devrait être la réaction du gouvernement s'il n'avait pas l'intention d'augmenter l'impôt ; avec malice, les auteurs suggèrent que le meilleur moyen pour enrayer l'effet dramatique des anticipations serait d'alléger temporairement, soulignent-ils, la charge fiscale pour indiquer très clairement les intentions du gouvernement.

Finalement la portée de la thèse des anticipations rationnelles est probablement moins d'inviter à l'action que de solliciter la réflexion ; on ne peut pas faire de politique économique automatique comme si toutes choses devaient rester égales, il convient, au contraire, d'anticiper les anticipations.

(1) Edward M. Gramlich : « Models of inflation expectations formation, a comparison of household and economist forecasts », *Journal of Money, Credit and Banking*, vol. 15, n° 2, mai 1983, Ohio State University Press.

(2) Giorgio Canarella et Neil Garston : « Monetary and public debt shocks: tests and efficient estimates », *Journal of Money, Credit and Banking*, vol. 15, n° 5, dec. 1983.

(3) Eric H. Sorensen : « Rational expectations and the impact of money upon stock prices », *Journal of Financial and Quantitative Analysis*, vol. XVII, n° 5, dec. 1982.

(4) Olivier J. Blanchard et Jeffrey Sachs : « Anticipations, recession and policy: an intertemporal disequilibrium model », « Anticipations, récessions et politique économique : un modèle de déséquilibre intertemporel », *Annales de l'INSEE*, n° 47-48, juillet et décembre 1982.

## Les auteurs

Edward M. Gramlich est directeur de l'Institut des études de politique publique de l'université du Michigan, aux États-Unis.

Giorgio Canarella est professeur d'économie et de statistique à l'université d'État de Los Angeles, aux États-Unis.

Neil Garston est professeur associé d'économie politique et

de statistique dans la même université.

Eric H. Sorensen travaille à l'université d'Arizona, aux États-Unis.

Olivier Blanchard et Jeffrey Sachs travaillent tous les deux à l'université Harvard, Cambridge, Massachusetts, aux États-Unis.

# SCIENCES

## L'astronomie en révolution

(Suite de la première page.)

L'œil, sans le secours du télescope, distingue, dans des conditions optimales de visibilité, six mille étoiles environ, mais ce n'est que l'infime avant-garde des armées du ciel. Ce qui vient derrière se compte en milliards. Il semble donc vain de vouloir décrire les étoiles une par une. Comment aborder, dans ce cas, l'idée d'étoile dans sa plus grande généralité ?

Que l'on dispose ou non d'une théorie générale de la réalité (voir encadré), il n'en reste pas moins qu'on ne peut parler d'un type particulier d'objet (en l'occurrence le Soleil, l'étoile, l'univers) sans s'être donné, au préalable, un modèle de cet objet, c'est-à-dire une idée simple, une représentation idéalisée de la chose réelle (ou présumée telle), ainsi le Soleil peut-il, en première analyse, être représenté comme une sphère gazeuse et chaude, tel qu'on le présente, tel qu'on le conçoit. Par la suite, le modèle se formalise, éparpillé en phénomènes élémentaires pour se réunir en un faisceau d'équations. Mais un modèle

digne de ce nom ne se contente pas d'expliquer ou de codifier, ses ambitions vont plus loin.

Le modèle forcé, extrapolé, poussé jusqu'à ses limites ultimes, exprime ses « pensées cachées ». Et celles-ci sont parfois très surprenantes. A quel niveau la théorie devient-elle créatrice ? L'émergence dans le monde des idées des modèles géométriques d'espace-temps, des trous noirs qui en sont la conséquence, des étoiles à neutrons (astres quantiques), sont à mettre au compte de ces « commotions » théoriques décollées de l'observation.

Les étoiles à neutrons, par exemple, ont été théoriquement conçues quarante ans avant la découverte d'une propriété qui trahit leur présence : le rythme, la cadence pulsée de leur émission radio (pulsars). Mais il ne faudrait pas en conclure qu'il s'agit là d'une règle méthodologique. Nous manquons encore de théories convaincantes pour expliquer les quassars, objets extragalactiques découverts il y a presque vingt ans. Au grand dépit des théori-

ciens, il faut bien dire que l'expansion de l'univers, qui est peut-être la plus grande découverte du siècle, est à mettre au crédit d'un expérimentateur, Edwin Hubble, alors que deux des plus grands théoriciens de tous les temps, Isaac Newton et Albert Einstein, avaient fait fausse route dans leurs travaux sur la même question.

## Le langage subtil de la lumière

La science est, de ce fait, sujette à l'échec, aux préjugés et aux erreurs. Les conclusions n'émergent pas nécessairement d'une procession systématique de la théorie à l'observation et de l'observation à l'administration de la théorie. Parfois les faits, les faits affreux, tuent les belles théories, comme se plaît à le dire le professeur William Fowler, l'un des pères fondateurs de l'astrophysique nucléaire. Le charnier des hypothèses est toujours bien pourvu. Il n'existe pas de voie royale, pas plus que d'explication simple du processus qui conduit à la décou-

verte d'un phénomène de dimensions cosmiques. La théorie et l'expérience se rejettent continuellement la responsabilité de l'erreur. Toute polémique est haïssable, sauf pour la science, qui s'en nourrit. Mais revenons à nos étoiles ou plutôt à notre idée d'étoile. Comment les astronomes peuvent-ils savoir de quoi les étoiles sont faites ?

La lumière se disperse à travers le prisme, se résout en raies fines, comme le sucre se résout en pluie fine. Il pleut des couleurs. La découverte merveilleuse de la spectroscopie allait permettre d'établir la correspondance entre les raies spectrales (renforcement ou affaiblissement de l'intensité lumineuse sur une plage très étroite de longueur d'onde) et l'identité chimique des éléments émetteurs ou absorbants, ainsi que leurs proportions relatives.

Conséquence révolutionnaire : l'analyse spectrale permet d'examiner la composition chimique des gaz lumineux. La méthode spectroscopi-

que a été progressivement étendue à toutes les matières visibles ou invisibles. Que l'on tente d'observer les rayons X, les rayons gamma ou même les particules errantes du rayonnement cosmique, la stratégie instrumentale est la même. Il convient en premier lieu de spécifier l'énergie, la résolution spectrale, la résolution temporelle et la sensibilité de la mesure, puis, la mesure faite, il reste à l'interpréter selon une grille codifiée de lecture du message.

Il est évident que ce mode d'analyse s'applique au Soleil et aux étoiles ou plus précisément à leur atmosphère. Dès lors il est permis d'accéder à la constitution chimique du Soleil, des étoiles et des nébuleuses au moyen de l'étude des raies spectrales observées, de leur position

et de leur intensité, et d'établir des comparaisons fructueuses entre différents objets astronomiques. L'analyse spectrale montre à l'évidence que les éléments présents dans les étoiles et les nébuleuses les plus lointaines sont uniquement ceux que nous connaissons sur la Terre. On ne peut que constater l'unité de la matière dans l'univers. Unité satisfaisante pour l'esprit.

MICHEL CASSÉ.

## Prochain article :

## ABONDANCE ET STABILITÉ NUCLÉAIRE

## Deux théories de la réalité

Deux théories de la réalité briguent la suprématie, modèrent chacune une image du monde physique, et cela engendre une incertitude inévitable quant à la valeur de la vérité théorique :

1) La relativité générale concerne des « objets physiques » autonomes réels uniquement par des signaux lumineux et assujettis à épouser les « plis », les déformations de l'espace-temps. L'invariance des lois par rapport au référentiel (système de coordonnées) semble assurer à la fois le sens et l'objectivité des idées physiques.

2) La mécanique quantique est relative, dans l'insertion de l'école de Copenhague, à des ensembles flous, formés par la fusion (conceptuelle ?) d'objets microscopiques (les « particules »), d'instruments de mesure et d'observateurs, autant d'« objets » d'échelles différentes formant des unités de type trinitaire impossibles à

analyser en terme de constituants.

Ces deux reines de la théorie, reine blanche, reine noire, pourtant issues d'apriorismes philosophiques distincts, voire contradictoires, fournissent cependant chacune des évidences physiques incontestablement « vraies » au sens où elles sont reproductibles et vérifiables. L'une est déterministe, l'autre est stochastique (probabiliste), le tout est opérationnel si l'on réserve la relativité générale au macrocosme et la mécanique quantique au microcosme. Il faut cependant noter que l'astrophysique moderne invoque l'existence d'« astres quantiques », comme, par exemple, les naines blanches et les étoiles à neutrons. D'autre part, les théoriciens de la physique révent déjà d'une théorie quantique de la gravitation qui unifierait sous un même formalisme les quatre forces de la nature.

M. C.

## Le spectre électromagnétique

La lumière ressemble, selon les circonstances, à la description qu'on en donne en termes de grains d'énergie (photons) ou bien en termes de champ électromagnétique. Ce dernier mode de représentation semble plus approprié lorsqu'il s'agit, comme ici, d'expliquer que la lumière est un message qui met en rapport un point de l'univers avec un autre. La lumière peut être pensée comme des champs électrique et magnétique qui oscillent à angle droit l'un par rapport à l'autre, mais aussi perpendiculairement à la direction de propagation. Les champs électrique et magnétique oscillants qui constituent le train d'onde emmagasinent l'énergie qu'ils transportent à partir de leur source.

La distance de deux crêtes successives définit ce que l'on appelle la longueur d'onde du rayonnement (extension de la notion de lumière recouvrant l'invisible). Si la distance de crête à crête se situe entre 0,00004 et 0,00007 centimètres, la rétine humaine (notre détecteur naturel et individuel) réagit positivement ; nous appelons lumière l'impression ressentie. Les rayonnements de longueurs d'onde plus courtes se répartissent en régimes ultraviolet, X et gamma. Les rayonnements de longueurs d'onde plus élevées appartiennent, par convention, aux domaines infrarouge, micro-ondes et radio.

Nature du rayonnement	Transparence de l'atmosphère	Longueur d'onde (cm)
Rayons gamma		10 <sup>-9</sup>
Rayons X		10 <sup>-6</sup>
Ultraviolet		4 x 10 <sup>-5</sup>
Infrarouge		8 x 10 <sup>-3</sup>
Micro-ondes		1
Engins spatiaux		10 <sup>2</sup>
Télévision		10 <sup>3</sup>
Ondes courtes (AM)		10 <sup>4</sup>
Ondes radio		plus ou moins réfléchies par l'ionosphère

Opaque : 
 partiellement transparent : 
 Transparent :

chinois sans chine  
n'anciens spéciaux

CHACQUE  
SEMAINE

LOT



Le Monde

# culture

## La route des festivals

### BAYREUTH

#### Ouverture molto moderato avec «les Maîtres chanteurs»

En cette année qui marque le centenaire de la mort de Richard Wagner, le Festival de Bayreuth a débuté *molto moderato* avec une réalisation des *Maîtres chanteurs* par son petit-fils Wolfgang qui date de deux ans déjà et ne témoigne guère d'émotion. Mais l'anniversaire revenait de droit à quelqu'un de la famille, et il y a bien longtemps que tout le monde a oublié les fulgurantes mises en scène de Wieland en 1956 et 1963, Wolfgang peut-être le premier.

Les décors se réfèrent sagement au figuratif le plus rétrograde sinon le plus réaliste, car les demeures de Pogner et de Sachs s'apparentent à des châteaux du Moyen Âge au lieu d'être des maisons de la bourgeoisie de Nuremberg, avec un lila et un bleu bien maigres. L'église du premier acte semble avoir été reconstruite en style roman après la dernière guerre. Les fidèles sont faiblement vus de face, ce qui oblige Walther à s'exposer aux fondes de l'effacement (heureusement absent) pour faire des signes de connivence à Eva. L'atelier de Sachs est une jolie cellule de moine très dépolluée et la prairie un lieu assez quelconque, où l'on s'installe à la bonne franquette, dans un désordre à travers lequel les Maîtres ont quel- que peine à se frayer un passage, autour d'un gros tilleul vert pomme fort laid, emprisonné par une tribune où dansent les apprentis.

Le spectacle, d'une bonne qualité musicale, est également banalisé par la direction des acteurs, qui marchent de façon gauche, gesticulent un peu trop, forment les figures gra- tuites. Si la dernière tableau, bien peu stylisé, a cependant de l'entraîn- et de l'air, soutenu par les formi- dables chœurs de Norbert Balasch, la bagarre du deuxième acte pèche lamentablement, et le meilleur de l'air n'est qu'un paysan balourd (malgré la superbe voix de Matthias Hölle). Quand on se rappelle la gri- sée de cette nuit de la Saint-Jean, véritable fête d'été, le soir du solstice, et l'apparition du veilleur comme un mystérieux génie de l'été chez Wieland Wagner !

Hermann Frey tire son épingle du jeu dans le rôle de Beckmesser par son talent et sa personnalité et il chante de manière ravissante l'air de concours ridicule qui consacre sa dé- faite ; mais Dien qui est statique et mal employé, restant assis tranquille- ment au deuxième acte en atten- dant que Sachs ait fini de chanter à tue-tête pour l'empêcher de donner sa sérénade. Et au troisième acte, quand il s'introduit chez le jardinier, tandis que la musique dicte chacun des gestes qu'il devrait faire, on l'abîme à des mimiques torturées sans rapport avec le texte. Comme s'il n'était venu là que pour se ré- mouvoir ses muscles de la nuit en se volant le visage avec son mouchoir au lieu, simplement, d'en éprouver les effets physiques et le ressen- timent.

L'excellent Sachs de Bernd Weikl, manque encore un peu de bouteille pour égaler ses aînés, Greindl et Adam, et sa voix châte- leuse devrait s'offrir de résonances plus personnelles ; mais qu'il est charmant, bien de bonne grâce, de noblesse et de sagesse dans ce rôle en or qu'il faut du moins savoir en- dorer ! Siegfried Jerusalem lui donne une assez bonne réplique en Walther, bien que sa voix trop in- égale disparaisse un peu dans les di- alogues et ne s'épanouisse que dans les fins colorés et parfois des éclats un peu banaux que dans les airs de concours.

Le David de Graham Clark a une

voix plus ronde et plus forte, mais quelque peu criarde. Comme son fiancé, l'Eva de Marianne Hägg- der ne révèle toute l'étendue de son timbre que dans les airs et apparaît le reste du temps comme une petite bourgeoise, mignonne, assez banale. On citera encore Marga Schiml, Magdalene plus séduisante que de coutume, Manfred Schenk, Pogner noble et imbu de lui-même, avec une très belle voix, les autres Maîtres étant quelconques.

Sans faire de miracle - ce que du reste on n'espérait pas de lui -

Horst Stein dirige très gaillardement le brillant orchestre du Festi- val et donne beaucoup de vie pitto- resque à la représentation qui resterait assez superficielle si Sachs, et Walther à un moindre degré, n'en relevaient la grandeur et le lyrisme. Mais Bayreuth attend surtout le nouveau *Ring* dirigé par Solti et mis en scène par Peter Hall qui com- mence ce lundi.

JACQUES LONCHAMPT.  
\* Prochaines représentations les 2, 6, 13, 17, 20 et 27 août.

### ORANGE

#### Amilcare Ponchielli, un compositeur distingué

Le programme des Chorégies ne dit pas depuis combien d'années on n'avait pas chanté la *Gioconda* de Ponchielli, devant le célèbre mur d'Orange, ni même si on l'y avait ja- mais vue, mais, ici, on ne se soucie pas trop de ces précisions histori- ques, et c'est heureux, car, s'il en était autrement, les spectateurs s'accommoderaient pas de voir tou- jours les mêmes escaliers en bois, les mêmes colonnes antiques, la même porte centrale représentant tour à tour le palais royal de Memphis ou la grande place de Thèbes d'Aïda, la cour du palais des Doges (ou la

place Saint-Marc ?) dans la *Gio- conda* et les murs de la ville violette, blême, dans *Trovanos*.

Comme c'est toujours à peu près la même mise en scène, avec cours- oblige des figurants ou des chori- stes sur un immense plateau, appa- rition des dignitaires - doges, pha- raons, mandarins, inquisiteurs - par l'unique portail à deux battants, di- rection d'acteurs à la mesure de l'enseignement du public, comme le son de l'orchestre y est irrémédia- blement grêle et que les voix sont dé- pourvues de la chaleur que l'acousti- que des théâtres fermés s'emploie à favoriser, il faut emporter au Thé- tre antique d'Orange, outre le cousin rituel et une petite laine, une bonne dose d'imagination ou de réa- gation.

On peut d'ailleurs écrire cela très tranquillement, car, on a beau faire, il y a, d'années en années, autant de spectateurs sur les gradins. Peut-être étaient-ils moins nombreux le 23 juillet, mais cela vient sans doute de ce que le seul opéra d'Amilcare Ponchielli qui soit passé à la posté- rité n'est guère *cazzu* en France (1). On peut le regretter, dans la mesure où ce mélodrame en quatre actes, inspiré d'une pièce de Victor Hugo (*Angelo, tyran de Pa- doue*) et créé à la Scala de Milan en 1876 avec un succès étonnant, a sa place entre Bellini - par une cer- taine élégance d'écriture qui n'inté- resse pas Verdi, plus soucieux d'ef- ficacité dramatique - et Puccini - qui sera l'élève de Ponchielli.

Les airs, en général, sont un peu convenus, mais, dans les récitatifs, les scènes, les transitions, dans les préludes et jusque dans le célèbre ballet de la *Dance des heures*, on re- marque une finesse de l'instrumenta- tion, une justesse des effets dra- matiques, confisés le plus souvent aux bois par petites touches, qui ré- vèlent, au-delà de ce que le traite- ment du drame peut avoir de conven- tionnel, un compositeur distin- gué ; l'équivalent, dans la tradition italienne, d'un Léo Delibes dans la nôtre ; mais le public français ac- tuel connaît-il mieux *Lakmé* que la *Gioconda* ? Ce n'est pas certain. Il faut en demander la raison à la mode et non à la musique.

Toujours est-il que la terrible his- toire d'une pauvre chanteuse des rues, unique soutien d'une mère aveugle (donc, suspecte de sorcelle- rie), courtisée par un espion de l'in- quisition, tandis qu'elle se consume d'amour pour un proscrit, lequel brûle pour la femme de l'inquisiteur, a connu à Orange un franc succès, à l'exception du ballet réglé par Jo- seph Lazzini, ostentatoirement dé- nudé et anachronique dans le contexte, sans briller pour autant par une mise en place bien rigou- reuse.

La mise en scène de Paolo Trevisi, la scénographie d'Antonio Selva, les costumes de la maison Fiore, de Mi- lan, s'appellent pas de commentaire particulier. Tout cela est parfaite- ment conventionnel, sans l'imagination qu'un ouvrage comme celui-ci appelle sans ambiguïté.

En fin de compte, la distribution était dominée par Luigi Roni, le seul dont le voix de basse convenait à l'acoustique des lieux : le baryton et le ténor (Mantov Mangueria et Nazzio Todisco), qui ont des em- plais plus significatifs, passaient tout juste la rampe. On attendait beaucoup bien entendu, de Montse- rat Caballé dans le rôle-titre. Cepen- dant, à moins de se trouver à proxi- mité immédiate, et abstraction faite des notes graves qu'elle dramatise artificiellement, on ne pouvait ap- précier que partiellement des qua- lités distinctives, l'expressivité de la ligne de chant et du timbre mêlés. Avec la distance, les éclats vocaux de Cléopâtre Ciraco (Laura) finissent peut-être plus impres- sionnants, mais au détriment du raffine- ment, tandis que la voix puissante et dramatique de Patricia Payne convenait parfaitement à la Cicca.

On a retrouvé avec plaisir la Chœur Philharmonia de Londres et, sous la direction d'Eugenio Marco, l'Orchestre national de Lille a fait de son mieux pour faire oublier que, selon l'expression de Berlioz, la mu- sique en plein air n'existe pas.

G. C.  
(1) Il en existe au moins un entrepre- neur historique avec Maria Callas (EMI-C-153-00 881/3).

### AVIGNON

#### Les « professionnels » d'un côté, les « politiques » de l'autre

De par la personnalité et l'in- fluence de Jean Villar, son fonda- teur, le Festival d'Avignon a tou- jours été au centre du débat culturel et, inversement, a su abriter les dé- bats sur la culture, l'art, ses formes, ses mouvements, ses liens avec le pu- blic, les citoyens, la cité, la politi- que... Sous les précédents gouverne- ments, les partis de gauche, P.S. et P.C., ont régulièrement tenu leurs assises, ont soutenu les « profes- sionnels de la culture », ont exposé leur propre conception d'une politique culturelle vraiment démocratique. La tradition s'est maintenue après 1981. Les partis d'opposition n'ont pas pris la relève. On a entendu parler d'assises R.P.R. en Avignon. On a appris qu'elles auraient lieu en septembre, hors festival.

Après deux ans de gouvernement de gauche, le débat se crispe à nou- veau : rappelons le bicentenaire des responsables et la diminution des subventions dans plusieurs maisons de la culture d'une part, et, d'autre part, les prévisibles réductions dans le budget du ministère, car, même si la culture reste un objectif priori- taire, la politique de rigueur s'épar- gne personne. Ces deux points ne se confondent pas. C'était flagrant le samedi 23 juillet à Avignon. Le ma- tin, avait lieu la conférence de presse du SYNDÉAC (Syndicat na- tional des directeurs d'entreprise d'action culturelle), qui a proposé d'importantes modifications de sta- tuts. L'après-midi avait lieu la conférence de presse du parti com- muniste et de l'hebdomadaire *Révo- lution*, précédant trois jours de dé- bats présidés par MM. Guy Herminier et Lucien Maréchal (1).

D'abord a été projeté un repor- tage vidéo avec des interviews fai- sant état des menaces que la droite « revancharde » fait peser sur la culture. M. Guy Herminier a repris l'argumentation exposée dans le *Monde* (daté 24-25 juillet). En substance : les mesures prises par la droite ne visent pas à construire une chose, mais à détruire ce qui existe. Nous voulons préserver les acquis. Préserver n'est pas conser- ver. Ce n'est pas du conservatisme. La menace peut s'étendre à l'ensem- blement et à la fonction publique. La droite veut bannir, au profit d'une mainmise politique, l'idée tou- jours neuve de Jean Villar selon la- quelle il faut avoir le courage de confier la direction des équipements culturels à des artistes.

Jusqu'à-là, politiques et profes- sionnels se rejoignent. Le SYN- DEAC a changé le sens de son sigle et devient Syndicat national des di- recteurs d'entreprises artistiques et culturelles. « Cela veut dire, déclare son président, M. Claude Malric, que notre travail est d'intervenir dans le domaine de l'art en tant que producteurs de formes... Cela ne peut se faire que par une autonomie juridique et économique, par une in- dépendance face aux objectifs cul- turels de nos partenaires politi- ques. » Les membres du SYN- DEAC ne veulent plus que leur sort soit lié aux programmes électoraux.

■ Denise Leclerc a été nommée à partir de 1<sup>er</sup> juillet 1983 à la tête du Jeune Théâtre national (J.T.N.), en remplacement de Patrick Guinand qui a accepté d'écouter son mandat. Depuis le 1<sup>er</sup> avril, Denise Leclerc était chargée de mission auprès du président de l'association J.T.N. Elle avait, auparavant, participé à la fondation du Théâtre de Bourgogne et du Centre chorégraphi- que Maurice Béjart. Sa nomination marque un changement de statut pour le J.T.N. qui disparaît en tant que troupe et se transforme en structure de coproduction avec, en particulier, mais sans exclusive, les centres dramati- ques.

■ On ne voudrait avoir affaire qu'à un ministre de la culture. Les commu- nistes tiennent à se démarquer du modèle soviétique. Ils jugent inad- missibles les liens de dépendance en- tre l'art et l'État en France et où que ce soit. L'artiste doit être entière- ment libre dans sa programmation, disent-ils, mais ils reconnaissent la nécessité des structures associatives. Elles s'out pas à contrôler le projet artistique mais à y participer, à le comprendre, le transmettre, etc. Sur ces structures, le SYNDÉAC, en re- vanche, se pose des questions. Il dé- veloppe la notion de projet artistique « qui ne doit pas s'épuiser dans l'éclectisme ». Il demande que les entreprises d'action culturelle, sans exclure leur fonction de diffusion ar- tistique, « deviennent, redevennent, des lieux de production dont le rayonnement soit local et nation- al ». Il se demande enfin si la structure associative est « adaptée à ce type de projet comme elle l'était à un travail d'action culturelle ».

Sans nier les difficultés, les com- munistes disent qu'elles ne seront pas résolues « en jouant à saute- moutons par-dessus les instances démocratiques ». « Faire l'impasse l'a conduit à la faire dans les grandes entreprises », a dit M. Lu- cien Maréchal. En fait, il a pas donné

directement son point de vue car il n'assistait pas à la conférence de presse du SYNDÉAC. Il répondait à une question à propos de cette contradiction, qui est de taille. D'au- tant plus que certains membres du SYNDÉAC sont communistes, et que l'Union des maisons de la culture, qui regroupe les personnels, est en total désaccord avec le SYNDÉAC. On assiste à une lutte - lutte des classes ou lutte corpora- tive ? - que les parties de gauche pouvaient arbitrer avec plus d'aisance quand ils étaient dans l'oppo- sition. A présent, ils ont à décider et à agir. Dans quel sens ? Ce n'est cer- tainement pas au cours d'une confé- rence de presse qu'on le saura. Les politiques ne sortent pas du terrain qu'ils ont eux-mêmes délimité, comme en ont fait l'expérience quel- ques intervenants.

■ Le parti communiste, disait un de ses membres, est lui-même une institution culturelle qui doit se re- mettre en question de l'intérieur. Pas en public.

COLETTE GODARD.

(1) M. Herminier est membre du bu- reau politique du P.C.F. et M. Maréchal est membre permanent de la section des intellectuels et de la culture.

### CINÉMA

#### « EGON SCHIELE, ENFER ET PASSION », d'Herbert Vesely

#### Portrait d'un visionnaire

Mort en 1918, à l'âge de vingt- huit ans, le peintre autrichien Egon Schiele ne passait pas dans nos ciné- mas des visions érotiques de corps fémi- nins diaboliques, torturés, reflets d'un trouble psychologique et sexuel qui le film d'Herbert Vesely (tourné en 1981) s'efforce de recréer à travers deux épisodes marquants d'une courte vie.

■ 1912 : Egon Schiele est accusé de viol par une adolescente mythomane villageoise où il était installé avec sa maîtresse et modèle Wally. Il est emprisonné, puis innocenté, mais le juge brule devant lui un de ses des- sins considérés comme pornographi- que. Quelques années plus tard, Egon Schiele épouse une bourgeoise, devient célèbre, trouve un vague bonheur et meurt de la grippe espa- gnole, qui a déjà emporté sa femme.

Mathieu Carrière incarne, remar- quablement, cet artiste étrange, exceptionnel, et Jane Birkin est une Wally très étonnante par son amour fidèle, son obstination à sauver Schiele, son effacement volontaire et sa mort tragique. Tel qu'il est pré- senté (il y aurait une version plus lon- gue), le film escamote cependant, en France, le contexte social de Vienne dans les années 10, le méprisisme d'un « art nouveau » sous l'influence de la psychanalyse, et dans la déca- dence de l'empire austro-hongrois. On entrevoyait Gustav Klimt qui faisait, lui, de la femme, une déesse décora- tive, couverte d'émaux et de bijoux. Herbert Vesely manifeste en outre un goût prononcé pour l'académisme. Ses images sont, à quelques excep- tions près, la reproduction des des- sins et tableaux de Schiele, le corps de Wally ravagé par la syphilis. Elles sont trop belles, trop composées esthétiquement pour traduire l'éco- nomie des pulsions sexuelles, la force révolutionnaire du l'artisme minant l'ordre bourgeois de la Vienne impériale.

\* Voir les exclusivités.

#### « OIL POUR OIL » de Steve Carver

Chuck Norris, Texas ranger d'El Paso, affronte David Carradine, ancien champion de karaté, lié à la Mafia mexicaine. Mais comme, dans la vie, Chuck Norris est un vé- ritable champion des arts martiaux (ce qui a fait le succès de ses films aux États-Unis), on sait bien qu'il fi- nira par gagner.

Qu'importe l'intrigue : le héros se débatait, et la mise en scène de Steve Carver est purement fonction- nelle, comme dans ces feuilletons de télé où l'on a droit à une attraction par minute. Bagarres, coups de revolver, mitrailleurs, explosions, in- cendies, là où passe Chuck Norris, les « méchants » n'ont qu'à bien se tenir. De temps en temps, le héros touche terre mais, comme Antée, il reprend des forces. Dire que c'est un acteur serait exagéré : « fonceur » serait plus juste. David Carradine en perd sa personnalité.

Tout le monde joue à se battre et les femmes sont emportées dans le tourbillon de ces aventures débiles, où règne la loi du plus costaud. Note d'humour : le chef de la Mafia est un nain infirme qui se déplace dans une petite voiture électrique. *Oil pour oil* est un exemple de ce ci- néma infantile que déplorait Robert Altman. Et le film sort, à Paris, dans une vingtaine de salles. Pour attirer qui, au juste ?

\* Voir les films nouveaux.

### PETITES NOUVELLES

■ A la fin du concert de Diana Ross, à Central Park, le 22 juillet, c'est une véritable houle - un millier de jeunes - qui s'est abattue sur les pas- seurs et les spectateurs, pour les frap- per et leur arracher leurs bijoux, sacs et portefeuilles. Il a fallu plusieurs heures à cheval des quelques deux cent cinquante policiers envoyés sur place pour en venir à bout. Bilan : une qua- rantaine d'interpellations et autant de blessés.

■ Le Centre Académie a créé un concours de compositions musicales au piano et à la clarinette, avec ou sans ensemble instrumental, et doit de qua- tre prix de 7 500 F ; les envois seront jugés à la fin de l'année par un jury qui présidera James Newell. Les candi- dats devront avoir moins de trente ans. (Renseignements et dépôt des par- titions avant le 15 septembre à l'Association Académie, 32, rue de Washington, 75008 Paris.)

■ Le premier Festival Rencontres de Musique et de Cultures Populaires aura lieu du 6 au 18 septembre à Châtigny-Malsbury. Cette manifesta- tion comportera débats et spectacles, réunira notamment le Centre d'Action culturelle du Bassin Houillier Lorrain et le théâtre de Compiègne.

Rem : 254, avenue de la Division- Leclerc, 92250 Châtigny-Malsbury. Tél. : 661-14-27.

### MERCREDI

COMEDIE FRANÇAISE  
296.10.20  
SPECTACLE MARIVAUX  
La Seconde Surprise de l'Amour  
avec  
La Colonie  
mise en scène  
Jean-Pierre MIQUEL  
jusqu'au 31 juillet inclus

مكتبة الناصر







# COMMUNICATION

## M. Hersant passe outre à la décision ministérielle qui bloque le prix du «Figaro» et de «France-Soir»

Répliquant à l'arrêté, paru vendredi 22 juillet au Bulletin officiel de la concurrence et de la consommation, bloquant le prix de vente du Figaro et de France-Soir (le Monde daté 24-25 juillet) pour «dépassements sensibles» des accords de limitation des prix, conclus en novembre dernier, M. Robert Hersant écrit en page une du Figaro du lundi 25 juillet, sous le titre «Inacceptable» :

«Le ministre des finances vient de décider, en contradiction avec les accords qu'il avait signés, de bloquer le prix de vente du Figaro et de France-Soir à 3,70 F, afin de mettre ces journaux en difficulté. Cette décision ne s'applique pas, bien entendu, à nos autres confrères.

«Depuis l'arrivée au pouvoir des gens que l'on sait, j'ai pris l'habitude de me voir appliquer, en toute circonstance, un régime exorbitant du droit commun. Une fois de plus, l'appareil de l'Etat et ses fonctionnaires sont utilisés à des fins partiales.

«La mesure qui frappe les seuls Figaro et France-Soir est arbitraire et discriminatoire. En démocratie, elle est inacceptable.

«J'ai, en conséquence, pris la décision de porter, à dater de ce jour, le prix de vente du Figaro à 3,80 F.

«Je remercie les lecteurs de leur compréhension.

Pour M<sup>me</sup> Brigitte Gros, sénateur des Yvelines, rapporteur des questions de presse, «le ministre est pris unilatéralement, sans consultation préalable des responsables de cette entreprise de presse». Après l'intimidation par l'inculpation de son président au titre des ordonnances de 1944, voici, aujourd'hui, une nouvelle forme de représailles à l'égard d'un quotidien de l'opposition : tenter de compromettre sa santé économique, ajute-t-elle dans un communiqué.

A la sortie du régime de blocage des prix, l'accord de modération de la presse quotidienne prévoyait une hausse autorisée maximale de 0,10 F au 1<sup>er</sup> janvier, et de 0,20 F au 1<sup>er</sup> mai. Le prix du Figaro étant de 3,50 F au moment du blocage des prix, ce journal, pouvait s'estimer en droit, au 1<sup>er</sup> mai dernier, de porter son prix de vente à 3,80 F, mais avait décidé de n'augmenter que de

0,20 F, c'est-à-dire 3,70 F, prix auquel il se trouve bloqué aujourd'hui.

Au ministère de l'économie et des finances, toutefois, on affirme que la moindre progression du prix du quotidien de M. Hersant ne compense pas le dépassement sur le prix de l'édition du week-end (11,50 F actuellement alors qu'elle n'aurait pas dû dépasser 10,60 F). Globalement, précise-t-on, cette entreprise a donc déjà dépassé l'engagement de modération qui autorisait une augmentation de prix de 17 % sur deux ans (du 1<sup>er</sup> janvier 1982 au 31 décembre 1983). L'administration avait d'ailleurs, par une mise en demeure du 25 mai, demandé au quotidien de M. Hersant de justifier ce dépassement. La réponse n'a apparemment pas été satisfaisante. L'ordonnance de 1945 autorise donc le ministre de l'économie à fixer unilatéralement le prix de vente du Figaro. La décision de ce quotidien de passer outre fera donc l'objet dès le 25 juillet d'un procès-verbal pour infraction à l'ordonnance de 1945, qui sera transmis au procureur de la République du tribunal de Paris.

Ce débat incite M. Roger Bouzinou, directeur général de la Fédération nationale de la presse française (F.N.P.F.) - après avoir évoqué la crise de la presse écrite et cité en exemple «le bilan du Monde déficitaire», - à déclarer dans une lettre adressée aux services de la Rue de Rivoli : «La dernière enquête menée par le C.E.S.P. prouve que le lectorat de la presse parisienne est en constante diminution. Le Figaro est l'un des rares qui soit arrivé à surmonter les difficultés provoquées par la crise économique. Il n'a pu le faire qu'en adaptant son prix de vente à ses coûts de fabrication, de rédaction et d'acheminement (...).

«Par-delà l'interprétation d'un règlement, n'y aurait-il pas lieu d'examiner avec nous la rigueur et le réalisme des décisions, un contexte on ne peut plus inquiet ? Même en ce qui concerne l'application stricte sensu des textes, je suis oisif à soutenir que le Figaro n'a commis aucune infraction aux dispositions du règlement.

La direction du Figaro justifie sa position en faisant référence à un avenant au contrat de modération

des prix et en invoquant d'autre part le passage à la couleur et l'insertion de nouveaux cahiers, dans France-Soir magazine, ainsi que le changement de périodicité de Madame Figaro.

Rappelons que la décision ministérielle impose, par ailleurs, à M. Robert Hersant de ramener à 10,50 F le prix du Figaro-Figaro magazine du samedi, vendu 11,50 F depuis mars dernier, mais maintient à 6,50 F celui de France-Soir magazine.

## La palme du martyre

De même qu'il faut parfois se méfier de ses amis, y compris des mieux intentionnés, il arrive qu'on ait envie d'embrasser ses ennemis. En l'occurrence, c'est Robert Hersant d'augmenter le prix de ses deux quotidiens parisiens, Jacques Delors lui fait le plus beau cadeau dont puisse rêver un opposant qui se prend pour Citizen Kane : la palme du martyre.

Le ministre de l'économie et des finances est un homme droit et son dossier technique est sans doute en béton. Mais la décision la plus justifiée du point de vue du gestionnaire peut être en même temps une gaffe politique. Hersant, qui n'aime rien tant que jouer les victimes offensées, vient de renvoyer la balle en décidant d'augmenter le prix du Figaro : va-t-on se mettre à le saluer dans les kiosques ?

Ce genre de procédés, qui fait aussitôt hurler à l'atteinte à la liberté de la presse, a rarement porté chance à ceux qui l'employaient : il doit bien y avoir encore au P.S. quelques anciens qui se souviennent du pitoyable résultat des efforts consentis par Guy Mollet, au moment de la guerre d'Algérie, pour empêcher le Monde de procéder à une augmentation de prix indispensable à l'équilibre de ses finances.

A. F.

## UN COLLOQUE DES ÉLUS SOCIALISTES

### Le contenu des programmes enjeu prioritaire des nouveaux médias

La Fédération nationale des élus socialistes et républicains (F.N.E.S.R.) a réuni les 20, 21 et 22 juillet en Arles près de deux cents personnes (élus des collectivités locales, acteurs culturels, professionnels des médias) venues participer au colloque «Nouveaux médias, mutations culturelles et création artistique».

Un an tout juste après le vote sur la loi sur la communication audiovisuelle, cette rencontre témoignait de l'intérêt très vif des élus socialistes pour le développement rapide des nouvelles techniques de communication et leur volonté d'être les partenaires à part entière de cette décentralisation audiovisuelle. Une préoccupation unanime, jugée prioritaire : le

contenu des nouveaux programmes, dont les enjeux culturels et démocratiques furent longuement discutés et pour lesquels M. Louis Mexandrier, ministre des P.T.T., présent à cette réunion, a proposé l'institution d'un fonds de soutien à la création. Affirmant, d'autre part, qu'aucun élément nouveau - notamment sur le coût de l'opération - n'était de nature à remettre en cause le plan de câblage annoncé par le gouvernement en novembre dernier, le ministre a confirmé l'objectif d'un million quatre cent mille «prises» d'ici à 1986, et précisé, à propos de la demande de câblage faite par M. Chirac, qu'«aucune considération électorale ou mercantile» n'interviendrait dans le choix des sites prioritaires.

#### De notre envoyée spéciale

concurrent de Dallas, destiné à être proposé aux stations régionales, une exigence de qualité dans le contenu des programmes régionaux (soi-disant, ni folklorique, ni banalisant), une ouverture aux centres de production privés et aux farouches cultures locales, et l'émergence d'un nouvel état d'esprit qui ne craint pas de renouer avec la «rythmée» des indices d'écoute.

Mais le rôle des collectivités locales ne saurait se limiter à une simple contribution financière. Ce sont de vrais projets de communication que celles-ci doivent déterminer : en encourageant l'existence de lieux de production décentralisés, en accordant des aides à la création d'entreprises et d'emplois dans ce secteur, en soutenant une politique de création audiovisuelle (c'est le cas de la région Nord-Pas-de-Calais). Affirmant que «la création est le support essentiel de l'audiovisuel», les élus ont insisté sur le développement nécessaire des relations entre les acteurs culturels (troupes de théâtre ou de danse, maisons de la culture, musées, plasticiens, musiciens) et le monde de l'audiovisuel. Une rencontre «historique» qui ne doit signifier ni l'asservissement du secteur culturel aux nouveaux réseaux de communication ni son absorption dans une politique culturelle réduite aux nouveaux médias. Encore faut-il définir les règles du jeu (protection et droits des artistes), assurer la complémentarité entre les deux démarches (expériences de coproduction, politique de commandes, mission de création confiée à des hommes de théâtre...), garantir la présence des acteurs culturels dans les nouveaux médias, voire «recycler» des financements régionaux

au service de la production et du «risque culturel».

Reste que, de l'avis de tous, un champ nouveau s'ouvre pour la démocratisation locale, à condition bien sûr que les nouveaux médias ne soient pas confisqués par un quelconque moment (parti politique, municipalités, groupes de presse...) et qu'ils ne conduisent pas à une aggravation des inégalités. Permettant la diversité des choix et donc la possibilité pour les différents groupes sociaux de pouvoir s'exprimer, le câble doit être un facteur d'approfondissement de la vie sociale, permettre la reconnaissance des cultures plurielles, et laisser une place de choix à l'interactivité et à la notion de convivialité.

Des vœux partagés par l'ensemble des participants, parmi lesquels M. Didier Mouchaux, secrétaire national à l'action culturelle au parti socialiste, qui a tenu à souligner l'importance, pour la gauche, de faire prévaloir parfois une autre logique à celle du marché, et de réfléchir sur le sens réel de la nation de service public. Il était dit, décidément, que ce débat resterait très théorique, même si le discours de M. Bernard Schreiner aurait dû inciter à davantage de réalisme de concret : «C'est dans les six mois à venir que nous allons vivre la première épreuve de vérité concernant notre capacité à produire et présenter des programmes nouveaux, déclarait-il le 20 juillet. Discours et colloques ne seront plus de mise. Nous allons être jugés très vite sur notre capacité d'innover, de créer, de mettre en place des structures capables de répondre à ces nouveaux besoins audiovisuels et culturels. On ne saurait être plus clair.

ANNICK GOJEAN.

## Lundi 25 juillet

### PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1



20 h 35 Cinéma : Les Échappées du réant. Film américain de J. Farrow (1956). Avec R. Ryan, A. Ekberg, F. Steiger, P. Kirk, K. Andes, G. Barry. Les tribulations des passagers d'un avion échoué dans la jungle brésilienne et parmi lesquels se trouve un condamné à mort pour assassinat politique. Relève avant du film catastrophe que du film d'aventure. Action mouvementée, dramatique. Et quelques bons acteurs.

22 h Journal (et à 23 h 10).

22 h 15 Journal de voyage avec André Malraux. A la recherche des arts du monde entier. Promenade imaginaire dans Venise. Venise, cité orientale, haut lieu de l'art de la Renaissance. Le Titien, Titien, Veronese, par l'auteur de la Condition humaine : une des plus belles émissions de la série de Jean-Marie Drot.

23 h 25 Un soir, une étoile.

### DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

20 h 35 Emmenez-moi au théâtre : la Force du destin. Opéra en deux actes de Verdi (en liaison avec France-Musique), enregistré au Théâtre antique d'Orange en juillet 1982, opéra, ministère de la culture. Une mise en scène hollywoodienne, une distribution prestigieuse.

### TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

20 h 35 Cinéma : Rocco et ses frères. Film franco-italien de L. Visconti (1960). Avec A. Delon, R. Salvatori, A. Girardot, D. Delair, K. Paxson, C. Cardinale (N., rediffusion). Une veuve et ses fils, paysans pauvres de l'Italie du Sud, viennent s'installer à Milan. Deux des frères cherchent à devenir boxeurs. L'un se dégrade pour l'amour d'une prostituée ; l'autre provoque des drames, par trop de bonté. Superbe fresque sociale qui se réfère à la littérature naturaliste, mais aussi à l'humanisme tragique de Dostoevski. On y admirera particulièrement Alain Delon et Annie Girardot, cette dernière dans un de ses plus grands rôles.

23 h 15 Journal.

23 h Magazine : Thalassa.

De G. Pernoud.

Les hommes de l'archipel d'acier (redif.).

0 h 5 Prélude à la nuit.

Sonata, de Kiering, par Michaël Levinas au piano.

### FRANCE-CULTURE

20 h Le diable en été, de M. Faure. Avec J. Souchev.

H. Labrousse.

21 h L'autre scène ou les vivants et les morts : la vertu de

tempérance selon saint Thomas d'Aquin.

22 h 30, Nuits magiques : nuits tunisiennes.

### FRANCE-MUSIQUE

20 h Magazine de Pierre Bouleiller.

20 h 30, Concert (donné le 13 juillet 1982 à Orange, en

simultané avec A 2) : La Force du destin, opéra de Verdi,

par les chœurs de l'Opéra de Monte-Carlo, les chœurs du

grand théâtre de Bordeaux, les chœurs du théâtre d'Avi-

gnon et l'orchestre de Lyon, dir. M.-A. Gomez-Martinez.

Sol : M. Caballé, F. Martinelli, J. Jacques...

23 h, Fréquences de nuit.

## Mardi 26 juillet

### PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

12 h Vision plus.

12 h 30 La bar de l'éta.

13 h Journal.

13 h 45 Série : L'homme invisible.

16 h 30 Croque vacances.

18 h Le rendez-vous.

18 h 10 Rêver à la demande : les Dossiers secrets

des trésors.

Série de J.-J. Sirik.

19 h 5 Météorologie.

19 h 15 Emissions régionales.

19 h 40 Jeu : Super défi.

19 h 45 Jeu : Marionnes.

20 h Journal (et à 21 h 30).

20 h 35 Mardis divertissements : Monte-Carlo show,

de P. Wayne.

Charles Aznavour, Les Malambas, les mimes Shields,

D. Warwick.

21 h 40 Télévision de chambre : Une villa aux

environs de New-York.

de B. Jacquot, avec N. Baby, A.-L. Meury, H. Des-

champs.

Le récit - inspiré de l'Amérique de Kafka - d'une

soirée bizarre. Images à la lisière du fantastique, d'un

adolescent à mi-chemin entre le rêve et la réalité.

22 h 50 Regards entendus : William Hogarth.

Réal Ph. Collin.

La peinture romantique d'Hogarth par un écrivain du

XVIII<sup>e</sup> siècle, Lichtenberg.

23 h 20 Journal.

23 h 35 Un soir, une étoile.

### DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

10 h 30 ANTOPIE.

12 h Journal (et à 12 h 45).

12 h 10 Flash 45.

Michel Berger, Ultravox, the Blue Brothers.

12 h 30 Chefs-d'œuvre du musé.

13 h 30 Série : la Virginie.

14 h 45 Aujourd'hui la vie.

15 h 45 Dessins animés.

16 h 55 Sports 65.

Écriture : championnats du monde, à Vienne : rugby ;

Nouvelle-Zélande - Lions.

18 h Récit A 2.

18 h 40 Flash info.

18 h 50 Des chiffres et des lettres.

19 h 15 Emissions régionales.

19 h 40 Le théâtre de Bourv.

20 h Journal.

20 h 35 Film : la Geste de l'autre.

Film français de P. Tchermis (1979). Avec M. Serrault,

J. Poire, A. Parry, B. Lafont, L. Peyol, C. Jugues.

Un homme politique véreux est menacé par un tueur.

Son conseiller le fait remplacer, dans la vie publique (et

privée), par son cousin, comédien raté, qui est son sosie.

Comédie satirique, où souffle l'esprit de Sacha Guitry.

Michel Serrault, étonnant comme toujours, en deux per-

sonnages. Et une troupe fantastique autour de lui.

22 h 20 En souvenir de Max-Pol Fouchet : Gau-

guin.

Réal G. Pigol (rediffusion).

Deuxième partie : Paul Gauguin en Bretagne, de Fanara

à la Martinique et à Tahiti. Le portrait existentiel d'un

peintre symbolique, par un poète et un grand homme de

littérature.

23 h 20 Journal.

### TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

19 h 10 Journal.

19 h 15 Emissions régionales.

19 h 35 Pour les jeunes.

19 h 50 Dessins animés : Ulysse 31.

20 h Les jeux.

20 h 35 Film : le Vingt-cinquième heure.

Film, franco-italien de H. Verneuil (1966). Avec

A. Quim, V. Lisi, M. Redgrave, G. Aslan, M. Dello,

R. Reggiani.

Envoyé dans un camp de travail en 1939, un paysan rou-

main ne désiste pas, pendant dix ans, du fait de la guerre et de

ses suites, victime des nazis et des changements de

régime. D'après le roman de Virgil Georgiu, une illustra-

tion cinématographique (nuit avec des moments émo-

tionnels) du sort des «personnes déplacées» d'Europe

centrale.

22 h 35 Journal.

22 h 55 Prélude à la nuit.

La Bourrée fantasque, d'E. Chabrier, par N. Bera-

Tagrine au piano.

### FRANCE-CULTURE

7 h 2, Réveil en d'autres lieux.

8 h, Les chemins de la connaissance : un gain de sagesse :

à 8 h 32, La Conquête à 8 h 50, les demeures de l'au-

delà.

9 h 7, La matière des autres : la place, le compagnon des

profondeurs (redif.).

10 h 45, A l'école romaine, avec F. Bourricaud, sociologue.

11 h 2, Miroir, magazine en direct d'Avignon.

12 h 5, Agora.

12 h 45, Passions.

13 h 30, Visions du Brésil.

14 h, Sons.

14 h 5, Un livre, des voix : «la Vallée des chevaux», de

J.-M. Angé.

14 h 45, Les après-midi de France-Culture : itinéraires à

Valence ; à 15 h 20, Magazine International ; à 17 h,

Raisons d'être.

17 h 32, Musique : autour du Festival de Lyon.

18 h 30, Feuilleton : Le grand livre des aventures de Bro-

tagne.

19 h 25, Jazz à l'antenne.

19 h 30, Sciences : le bio-énergie et l'homme moderne,

avec A. Lowen.

20 h, Dialogues : problèmes de l'urbanisme et du dévelop-

pement, avec P.-H. Chombart de Lauwe et L. Sachs.

21 h 15 Musique : l'éta, le feu, Prométhée (Beethoven,

Haendel, Stravinski, Schoenberg).

22 h 30, Nuits magiques : nuits tunisiennes.

### FRANCE-MUSIQUE

En direct d'Aix-en-Provence et de Marseille.

6 h, Musique du matin : œuvres de Dvorak, C.P.E. Bach,

Schumann, Marais, Chabrier, Haendel.

8 h 30, Le Journal de France-Musique.

9 h 10, Le matin des musiciens : Marseille, porte de

l'orient.

12 h, Concert (en direct du cloître de l'archevêché, à Aix) :

Trios, de Ziminski et d'Indy, par D. Radot, R. Fou-

taïne et A. Motard.

13 h 5, L'Artère à chansons.

14 h, Partitions françaises : du comte de Monte-Cristo ; à

15 h, de Michèle Comand et de Charles



OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.T.C.
DEMANDES D'EMPLOI	77,00	91,32
IMMOBILIER	22,80	27,04
AUTOMOBILES	52,00	61,67
AGENDA	52,00	61,67
PROP. COMM. CAPITAUX	151,80	180,03

## ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADRÉES	La ligne	La ligne T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	43,40	51,47
DEMANDES D'EMPLOI	13,00	15,42
IMMOBILIER	33,60	39,85
AUTOMOBILES	33,60	39,85
AGENDA	33,60	39,85

\* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions.



## DIRECTIONS . DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales

### SOCIETE D'ENGINEERING

de tout premier plan, recherche son

### DIRECTEUR de la CONSTRUCTION

d'usines clés en main à l'exportation (valeur unitaire moyenne des contrats : 700 millions de francs). A la tête d'une Division comprenant des spécialistes sédentaires ou expatriés, il assure la sélection des sociétés sous-traitantes et anime les équipes de supervision sur chantier.

Le poste ne peut convenir qu'à un professionnel confirmé, diplômé de grande école, ayant acquis, sur le terrain même, une longue expérience de la réalisation d'ensembles très importants et complexes dans les pays en voie de développement.

Basée au siège parisien, la fonction implique des déplacements dans le monde entier.

Elle ouvre accès au Comité de Direction.

Prière d'adresser un CV succinct sous référence 75478 à CONTESSÉ PUBLICITÉ 20, avenue de l'Opéra - 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra. Discretion totale assurée.

Importante Association culturelle en BOURGOGNE, recrute son

#### directeur

Les candidatures manuscrites avec curriculum vitae détaillé et photo, seront reçues jusqu'au 15 septembre 1983. Les candidats devront avoir une grande connaissance de la vie artistique nationale et régionale, ainsi qu'une réelle expérience de gestion. Ecrire à : BOITE POSTALE 139 71104 CHALON-sur-SAONE CEDEX.

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

COMMERCE DE DETAIL DE DISQUES recherche pour MAGASINS PARIS ET PROVINCE

### DIRECTEURS

Votre mission : - rattaché à la Direction Parisienne vous aurez la responsabilité d'un MAGASIN DE VENTE AU DETAIL DE DISQUES, CASSETTES, VIDEO-CASSETTES, ACCESSOIRES.

Pour réussir, il vous faut : - connaître parfaitement le produit (impératif) - être dynamique et bon animateur - savoir diriger les hommes - avoir de solides connaissances de gestion.

Ecrire avec C.V., photo et prétentions sous réf. 75067 à CONTESSÉ Publicité 20, av. Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui tr.

L'Institut Universitaire Européen de Florence fondé par les Etats membres des communautés européennes cherche

### DIRECTEUR DE LA BIBLIOTHEQUE

chargé de l'organisation, de l'administration et des services de la bibliothèque.

#### Qualifications requises :

- Être ressortissant d'un des 9 états contractants (Belgique, Danemark, France, Irlande, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, République Fédérale d'Allemagne, Royaume-Uni) ;
- Être titulaire d'un diplôme de niveau universitaire ou avoir une expérience professionnelle équivalente ;
- Avoir une expérience professionnelle de plusieurs années auprès d'une bibliothèque de niveau universitaire ;
- Avoir une connaissance des méthodes modernes de gestion des bibliothèques ;
- Avoir une parfaite maîtrise d'une des langues officielles de l'Institut (anglais, allemand, danois, français, italien, néerlandais) et de bonnes connaissances d'une deuxième de ces langues. La connaissance de la langue anglaise est souhaitée.

#### Conditions offertes :

- Rémunération mensuelle nette comprise entre lit. 2.800.000 et lit. 3.200.000 en fonction de l'expérience professionnelle antérieure.
- Sous certaines conditions, indemnité de déplacement (environ 16 % de traitement) et allocations familiales.

Les candidatures, accompagnées des pièces ou documents utiles, doivent être adressées avant le 15 septembre 1983, le cachet de la poste faisant foi, à :

Service Administration et Personnel,  
Institut Universitaire Européen,  
Badia Fiesolana,  
via dei Roccettini,  
I-50016 San Domenico di Fiesole (FI),  
ITALIE.

## VICTOR

Europe's Leading 16 bit microcomputer manufacturer SEEKS

For its European Headquarters BASED IN PARIS - PORTE MAILLOT

### SALES ADMINISTRATION MANAGER

- Fluent in English and French (English mother tongue if possible).
- Other European languages an asset.
- Knowledge of international Import/Export regulations, banking regulations.
- Several years of experience in similar position, preferably with a computer/electronics firm.

The Sales Administration Manager will be in continual contact with our U.S. and European Factories, as well as with our distributors throughout Europe, Africa and the Middle-East.

Please send resume and salary required to :

VICTOR TECHNOLOGIES  
28, rue Jean-Jaurès, 92800 PUTEAUX  
A l'attention de TIM STEGER

#### TRADUCTION :

VICTOR, leader in micro-informatique, recherche pour siège européen situé à Paris, Porte Maillot : Chef du service Administration des Ventes, français et anglais courants (langue maternelle anglaise, si possible), autres langues européennes appréciées, connaissant les réglementations internationales import/export, et bancaires, plusieurs années d'expérience dans poste similaire, de préférence au sein d'une société informatique/électronique. Cette personne sera en contact permanent avec nos usines aux USA, en Europe, nos distributeurs d'Europe, d'Afrique et du Moyen-Orient. Envoyer curriculum vitae et salaire souhaité à : VICTOR TECHNOLOGIES, 28, rue Jean-Jaurès, 92800 PUTEAUX. A l'attention de TIM STEGER.

## Directeur

### Afrique Noire

Importante société secteur tertiaire recherche pour créer sa filiale (territoire ex-AEF) son

DIRECTEUR.

Agé de 30 ans minimum, il possède une expérience Afrique Noire dans une société de services ainsi que l'habitude des relations au niveau les plus élevés de l'Administration et des Affaires. Contrat expatrié avec tous avantages attachés. Les entretiens auront lieu en juillet et en août.

Ecrire manuscrit (+ photo) à

I. Justet psychologue  
18, rue des Grottes 84000 AVIGNON

### DIRECTEUR (TRICE)

#### POUR OFFICE

#### DE TOURISME

(syndicat d'initiative intercommunale)

#### MISSIONS :

information, animation, développement des loisirs, promotion en France et à l'étranger, politique de congrès, Direction de personnel etc. Qualification et rémunération définies par le grille de la Fédération nationale.

Adresser candidature à : M. le Président de l'O.T.S.I., B.P. 216, 58102 LOIRENT Cedex pour le 25 juillet au plus tard.

### VILLE DE VORON

Porte de la Chartreuse 24 km de Grenoble

Recrute d'urgence

### SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

20/40.000 habitants expérimenté

### SECRÉTAIRE GÉNÉRAL ADJOINT

Expérimenté en gestion et informatique

Adresser au docteur et manuscrit avec photo à : Monsieur le Maire, Hôtel de Ville, 38501 VORON.

AVANT le 10 août pour le poste de S.G.

AVANT le 20 août pour le poste de S.G.A.

Délibérez de signer

### emplois internationaux

(et départements d'Outre Mer)

### emplois internationaux

(et départements d'Outre Mer)

### emplois internationaux

(et départements d'Outre Mer)

### Afrique de l'Ouest

Nous sommes mandatés par un Consortium de sociétés nord-américaines et européennes d'aluminium exploitant l'une des plus importantes mines de bauxite du monde (ciel ouvert). Nous recherchons des candidats pour le poste de

### SURINTENDANT MAINTENANCE

pour coordination et supervision de

Section Mécanique	Section Electronique	Section Electrique	Centrale Electrique (24MW)
<input type="checkbox"/> Machines-Outils <input type="checkbox"/> Ajustage <input type="checkbox"/> Mécanique générale <input type="checkbox"/> Chaudronnerie <input type="checkbox"/> Révisions moteurs <input type="checkbox"/> Entretien locomotives	<input type="checkbox"/> Electronique & Mécatronique <input type="checkbox"/> Télécommunications <input type="checkbox"/> Téléphonie & Télér <input type="checkbox"/> Instrumentation industrielle	<input type="checkbox"/> Electrobobinage <input type="checkbox"/> Entretien & Distribution (MT & BT) <input type="checkbox"/> Fluid industriel <input type="checkbox"/> Montage construction	<input type="checkbox"/> Exploitation & Entretien <input type="checkbox"/> Mécanisme moteurs <input type="checkbox"/> Mécanisme Auxiliaire tuyauteries <input type="checkbox"/> Electricité centrale

Fonction : rapportant au Directeur Technique, vous êtes responsable de la gestion technique, administrative, budgétaire et humaine des services d'entretien. Personnel dirigé : plus de 300 employés africains et expatriés. Budget : + de 10 millions de \$ U.S.

Profil : ☐ formation universitaire : Ingénieur Electricien, Mécanicien ou Electromécanicien ; ☐ usage courant du français et de l'anglais ; ☐ démontrer un minimum de 10 années d'expérience professionnelle à haut niveau de responsabilités, dans le secteur de la maintenance générale d'unités industrielles lourdes ou minières ; ☐ capable de mener de front une fonction nécessitant : animation des hommes, technicité des opérations et administration d'un important département (administration, budget, gestion de stock, etc.).

Rémunération et avantages : ☐ en Europe, par transfert garanti au départ des U.S.A. ; en Afrique, par une confortable indemnité de séjour ; ☐ congés : 8 semaines par année prescrite, tous frais de transport payés ; ☐ avantages : logement familial attractif, garde-meubles en Europe, logement de fonction meublé (air conditionné), service médical complet et gratuit (hôpital ultra-moderne), scolarité gratuite jusqu'à ± 13 ans, ensuite, si nécessaire, intervention de la société pour les études hors Afrique, approvisionnement nourriture occidentale assuré, assurance-vie.

Pour plus d'informations, téléphonez-nous en semaine de 10 à 18h au 0032.2.549.81.35. Sinon, écrivez-nous en mentionnant la fonction.



Trust Human Resources, avenue Louise 437, bte 18, B-1050 Bruxelles, Belgique.

L'Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel recherche pour plusieurs projets d'assistance technique en Afrique et en Asie :

### Chef de Projet Conseiller technique principal

Coordonner en collaboration avec le personnel national et en étroite coopération avec les autres experts internationaux et consultants les activités de projets d'assistance technique destinées à élaborer et à implanter des stratégies, plans et politiques pour l'industrialisation de pays en voie de développement.

### Economiste industriel expert en planification

Préparation et élaboration de plans industriels. Définition des objectifs/stratégies et politiques pour l'industrialisation des pays en voie de développement.

#### Durée :

un an avec possibilité de prorogation (pour les projets de longue durée) court terme (quelques mois) pour les consultants.

#### Profil :

formation de niveau supérieur en sciences économiques ou d'ingénieur industriel. Connaissance approfondie des problèmes d'industrialisation dans les pays du tiers-monde. Solide expérience professionnelle en matière de planification industrielle.

Faire preuve de dynamisme, d'efficacité. Aptitude aux contacts humains et esprit d'équipe.

Rémunération en rapport avec qualifications et expérience. Contrat éventuel entre candidat sélectionné et ONUDI. Adresser lettre de candidature avec curriculum vitae détaillé et photo à :



ONUDI

ONUDI,  
Section du Recrutement  
des agents engagés  
au titre de projets,  
M<sup>me</sup> G. KIMBERGER,  
B.P. 300,  
A-1400 Vienne,  
Autriche.

ELIMINEZ MOUSTIQUES





**emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux**



**BERTHIEZ**  
saint-etienne

dans le cadre du redéploiement de la Machine-Outil Française lourde  
recherche

pour son bureau d'études mécaniques

**INGENIEURS  
MECANICIENS  
CONCEPTEURS**

Chargés dans un premier temps, de suivre l'évolution des techniques d'usinage et de construction, de proposer de nouvelles solutions et de conseiller les clients.

FORMATION : Ecole d'Ingénieurs Mécaniciens  
EXPERIENCE : 3 à 5 ans en bureau d'études de préférence dans un secteur proche de la machine outil.

Réf. I.M.C.

pour sa direction technique

**INGENIEUR  
POLYVALENT**

POUR SERVICE ESSAIS

Ayant des connaissances mécaniques, électriques, électroniques et hydrauliques.

Une expérience des méthodes et moyens d'essais. Un goût pour l'expérimentation, l'analyse et le développement des techniques expérimentales, la connaissance des matériels et moyens de contrôle sera appréciée.

Expérience souhaitée : 3 à 5 ans dans une activité d'essais de matériel.

Réf. Z.P.S.

**INGENIEUR  
METHODES  
INDUSTRIELLES**

Responsable du département montage  
Diplômé Arts et Métiers ou équivalent  
âge minimum 30 ans.

Ce poste ne peut convenir qu'à un ingénieur ayant une expérience réelle de quelques années des problèmes suivants : « organisation du travail », « productivité », « investissements », « installations », acquies dans une société industrielle du secteur mécanique ou électrique.

Réf. Z.M.Z

Adresser candidatures avec CV à BERTHIEZ ST-ETIENNE - Service du Personnel - en précisant la référence choisie  
BP 119 - 42003 ST ETIENNE Cedex.

VILLE DE REIMS

recrute

à titre contractuel,  
pour son ÉCOLE RÉGIONALE des BEAUX-ARTS

**UN TECHNICIEN  
DE LA COMMUNICATION**

ayant connaissance et pratique approfondie des médias  
(niveau de compétence ingénieur)

**UN ENSEIGNANT PLASTICIEN**

polyvalent ayant connaissance et pratique approfondie du film, de la vidéo, de l'animation, du son et de la photographie, intervenant en département art.

Les candidatures, avec curriculum vitae détaillé, pourront être adressées  
à la Direction du Personnel de la Ville de Reims,  
porte n° 36, pour le 25 août 1983.



**Renix**  
ELECTRONIQUE

FILIALE DU GROUPE RENAULT ET DE BENDIX U.S.A.  
Société en EXPANSION RAPIDE spécialisée en Electronique Automobile  
installée depuis 1979 à TOULOUSE recrute :

**UN INGENIEUR ETUDES**

Ingénieur diplômé d'une Grande Ecole à dominante électronique, vous êtes débutant ou avez une première expérience (2 ans environ).  
Vous participerez pleinement à l'élaboration d'un projet (base nouveaux microprocesseurs de haut de gamme).

Après quelques mois de formation au sein du service études, vous pourrez acquies une grande autonomie.  
Certains déplacements à Paris et à l'étranger sont à prévoir.

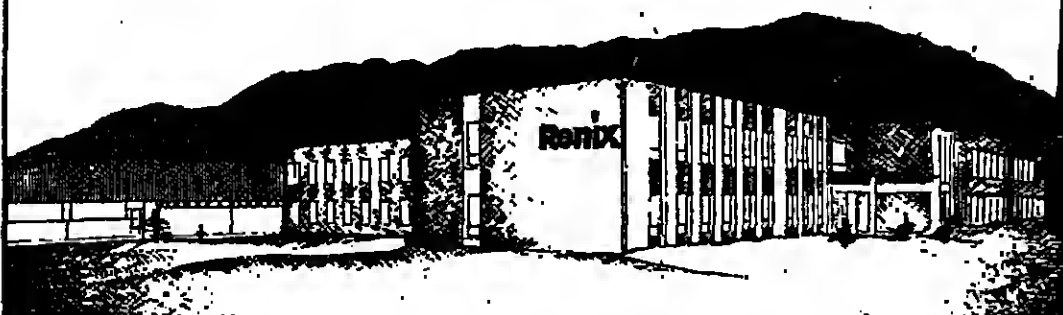
**UN INGENIEUR ETUDES**

Ingénieur diplômé d'une Grande Ecole à dominante électronique (SUP ELEC, SUP AERO, ENSEEHT...), vous avez 3 à 5 ans d'expérience, de bonnes connaissances en microprocesseurs, transmission données, communication moyenne puissance, le sens du système.  
Poste autonome, à terme chargé d'affaires.

Les candidats que nous recherchons sauront s'intégrer à une équipe jeune et dynamique dans le cadre agréable de la région Toulousaine. Leur anglais sera apprécié, ils seront libérés des O.M.

NB : CES POSTES SONT POSSIBLES POUR CERTAINS HANDICAPES.

Adresser C.V., photo récente et prétentions  
EN PRÉCISANT BIEN LA RÉFÉRENCE 830725  
RENIX ELECTRONIQUE - BP 11-49, 31036 TOULOUSE Cedex  
Il sera répondu à toutes les candidatures.



ASSOCIATION NATIONALE

recherche  
pour sa délégation Rhône-Alpes.

**UN DELEGUE**

chargé de la représentation,  
animation, coordination, gestion.

Expérience de 5 ans minimum :

- du secteur associatif
- de l'immigration
- des relations de haut niveau avec les Pouvoirs Publics
- de l'élaboration de plans d'action

Envoyer candidature et curriculum vitae détaillé, avant le 15 sept. 1983, au  
CLAP, 26, rue Gandon,  
75013 PARIS.

VILLE DE VONNOR  
Port de la Charente  
2,6 km de Granville

Recrute d'urgence

**SECRETAIRE GENERAL**

20/40.000 habitants  
agglomération et

**SECRETAIRE GENERAL ADJOINT**

Expérimenté en gestion  
et informatique

Adresser C.V., détaillé  
et manuscrit avec photo à :  
Monsieur le Maire,  
Hôtel de Ville, 36507 VONNOR

AVANT le 10 Août  
pour le poste de S.G.

AVANT le 20 Août  
pour le poste de S.G.A.

Délaie de rigueur

LA VILLE D'ANGERS  
recrute :

JOURNALIER  
PROFESSIONNEL

CONFIRME  
pour son service Information

Les candidats devront justifier d'une expérience professionnelle d'au moins cinq années dans un média écrit.

Il s'agit d'un emploi contractuel

Adresser candidatures accompagnées d'un C.V. et une photo à :

M. le Maire d'Angers  
Boîte Postale 3627  
49036 - ANGERS Cedex.

« Centre socio-culturel recruté au 15/10/1982 un (e) animateur (trice) coordinateur (trice) groupe 8 c.c. SNAISSO indice 210 statut cadre, DEPA ou équivalent, coordination, gestion financière de l'équipement. Envoyer CV avant le 10 Septembre 1983, au Centre Socio-Culturel des 3 Cités, le Clos-Gautier 86000 PORTIERS ».



**Renix**  
ELECTRONIQUE

FILIALE DU GROUPE RENAULT ET DE BENDIX U.S.A.  
Société en EXPANSION RAPIDE

spécialisée en Electronique Automobile installée depuis 1979 à TOULOUSE recrute :

**UN TECHNICIEN ELECTRONICIEN  
SERVICE ETUDES**

DUT ou BTS électronique.

3 ans minimum d'expérience dans entreprise grande série.

Programmation BASIC souhaitée.

Bonnes connaissances en logique câblée.

Première expérience en microprocesseurs.

Poste à pourvoir très rapidement.

Libéré des O.M.

NB : POSTE POSSIBLE POUR CERTAINS HANDICAPES

Adresser C.V., photo récente et prétentions  
EN PRÉCISANT BIEN LA RÉFÉRENCE 830725

RENIX ELECTRONIQUE  
BP 11-49, 31036 TOULOUSE Cedex.

Il sera répondu à toutes les candidatures.

REGION STEPHANOISE

Société industrielle, à taille humaine, filiale d'un groupe international alimentaire de premier plan, recherche un

**CHEF DU PERSONNEL**

pour une unité moderne de 120 personnes en expansion.

Agé d'au moins 35 ans, fort d'une première expérience similaire dans l'industrie, de préférence alimentaire, il conseillera le Directeur de l'Etablissement, dans le cadre de la politique du personnel arrêtée par la Direction Générale située à Paris.

La nécessité de développer un bon climat social et de travailler en équipe implique une personnalité ouverte et un esprit imaginatif pour participer à des études sociales axées sur le développement de la fonction « Personnel ».

Stéphanois de préférence, avec une formation juridique en Droit Social -niveau licence- vous disposerez d'une grande autonomie pour mettre en œuvre la politique du personnel.

Si vous aimez :

- les relations humaines ;
- le travail dans un contexte jeune ;
- la région stéphanoise ;

adresses votre candidature par lettre manuscrite avec C.V. et prétentions à :

Direction du Personnel - DOUVE EGHERTS FRANCE  
Tour Gallieni II, 36, avenue Gallieni 93170 BAGNOLET Cedex.



**emplois internationaux emplois internationaux**  
(et départements d'Outre Mer)

Nous sommes une société internationale de traitement informatique de données financières à niveau mondial, établie à Bruxelles, nous désirons adjoindre à notre département "RECHERCHE" un(e)

**Spécialiste en  
organisation bancaire**  
(réf. 310 - m/f)

La fonction :

- étudier la réalisation de systèmes d'application bancaires, principalement pour les transactions internationales
- la connaissance des rouages de la banque lui permettra, en collaboration avec nos informaticiens, de coordonner et de suivre la réalisation des différents projets.

Le profil :

- vous avez une licence en sciences commerciales ou tout autre diplôme de niveau universitaire
- vous êtes âgés de 27 à 30 ans
- en plus de votre langue maternelle, vous maîtrisez l'anglais et, si vous connaissez d'autres langues, c'est un atout en votre faveur
- vous avez une expérience de 5 ans dans l'organisation et la réalisation de projets ; elle est acquies dans une banque ou à défaut, dans une société internationale dont les structures administratives sont largement automatisées
- vous possédez les qualités d'un véritable organisateur et votre personnalité vous permettra de vous intégrer avec facilité dans une équipe de spécialistes.

Nous vous offrons une rémunération compétitive, de nombreux avantages extra-légaux ainsi que la possibilité d'évoluer dans une société dynamique utilisant la technologie la plus avancée.

Envoyez sans tarder votre candidature manuscrite avec C.V. et photo à nos Conseils en sélection : JERRY RUBIN - chaussée de La Hulpe 165 - 1170 BRUXELLES.  
Toutes les candidatures recevront une réponse et seront traitées avec la plus grande discrétion.



**GROUPE SYSECA**

SOCIÉTÉ DE SERVICES ET CONSEILS  
EN INFORMATIQUE

1670 personnes - C.A. 220 M.F.  
partenaire d'un groupe industriel de taille internationale, recherche pour

**Abrique Centrale  
INGENIEUR  
INFORMATICIEN**

- au moins 8 ans d'expérience,
- il assurera l'encadrement d'une équipe en charge de la conception et de la réalisation d'applications de gestion d'installations BULL, DPS, et devra avoir le souci constant d'entretenir de bonnes relations avec les contractants
- la préférence sera donnée au candidat ayant une expérience réussie de la conduite de projets à l'étranger
- séjour de longue durée - avantages liés au statut d'expatrié.

Envoyez C.V., photo et prétentions sous  
réf. 2035 à GROUPE SYSECA  
Service du Personnel - 315, bureaux de la  
Colline - 92213 Saint Cloud Cedex



Le Centre National pour l'Exploitation des Océans  
recherche pour :

son Centre de LA SEYNE SUR MER :

**UN INGENIEUR ELECTRONICIEN**

Il devra concevoir et réaliser des équipements pour engins sous-marins. A cette fin il dirigera une équipe de techniciens. Une expérience d'encadrement technique en milieu industriel sera un atout certain.

Si ce poste correspond à ce que vous recherchez,  
merci d'adresser C.V. + photo + prétentions sous réf. 18/E à :

CNEXO Service du Personnel 66, avenue d'Iéna 75116 PARIS.

Un des premiers groupes français de prévoyance,  
réputé pour sa réussite et son dynamisme, recrute

**DES CHEFS  
DE SERVICE**

NOUS :

- nos activités : de l'assurance au tourisme social, elles sont très largement diversifiées.
- nos techniques : développées dans des secteurs de pointe (informatique, communication...) sont des plus performantes.
- nos projets : ils sont ambitieux et motivants.

VOUS :

- votre formation : I.E.C. ESSEC, IEP Paris ou équivalent,
- vos qualités : vous avez des aptitudes réelles à la communication, à l'animation, à l'organisation,
- vous êtes ambitieux et imaginatifs, vous acceptez le principe de la mobilité géographique.

Ces postes sont à pourvoir dans de grandes villes universitaires.  
Possibilités intéressantes d'évolution de carrière au sein du groupe.

Rémunération annuelle à partir de 170.000 F + selon expérience.

Ecrire avec C.V. et photo sous réf. 9997 à  
VALENS CONSEIL BP 359, 75064 PARIS Cedex 02.

مكثان الاصل



OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

IMPORTANTE SOCIÉTÉ FRANÇAISE  
PARIS 13<sup>ème</sup>, recherche

## TECHNICO-COMMERCEAUX

**BTS ou DUT exigé**  
option électrotechnique  
ayant si possible 2 ans d'expérience de la VENTE EN MILIEU INDUSTRIEL, pour établir devis et commandes et assurer le suivi des affaires et la correspondance clients.  
Adresser CV et prétentions à Mr PINLAUD - A.O.I.P.  
BP 301 - 75624 PARIS CEDEX 13

## CHEF DE PROJET

## Spécialiste des Valeurs Mobilières

De formation supérieure (Ingénieur, Maîtrise ou équivalent) vous avez acquis une solide expérience de la conduite de projets informatiques et vos connaissances bancaires dans le domaine de l'épargne Mobilière vous permettent d'être opérationnel rapidement.  
Vous travaillerez dans un environnement informatique performant : 2 IBM 30XX - MVS - CICS - DL1 et votre mission consiste à concevoir et mettre en place tous moyens utiles (Matériels TP - Logiciels) à la gestion des opérations - Titres.  
Vous animerez une équipe d'informaticiens affectés au projet en liaison directe avec les utilisateurs.



Nous vous remercions de nous écrire (C.V. et photo) à BRED  
Direction de l'Informatique et de l'Organisation (9039)  
93-95, Avenue du Général de Gaulle - 94018 CRETEIL CEDEX

## Burroughs

Nous sommes le 2<sup>ème</sup> constructeur mondial  
de l'Industrie Informatique et le 3<sup>ème</sup> en France  
Dans le cadre du développement de notre informatique interne nous recherchons des :

## ANALYSTES PROGRAMMEURS

De formation D.U.T. ou équivalent, et déchargés des obligations militaires. Ils seront chargés de l'analyse et de l'écriture des programmes ainsi que de la maintenance des applications existantes.

## ANALYSTES SYSTEME

De formation BAC + 4 en Informatique.  
Ils auront une première expérience soit en conseil soit dans une fonction similaire. La connaissance des réseaux est un atout supplémentaire.

## PUPITREURS

De formation Bac (série H).  
Ils auront une première expérience (2 ans) de préférence sur ordinateur Burroughs et seront déchargés des obligations militaires.

LIEU DE TRAVAIL : CERGY PONTOISE.

Merci d'envoyer votre candidature, C.V., photo et prétentions à  
B. PAUTET - Société BURROUGHS - Boulevard de l'Osée  
La Palette Orange - 95015 CERGY PONTOISE CEDEX

Burroughs: un partenaire... des services...

## IBM IBM IBM IBM IBM

### Recherche

## DES JEUNES CADRES ADMINISTRATIFS

Souhaitant un développement de carrière dans le domaine de la gestion administrative :  
• ayant le goût du management d'une équipe ou d'un projet,  
• motivés par l'utilisation de systèmes informatiques de gestion.

Ils pourront être soit débutants, soit posséder une expérience professionnelle de 2 à 5 ans en entreprise commerciale, de préférence dans les activités de gestion administrative.

Les candidats doivent être diplômés d'une

École de Commerce ou de Gestion (HEC - ESSEC - ESCP - ESCAR - IEP PARIS - DECS) ou titulaires d'un doctorat de 3<sup>e</sup> cycle de gestion.

Nous attendons d'eux de bonnes connaissances en anglais et l'acceptation du principe de la mobilité géographique.

Nos postes sont à pourvoir à Paris et en province.

Adresser lettre de candidature et C.V. à  
IBM France - Département Recrutement  
2, rue de Marengo - 75001 Paris, en mentionnant la référence JCA-M-07

## IBM IBM IBM IBM IBM

## SATELCOM

international

filiale d'un important groupe industriel français, nous commercialisons les produits fabriqués par la maison-mère auprès de prescripteurs et d'installateurs. Nous recherchons pour notre département COMMUTATION PRIVEE

## des ingénieurs commerciaux

ayant plusieurs années d'expérience dans la vente de services. Postes basés à Paris et à Lille.

## des techniciens d'assistance

Niveau BTS ou DUT. Postes basés à Paris (déplacements fréquents).

Adresser votre candidature (C.V. et photo) sous réf. COMMUT/7783 à  
SATELCOM INTERNATIONAL - 68/71, rue du Chevaleret - 75013 PARIS

### BUREAU DE CONSULTANTS EN AMENAGEMENT recherche

## COLLABORATEUR(TRICE)

Jeune ou débutant. Diplômé Grande Ecole ou équivalent (Ingénieur, Architecte, Economiste, Topographe, Ecologiste,...). Capable de s'intégrer à une équipe pluridisciplinaire d'aménagement d'urbanisme et de conseil aux collectivités locales.

Les qualités requises sont le goût de la polyvalence et l'aptitude à se former rapidement.

L'emploi implique de fréquents déplacements.

Adresser C.V. et photo sous réf. 9999 à  
VALENS CONSEIL - BP 559 - 75064 PARIS CEDEX 02.

## ROBERT BOSCH (France) S.A.

### Groupe BOSCH

— Equipements automobile  
— Appareils ménagers  
— Radio-téléphones  
— Câbles et projecteurs BAUER  
recherche pour son secteur d'activités  
VENTE EQUIPEMENTS  
AUTOMOBILE

## INGENIEUR ELECTRONICIEN

Chargé de la vente technique auprès des constructeurs automobile français d'équipements électroniques embarqués.

De formation école d'ingénieurs à vocation électronique, le candidat devra disposer d'une première expérience de 3 à 5 ans acquise dans le milieu automobile (constructeurs ou équipementiers).

Les relations permanentes avec nos bureaux d'études en R.F.A. exigent une parfaite connaissance de la langue allemande.  
Des déplacements de courte durée en France et en R.F.A. sont à prévoir.



## BOSCH

Adresser CV manuscrit, photo et prétentions au  
Département Gestion du Personnel  
32, av. Michel - 93404 SAINT-DENIS

SOCIÉTÉ AMÉRICAINE ELECTRONIQUE  
DE HAUTE TECHNOLOGIE  
recherche pour ORSAY (91)

## COMPTABLE ANALYSTE BUDGETAIRE

- Formation DUT
- ayant 2 ans d'expérience
- de bonnes notions d'Anglais
- pratique de l'Informatique

## COMPTABLE FOURNISSEURS ETRANGERS

- Formation niveau BTS
- ayant 2 ans d'expérience
- de bonnes notions d'Anglais et d'Informatique.

Adresser CV, photo et prétentions à TEKTRONIX  
Direction du Personnel - BP. 13  
91941 LES ULIS CEDEX

## Tektronix

## IMPORTANT ORGANISME DE RETRAITE ET DE PREVOYANCE

recherche

## SON FUTUR RESPONSABLE DES SERVICES COMPTABLES

Le candidat, âgé de 40 ans minimum, TITULAIRE DU DIPLOME D'EXPERT-COMPTABLE ou EQUIVALENT, devra justifier d'une solide expérience professionnelle et de réelles capacités d'organisation lui permettant d'assurer à brève échéance LA DIRECTION D'UN DEPARTEMENT D'UNE CINQUANTAINES DE COLLABORATEURS.

De bonnes connaissances en Informatique sont indispensables.

Lieu de travail : PARIS

Envoyer curriculum vitae + prétentions + photos sous le n° 9.343 à :

PRAIRIAL,  
47, rue des Tournelles, 75003 PARIS,  
qui transmettra.

Dans le cadre du programme d'aménagement de son patrimoine immobilier  
notre Direction des Services Généraux recherche

## 2 CHEFS DE PROJET

Jeunes ingénieurs diplômés  
Arts et Métiers, Centrale, ETP ou équivalents.

Ils seront chargés au sein d'une équipe de techniciens tous corps d'état de la conception et de la réalisation de locaux industriels et de bureaux. Une expérience de quelques années et de bonnes aptitudes à l'autonomie seront appréciées. Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions en précisant la réf. 443 M à

Cii Honeywell Bull  
PCOG021C  
94, avenue Gambetta  
75990 PARIS CEDEX 20

## Bull

LE DÉPARTEMENT DE LA SEINE-MARITIME  
pour son centre informatique équipé d'un IBM 4341/10,  
DOS/VSE, CICS et DL1, recherche

## CHEF DE CENTRE

Il aura pour mission d'animer et de coordonner l'activité de 20 personnes (exploitation et études).  
Pour ce poste, le candidat devra justifier d'une formation supérieure (M.I.A.G.E. ou Ecole d'Ingénieurs), complétée par une expérience professionnelle d'au moins 5 ans.

Adresser cur. vitae, copies des diplômes, prétentions à :  
M. le Président du Conseil Général de la Seine-Maritime,  
Service du Personnel - 76036 ROUEN CEDEX.

LA VILLE DE LAON (AISNE)

Recrute d'urgence  
par voie de mutation ou par  
inscription sur liste d'aptitude :

1 ATTACHÉ (E) :  
service PERSONNEL  
1 ATTACHÉ (E) :  
Administration générale  
1 ADJOINT TECHNIQUE :  
V.R.D.  
1 ADJOINT TECHNIQUE :  
Bâtiments

Passez à pourvoir  
immédiatement  
Adresser candidature  
et curriculum vitae à  
M. LE MAIRE  
DE LAON.

## emplois régionaux

DES CHEFS DE SERVICE



OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

## jeune responsable administratif et financier

Agence de publicité appartenant à l'un des groupes leaders de la communication, nous cherchons pour Paris notre Responsable Administratif et Financier.

Avec une équipe de dix personnes, il a pour missions : de superviser la comptabilité et l'administration des ventes, réaliser le contrôle de gestion, gérer le personnel (40 personnes), et mettre en place un système informatique en utilisant les moyens du groupe. Notre agence a un système de gestion de trésorerie performant. Il faut bien sûr l'entretenir et maintenir nos bonnes relations avec les banques.

Ce poste convient à un homme ou une femme de 27 ans minimum, ESCP+DECS. Ayant par exemple une expérience de deux à trois ans d'audit comptable, il est motivé par un poste opérationnel dans une affaire qui se développe bien; il peut devenir à terme Directeur Administratif et Financier dans une unité du groupe plus importante.

Notre Responsable actuel, promu à un autre poste, doit être remplacé rapidement. Si ce poste vous intéresse, nous vous prions de bien vouloir écrire à Mme Catherine de la Roche sous la réf. 317 LM.

Jacques Fixier s.a.

7 rue de Logelbach, 75017 Paris



membre de Syntec

## TRÈS IMPORTANT GROUPE FRANÇAIS de CONSEIL ET DE SERVICES EN INFORMATIQUE

solidement implanté en France et à l'étranger recherche son

## RESPONSABLE JURIDIQUE ET FISCAL

De formation supérieure, son expérience confirmée (10 ans environ) dans un cabinet comptable ou une grande entreprise, lui permettra d'assurer avec aisance et autorité une double mission :

- de coordination des problèmes fiscaux du Groupe;
- de supervision des services juridiques des filiales françaises et étrangères.

La fonction requiert une certaine mobilité pour des déplacements de courte durée.

Assurées d'une absolue discrétion, les candidatures (lettres manuscrites, CV, photo et prétentions) sont à adresser sous référence 80220 à HAVAS CONTACT - 1, place du Palais-Royal - 75001 PARIS, qui transmettra.

## GAMMA INTERNATIONAL

CONSEIL EN ORGANISATION ET SYSTEMES D'INFORMATION  
(70 CONSULTANTS, MEMBRE DU GROUPE HAY)

Pour faire face au développement de sa clientèle MEGA-ISIS (Méthode - assistée par ordinateur - de conception et de spécification de systèmes d'information automatisés - 20 nouveaux clients depuis un an), recherche :

## 2 Ingénieurs informaticiens

(ESE, ENSIMAG ou équivalent) Débutants ou 1<sup>re</sup> expérience



département  
généraliste

qui seront chargés de développer, installer et maintenir le logiciel ISAS et d'assurer les relations techniques avec les clients. Si vous possédez :

- le sens et le goût du contact;
- un talent d'organisateur;
- l'esprit curieux et une forte capacité d'assimilation, orientés vers les nouvelles technologies;

domaine en pleine expansion, qui vise l'internationalisation de ses produits.

Selon le niveau de votre compétence, vous aurez une responsabilité d'encadrement plus ou moins importante.

Merci d'adresser votre dossier de candidature à Monsieur Philippe PLAYOUST, Vice Président de GAMMA International, 3, place de Valde 75001 Paris.

## THOMSON-CSF COOPÉRATION

Depuis plusieurs années, nous sommes spécialisés dans la formation des utilisateurs étrangers d'équipements et de systèmes électroniques produits par THOMSON-CSF, ainsi que dans l'ingénierie de centres de formation.

Pour faire face à la très forte croissance de nos activités, nous recherchons :

## UN PSYCHOLOGUE

ou UN SPÉCIALISTE DES SCIENCES DE L'ÉDUCATION

pour mener à bien en France et sur site, des opérations de sélection ou d'évaluation de stagiaires étrangers et assurer des formations pédagogiques diversifiées.

Nous désirons rencontrer un titulaire d'une maîtrise de Psychologie ou de Sciences de l'Éducation, possédant impérativement un très bon niveau d'anglais et disponible pour des déplacements à l'étranger.

Une expérience de quelques années dans un organisme de formation ou une société de conseil est vivement souhaitée.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, et prétentions au Service des Relations du Travail et des Affaires Sociales THOMSON-CSF COOPÉRATION, 147, rue Yves Le Coz, 78000 VERSAILLES.

THOMSON

BRANCHE AFFAIRES INTERNATIONALES



LE CENTRE NATIONAL  
DE TRANSFUSION SANGUINE  
fondation d'utilité publique recherche

## UN(E) CHARGE(E) DES RELATIONS EXTERIEURES

pour prendre la responsabilité d'un secteur de collectes de sang et pour participer, au sein de l'équipe d'organisation, des collectes à la mise au point de l'information destinée à promouvoir le don du sang.

Formation : sciences humaines ou économiques (niveau licence).

Expérience du marketing et de la communication appréciée.

Véhicule personnel indispensable.

Adresser lettre manuscrite, CV, et photo au  
CNTS Service recrutement  
6, rue Alexandre Cabanel 75015 PARIS.



DEPARTEMENT ROBOTIQUE

## CHEF DE SERVICE APRES VENTE

GESTION ET ANIMATION EQUIPE DE MAINTENANCE

En relation étroite avec les services commerciaux et de production, il coordonne et participe à la mise en place des systèmes de télécommunication en clientèle, ainsi qu'à leur entretien et leur dépannage.

Formation : ingénierie mécanique - hydraulique et une expérience dans la fonction sont indispensables.

## INGENIEUR APPLICATION BUREAU ETUDES

GESTION ET ANIMATION D'UNE PETITE EQUIPE

Il assure un rôle d'assistance technique à la force de vente par l'établissement d'avant-projets d'implantation et des études sur des applications nouvelles.

Formation : ingénieur mécanicien, ayant une expérience professionnelle notamment en hydraulique de 1 à 2 ans et une bonne connaissance de l'anglais.

COMPAGNIE DE SIGNAUX ET D'ENTREPRISES ELECTRIQUES, OPRH, service Emploi et Développement des Cadres, 17, Place Etienne Perret 75015 PARIS, avec CV et prétentions en précisant la référence.

## Ville d'Orsay (Essonne)

recrute d'urgence

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL ADJOINT

20.000/40.000 HABAINTANTS

ayant des connaissances approfondies

de l'administration communale

et

BRIGADIER DE POLICE MUNICIPALE

POUR PRENDRE LA DIRECTION DU SERVICE

Adresser curriculum vitae détaillé et manuscrit avec photo à

M. le Maire d'Orsay,

2, place du Général-Leclerc, 91406 ORSAY.

## ROBERT BOSCH (France) S.A.

Groupe BOSCH

— Équipements automobile

— Appareils ménagers

— Radio-téléphones

— Caméras et projecteurs BAUER

recherche

## INSPECTEUR TECHNIQUE-COMMERCIAL

Chargé après formation du lancement

d'un appareil de contrôle de circuits

intégrant :

— Réajustement de la clientèle poten-

tielle

— Construction de l'argumentaire de

vente

— Contacts clients

— Assistance dans la mise au point du

logiciel

— Suivi du service après-vente.

Ce technicien d'un niveau de formation

BTS-DUT en électronique/informati-

que, devra posséder des connaissances

en programmation.

La connaissance de la langue allemande

est indispensable.



**BOSCH**

Adresser CV manuscrit, photo et

prétentions au

Département Gestion du Personnel

32, av. Michélet - 93404 SAINT-OUEN

## Jeune responsable trésorerie prévisionnelle

UN GROUPE IMMOBILIER DU SEC-  
TEUR SOCIAL renforce ses structures fi-  
nancières et recherche son Responsable  
trésorerie prévisionnelle.

Ce poste, rattaché directement au Contrôleur  
de Gestion du groupe, sera confié à un(e)  
jeune diplômé(e) de gestion ou ESC, ayant  
acquis une première expérience profession-  
nelle de 1 à 2 ans en trésorerie et/ou gestion.

Se mission imparti :

- le recueil d'informations auprès des dif-  
férents services ou sociétés du groupe,
- l'établissement de la trésorerie à MT et  
LT et le suivi des écarts en liaison avec  
le contrôle budgétaire.

Poste intéressant et évolutif pour candidat  
motivé.

Poste à Paris.

Écrire en précisant prétentions  
sous réf. NG 620 CM.

4 rue Massenet 75016 Paris

**etap**

## SOCIÉTÉ DE CONSEILS D'ENTREPRISES SAPPUYANT SUR UN VASTE RESEAU INTERNATIONAL

recherche

## FISCALISTE

MAÎTRE EN DROIT

— Quelques années d'expérience cabinet.

— Ayant également de bonnes connaissances de droit des

sociétés.

— Anglais courant indispensable.

— Allemand souhaité.

Envoyer curriculum vitae, photo et prétentions

sous la réf. T 041.571 M à

RÉDIE-PRESSE,

85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

## Fonction Personnel

Importante société d'ingénierie  
à la Défense recherche pour son  
Département ADMINISTRATION  
un Cadre (débutant accepté)

pour :

— réaliser toutes études ponctuelles et

— assurer le développement de la

gestion informatisée du personnel.

Intéressantes possibilités d'évolution  
dans le groupe.

Nombreux avantages sociaux : horai-  
res variables, restaurant d'entreprise.

Envoyer CV + photo sous réf. 5681, à

Media-System, 104 rue Réaumur

75002 Paris qui transmettra.



Dans le cadre de ses activités :  
TELEINFORMATIQUE, COMPTABILISATION,  
TELEMAQUE, TERMINAUX recherche  
pour son CENTRE D'ETUDES  
ET DE DEVELOPPEMENT  
de Cergy-Pontoise

## Analystes - Programmeurs

maîtrise, BTS ou DUT  
Agents Techniques  
Electronicien  
BTS - DUT

Débutants ou ayant quelques années d'expé-  
rience.

Adresser CV, photo à :

M. Le Chef du Personnel -

SAGEM - Chaussée Jules César -

95523 Cergy Pontoise cedex -

## AGENCE DE L'INFORMATIQUE

recherche

## responsable administratif

Formation : BTS ou IUT de gestion

+ 5 ans minimum d'expérience

Poste à pourvoir immédiatement (Paris - La Défense)

Tél. pour R.V. au 796.43.99, à Madame Desguillier

## INVESTISSEUR INSTITUTIONNEL

recherche pour SERVICE

TITRES

A NEUILLY-SUR-SEINE

## RESPONSABLE DU BACK OFFICE

— Formation comptable appréciée.

— Esprit gestionnaire et méthodique.

— Dynamisme et sens de l'organisation indispensables.

— Utilisation de l'informatique.

Ecrire avec curricula vitae, prétentions à : C.R.P.N.P.A.C.,

32, av. du Général-de-Gaulle, 92200 Neuilly-sur-Seine

هكزان الأشجل



REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

**A.C. NIELSEN COMPANY**

recrute pour son département  
"DIRECTION RECHERCHES STATISTIQUES"

**2 ingénieurs**  
**Grande École ou équivalent**

A l'issue d'une période de formation dans les principaux départements opérationnels de l'entreprise, les titulaires prendront en charge la responsabilité de la réalisation d'études de marchés dans le cadre de l'activité de Nielsen France.

**Qualités requises :**

- esprit de synthèse;
- sens de l'organisation et de la décision;
- anglais souhaitable.

**Poste Cadre débutant.**

Lieu de travail : CERGY-PONTOISE.

Poste à pourvoir le 1<sup>er</sup> septembre.

Avantages sociaux.

Merci d'adresser CV, photo et prétentions.

A.C. NIELSEN COMPANY  
Direction des Ressources Humaines - R. Katnig  
9, avenue des Trois-Fontaines  
95007 CERGY-PONTOISE CEDEX.



**CHEF du PERSONNEL**

Importante Société de Services  
couvrant l'ensemble de la Région Parisienne,  
et filiale d'un grand Groupe dont le Siège  
Social est situé en banlieue Nord-Est de  
PARIS, recherche son

**CHEF DU PERSONNEL**

Le candidat, âgé d'une trentaine d'années,  
ayant déjà exercé sur le terrain, si possible  
dans le milieu industriel, pendant 3 à 5 ans,  
doit être disponible rapidement. Son rôle  
sera de contrôler l'administration et la  
gestion du personnel, d'assurer le respect  
des règles légales, de favoriser le dialogue  
social à tous les niveaux, en relation  
avec le Directeur Général et la Direction du  
Personnel de l'Entreprise. La rémunération  
ne sera pas inférieure à 130.000 francs.

Merci d'adresser C.V.  
détailé à notre Conseil  
Personnel Management  
59, avenue Marceau  
75118 PARIS.



**A.C. NIELSEN COMPANY**

recrute pour son département  
"DIRECTION RECHERCHES STATISTIQUES" UN ou UNE

**assistant(e) d'ingénieur**

Niveau BAC SCIENTIFIQUE + 2 ans.

Le titulaire conduit les recherches nécessaires liées aux résultats des  
études de marchés. Il prend les actions qui en découlent et effectue  
une synthèse de l'intervention réalisée.

L'évolution du poste se conçoit dans un environnement informatique  
de plus en plus important.

**Qualités requises :**

- le goût prononcé pour les chiffres;
- le sens de l'initiative;
- une démarche logique;
- une aptitude à la communication.

Lieu de travail : CERGY-PONTOISE.

Poste à pourvoir rapidement.

Avantages sociaux.

Merci d'adresser CV, photo et prétentions.

A.C. NIELSEN COMPANY  
Direction des Ressources Humaines - R. Katnig  
9, avenue des Trois-Fontaines  
95007 CERGY-PONTOISE CEDEX.



**LEADER INTERNATIONAL**  
**DE LA MICRO-INFORMATIQUE**

recherche

**DANS LE CADRE**  
**DE SON DÉVELOPPEMENT SON**

**CHEF COMPTABLE 120.000 F**

Rattaché au gérant de l'entreprise, vous serez responsable de la  
comptabilité générale et analytique, des relations avec les  
administrations, du reporting mensuel.

Nous cherchons un(e) candidat(e) à fort potentiel, très  
motivé(e), de 26 ans à 32 ans, possédant son D.E.C.S. et  
parlant anglais.

Adresser-nous votre curriculum vitae + photo  
sous la référence 4 M à SYBEX,  
4, place Félix-Eboux, 75583 Paris Cedex 12.



**banque**

Banque Nationale recherche pour son

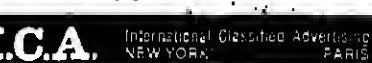
**JURISTE H/F**

Le poste : « création de poste » ratta-  
chement au Secrétaire Général Ad-  
joint - base Paris.

Mission : Elaboration et suivi des diffé-  
rents contrats, participation aux négo-  
ciations, conseil au niveau du Groupe  
en matière de Droit des Sociétés et de  
Secrétariat Général des Sociétés.

Le profil : la trentaine - Docteur en  
Droit - 5 ans minimum d'expérience de  
la fonction dans une banque, une  
société importante ou un cabinet spé-  
cialisé - Autonomie - Sens des responsa-  
bilités.

Envoyer C.V., prétentions sous réf-  
érence 180-M à I.C.A. - 3 rue d'Hauteville,  
75010 Paris, qui transmettra.



**International Management**

Patrick BRUNETEAU

Consultant en recrutement financier

8, rue Georges Ville, 75116 PARIS.

Une PMI Filiale d'un Groupe Américain fabriquant  
des produits électroniques, recherche  
pour la banlieue Sud de Paris, un

**CHEF COMPTABLE**

Poste :

- Comptabilité Générale et Anglo-Saxonne, dé-  
clarations fiscales.
- Encadrement de 6 personnes
- Utilisation de l'outil informatique
- Rémunération : 190.000 F + i/m.

Profil :

- 32/40 ans, formation Sup. + D.E.C.S.
- 5 à 10 ans d'expérience, anglais courant.

Envoyer lettre manuscrite, CV, photo et prétentions  
s/réf. 75609



**CABINET**  
**BEAU DE LOMÉNIE**

55, rue d'Amsterdam - 75008 PARIS

recherche

**DOCUMENTALISTE -**  
**ANALYSTE**

ayant une formation technique (BTS  
mécanique, électrotechnique, ou électro-  
nique, ou équivalent).

Anglais indispensable

Allemand souhaité

Connaissance des recherches en conver-  
sationnel appréciée.

Expérience si possible.

Horaires libre 7 h. 30 x 5

Écrire avec C.V. et prétentions

Service du Personnel

Cabinet d'expertise comptable

REVISEURS

CONFIRMES

(Formation supérieure

+ D.E.C.S.) pour

travaux de vérification

(audit, comptabilité, -

expertise) en CV détaillé à

Cabinet GRAMET NAKHUM

174, r. de Courcelles 17.

Envoyer C.V. et photo

à M. le Maire

27, fg Montmartre, Paris 9.

JEUNE NEGOCIATEUR

départ O.M. libéré en droit

ou équivalent. Activité : animer

service clientèle. Ruse et %.

Env. avec CV photo N° 682

27, fg Montmartre, Paris 9.

INGÉNIEURS

INFORMATIQUES

ELECTRONIQUES

ASSEMBLEURS

DEVELOPPEMENT LOGICIEL

travaux réels

HAUTS SALAIRES

INTER COMPUTER 81, av.

de la République 75011 PARIS

806-80-00.

Nous sommes une entreprise

d'action culturelle active à Paris

et nous recherchons notre futur

RESPONSABLE

ADMINISTRATIF

pour réussir dans cette fonction

motivante, il faut une formation

de type école de commerce,

gestion, droit et une expérience

professionnelle.

Disponibilité début septembre.

Adresser lettre manus., C.V.,

photo. Écrire sous la n° T

041854 M

REGIS-PRESSE

86 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

Sté expertise comptable et

commissariat aux comptes

recherche

ASSISTANTS

OU STAGIAIRES

Exp. cabinet indispensable.

Libre très rapidement

Env. C.V. et prétentions SOUP

50, r. Paradis-avenue 12

VILLE DE SAINT-OUEN

(93400)

recherche

(en Urgence)

1 ASSISTANT (E)

SOCIAL (E) CHEF

ASSISTANT (ES)

SOCIAL (ES)

AUXILIAIRES DE

PUERICULTURE

Adresser C.V. à M. le Maire

23400 Saint-Ouen

IMPORTANT SOCIÉTÉ

commerce de détail de

DISQUES

recherche pour la

région parisienne

RESPONSABLE

DE RAYON

vidéo, jeux vidéo,

micro-informatique.

Qualités : autonomie

et notions de gestion.

VENDEURS

QUALIFIÉ (E) S

Envoyer C.V. et prêt. à

20, Av. Opéra 75004 Paris

Cedex 01 qui trans.

Impex Sté extension internatio-

nale rech. pour les activités

d'Afrique Noire.

UN FINANCIER

COMPTABLE

position cadre, ayant une

bonne formation de base en

économie, gestion, comptabi-

lité et informatique. Le poste

conviendrait à un candidat

ayant une forte exp. au sein

d'une entreprise informatisée et

ayant perçue les différentes

sections de la direction finan-

cière (contrôle de gestion,

comptabilité et informatique)

Adr. lettre man. et C.V. détaillé

avec photo et prêt. au réf.

8825 à L. T. P. 31 Bd Bonne

Nouvelle 75083 Paris cedex 02

des transmettra.

Le CLAP (Comité de liaison

pour l'alphabetisation et la pro-

motion) recherche pour les

régions sans délégation

permanente un(e) coordonne-

mentaire national(e),

chargé(e) d'animer le CLAP,

l'information, la formation, et

services des associations et des

groupes intervenant dans l'im-

migration.

Il est demandé à cette per-

sonne, immigrée ou française,

une expérience de l'immigration

et du milieu associatif, des apti-

tudes à la relation et au travail

collectif, une compétence en

matière de formation de forma-

teurs (notamment l'alphabeti-

sation), une grande disponibilité

pour des déplacements fré-

quents et des interventions en

soirée et en week-end.

Les principales fonctions à

assumer sont :

- la liaison, l'information, la

coordination au service des

associations et des groupes

des régions sans délégation

permanente du CLAP éga-

lisant avec les populations

immigrées ;

- l'animation de l'équipe des

salariés du CLAP intervenant

dans ses régions en relation

avec les associations et les

groupes ;

- la formation des forma-

teurs ;

- la soutien à la vie associa-

tive et à la gestion ;

- la coordination régulière

avec les diverses structures

régionales et nationales du

CLAP ;

- la gestion du budget du

CLAP pour les régions sans

délégation (principalement

Nord, Ouest, Sud-Ouest,

Bourgogne, Franche-Comté,

Pays de Loire) ;

- la relation avec les divers

organismes, personnes et

institutions susceptibles

d'apporter leur soutien à

l'action en direction des im-

migrés.

SALAIRE MENSUEL BRUT : 1 177 F.

Envoyer les candidatures avec

curriculum-vitae pour le 8 sep-

tembre 1983, au CLAP,

25, rue Gandon, 75013 PARIS.

PMI solide et performante,

Nord de Paris secteur

machines spéciales emballage

conditionnement recherche :

INGÉNIEUR

D'AFFAIRES

CONFIRMÉ

région parisienne

200 - 260.000 F +

Rattaché au DG, sera totale-

ment responsable de la re-

cherche de sous-traitants et déve-

loppement assemblés et sous-

ensembles de machines spé-

cialisées.

Niveau technique A & M.

Supérieur ou équivalent.







Le Monde

# régions

DES PATRONS HEUREUX

M. RAFFAËLE PACENZA (confection) DANS LE PAS-DE-CALAIS

« C'est quand tout va mal qu'il y a une place à prendre »

Parmi les patrons heureux, voilà M. Raffaële Pacenza (quarante-trois ans), de nationalité italienne, président-directeur général d'une entreprise de confection (cinquante fabricants français de vêtements de sport et de loisirs), à Avion (Pas-de-Calais). Ancien giletier à Avion même, il y a un quart de siècle, M. Pacenza a gravi un à un, en les redécouvrant parfois, les échelons professionnels et sociaux. Il se trouve aujourd'hui à la tête d'une P.M.E., qui a décuplé son chiffre d'affaires en quelques années. Employait deux cent quatre-vingt-cinq personnes à la maison mère et dans des filiales, il pense pouvoir procéder d'ici fin 1984 à soixante-dix embauches nouvelles.

Fier de lui, M. Raffaële Pacenza, quand il contemple successivement les installations de la fosse 4, qui sert aujourd'hui de retour d'air aux puits de confection, construits sur le carreau de la mine. Tout l'orgueil de la Calabre dans son regard.

C'est qu'il y a un quart de siècle, le jeune Italien, alors âgé de dix-huit ans, était à 894 mètres sous terre, dans cette même fosse du Pas-de-Calais, et qu'il lui en a fallu, du temps, du travail, de l'obstination et du courage, pour faire surface.

C'est l'archétype du « self made man » M. Pacenza, et son histoire relève de la série « contes et légendes ». Avec, au départ, un drame à la Zola : son père meurt, alors que l'ainé de cette famille de huit enfants a tout juste seize ans et que lui-même, Raffaële, n'a que trois ans.

En 1955, il a quinze ans. « A cet âge-là, en Colabre, on est un homme ». Les travaux des champs et des rudiments du métier de tailleur ont plus occupé son enfance, dans le misérable village natal de San Donato, que les obligations scolaires : « J'ai fait en tout trois ans d'école ». Il s'enfuit de chez lui, sans prévenir quiconque, et surtout

pas la « mama », un fameux matin de 1955, avec quelques lires en poche, des rêves et des revanches pleins la tête. « Je m'étais juré d'être patron un jour, à trente-cinq ans ».

Dans son bureau de P.D.G., où des trophées sportifs — il patronne l'équipe de football d'Avion — voisinent avec des gros blocs d'embarcadere, des courbes de production, un « livre d'or » et le jean dernier-né de sa collection de vêtements de sport et de loisirs, M. Pacenza aime visiblement mesurer le chemin parcouru. Volubile — avec un accent à couper au travers, des flûchettes avec le « vous » — « Monsieur, tu m'excuses » et un français très imagé — l'ancien giletier, plutôt petit, mais rasé, regard, cheveux et moustache noirs, teint mat, évoque, avec une mémoire précise et un luxe de détails, toutes les étapes de son ascension sociale.

## Bûcheron ou mineur

Il trouvera ainsi à s'employer dans des scieries du Massif-Central — « à l'époque, en France, un Italien ne pouvait être que bûcheron ou mineur » — dormant pendant six mois dans des Wagons désaffectés.

En 1957, le bruit court, dans la colonie transalpine, que les Houillères du Bassin du Nord et du Pas-de-Calais procèdent à de nouvelles embauches. Rué vers Lens, Raffaële, venu du fin fond de la Lozère, est du nombre. D'abord refusé pour raisons médicales : trop maigre. Puis accepté dans la fosse d'Avion. Grâce à un porion italien qui lui-même connaissait l'ingénieur, qui lui-même...

Vingt-huit mois à moins 894 mètres. Et puis, un jour, un éboulement sérieux emporte l'un des ses frères, embauché entre-temps. Tous les deux quittent à l'instant la mine. « On n'a même pas demandé notre compte », Raffaële venait de se ma-

rier, à l'âge de vingt ans, avec une blonde ouvrière de la région, âgée de dix-sept ans, dont il a tout de suite une petite fille. « On vivait dans les baraques des alentours. Mes beaux-parents ont élevé l'enfant ».

C'est alors sa période « allemande », qui sera un peu plus bleue... Un beau-frère, installé à Stuttgart, fait embaucher le couple Pacenza dans une usine de formica, lui comme ouvrier aux presses, elle, sur une autre machine.

Retour à Avion. Achat, avec vingt mille francs d'économies, d'un terrain, où sera peu à peu bâtie la maison familiale. Elle, elle retrouve son premier emploi, dans une usine textile, où dit-elle « j'avais été embauchée en 1957 à soixante-trois centimes de l'heure ». Lui, il se plane comme bûcheron dans une entreprise de confection. « Il faut savoir bouger, assurer-t-il, savoir redescendre quelques échelons, pour remonter plus haut ».

Dans cette entreprise, M. Raffaële Pacenza balade, mais il revient aussi à ses premières amours : il taille, il coud, il parvient à se faire ses costumes, et un midi de 1962, dans un café-restaurant de Lens, où il a ses habitudes, un tailleur juif polonais, qui a remarqué son élégance, lui tend sa carte de visite : Paris. On y va.

Tout d'abord à la main chez ce tailleur juif, dont il garde un souvenir ému, puis chez Burton, notamment. Trois années gris-bleu, (1963-1966) passées à économiser son par sou — sa femme Christiane tient une loge de conciergerie —, pour bâtir la maison d'Avion et, surtout, son avenir de patron. Il réunit divers éléments (coupeur, modéliste). Et c'est mai 68, à nouveau dans le Nord-Pas-de-Calais.

La bougonne le reprend en 1970. La lecture d'une petite annonce, et le voici chef d'atelier, puis directeur technique (jusqu'en 1974), dans les

environs de Nancy, avant d'être recruté par Lee Cooper.

Avec 120 000 francs d'économie, avec l'aide des Houillères du bassin du Nord et du Pas-de-Calais, avec le bénéfice des dispositions en vigueur, relatives aux créations d'entreprise avec la mobilisation de « tous les copains de jeunesse, qui expérimentent, quel conseil juridique, quel assureur, une vraie bande à Bonnat », naît, le 1<sup>er</sup> janvier 1976, la société Pacenza.

L'année 1975 est pourtant très difficile pour l'industrie textile française. Le P.D.G. d'Avion a un clin d'œil : « Justement, c'est quand tout va mal qu'il y a une place à prendre. De quel les gens ne peuvent se passer ? De manger et de s'habiller. La concurrence étrangère ? Tu plaisantes. Des bavardages de la télé ».

De fait, M. Pacenza trouve immédiatement un créneau — le sportswear — et l'entreprise démarre, avec une équipe réduite : le nouveau patron prend pour associés... sa femme et sa fille aînée (en attendant que sa seconde fille, aujourd'hui âgée de treize ans, entre dans la danse familiale).

Les clés du succès ? « Il faut toujours avoir deux ongles d'avance sur les autres. Si la clientèle souhaite des vêtements avec des poches dans le dos, on les fait. Créateur de modèles, fabricant et façonnier à la fois, M. Raffaële Pacenza se définit comme « un artisan industrialisé ». Il produit aujourd'hui des « fringues » qui plaisent aux jeunes, mais il pourrait demain se lancer dans la confection de smoking si telle était la mode populaire.

Une pression sur l'accélérateur de la Mercedes, dans les rues d'Avion, le P.D.G. dit tout à trac : « Tu vois, cette commune, l'aiment les paysans industriels. Mais je suis sûr que beaucoup de gens disent : Qu'est-ce qu'il a donc fait, ce Rital, pour réussir ? »

MICHEL CASTANG.

M. JEAN-FRANCIS BARDIA (micro-électronique) DANS L'INDRE

« Il faut être petit pour être créateur »

Le concours « Innovez dans l'Indre », lancé par le conseil général du département que préside M. André Laignel (P.S.), vient d'être remporté par une petite entreprise, les Ateliers techniques de Gargiles. Elle a gagné son prix en présentant un projet de système de vote électronique.

La société A.T.G. a un patron, M. Jean-Francis Bardia, qui échappe aux normes. En janvier 1982, M. Bardia a ouvert les portes de sa petite entreprise à Gargiles-Dampierre — dont il était originaire, — le « village des artistes » de Berry, qui doit sa célébrité à George Sand et à son site. Accroché au flanc de petites collines au-dessus des méandres de la Gargilesse, le village séduisit la romancière, qui le décrit comme sa « petite Suisse ».

Depuis, Gargiles-Dampierre s'est taillé une réputation de haut lieu culturel, avec un festival de renom durant l'été. Un environnement parfaitement complémentaire pour J.-F. Bardia, qui se définit à la fois comme un artiste et un artisan : « Mon travail de concepteur en micro-électronique s'apparente à l'élaboration de l'œuvre d'art, à la construction d'un roman, d'un tableau ; le processus est le même. Je ne me vois pas du tout d'ailleurs en « directeur d'usine » : le poste de directeur va tourner tous les ans afin que chacun puisse s'exprimer », précise-t-il.

Pour l'instant, six personnes seulement constituent le potentiel d'A.T.G. Et J.-F. Bardia a fixé à vingt personnes environ la taille de son entreprise. « La créativité est en chute libre lorsqu'on se structure trop, lorsque l'entreprise est trop grosse, affirme-t-il. Paradoxalement, Thomson ne pourrait pas créer comme nous le faisons : cela coûterait trop cher. C'est pourquoi, pour M. Bardia, la P.M.E. est le lieu idéal pour l'expression de la créativité. Coup de patte au passage sur les défauts bien connus de notre

système industriel et des hommes : « L'incompétence empêche le tissu industriel. Un bon technicien ne fait pas forcément un bon chef de service. Il y a une aspiration naturelle des compétences vers l'incapacité. En France, on ne se remet pas en cause : on s'accroche à ses idées, même quand on s'est trompé, à ses relations, et on s'enfoncé », fait-il remarquer.

Autre constat : l'innovation s'accroît fort vite de la décentralisation. « A Paris, on trouve une main-d'œuvre surqualifiée, suremployée, surpayée. Ici, c'est l'inverse : elle est sous-qualifiée, sous-employée et sous-payée. L'Indre ne propose qu'un seul B.T.S. et pas la moindre filière universitaire. « Il faut donc rééquilibrer », pense M. Bardia. Il a découvert que les mécaniciennes en confection — un secteur qui a été ravagé par la crise dans le département — pouvaient fort bien, et rapidement — se reconverter dans le câblage en électronique : il y a beaucoup de similitudes dans les gestes et la pratique des deux professions. « En quelques semaines, la transformation peut s'opérer, affirme-t-il. Même les Américains recommandent à fabriquer chez eux à partir d'un certain niveau d'automatisation ».

En informatique, cela va très vite, explique encore M. Bardia. L'étudiant sort de l'école avec un décalage de six à huit ans, quinze ans de carrière sont nécessaires pour rattraper un manque de formation de deux ans. « Nous sommes en situation de révolution technologique permanente, pour reprendre la terminologie marxiste. Chez nous, nous ne sommes pas capables d'assurer ces mutations ».

Une chose est certaine en tout cas pour ce jeune patron inhabituel : « La télématique est un outil de décentralisation fantastique ».

RÉGIS GUYOTAT.

## TOURISME

M. Roland Carraz annonce une nouvelle formule du chèque-vacances

MM. Raymond Vaillant, président de l'Agence nationale pour les chèques-vacances (A.N.C.V.), et Roger Favier, président de l'Association des maires de Maurienne — qui regroupe la quasi-totalité des soixante-deux communes de la vallée, — ont signé, samedi 23 juillet à Saint-Jean-de-Maurienne (Savoie), une convention pour la promotion du chèque-vacances, en présence de M. Roland Carraz, secrétaire d'Etat au tourisme.

A l'occasion de son séjour en Maurienne, M. Carraz a confirmé qu'il proposerait, dans le cadre du projet de loi de finances 1984, un assouplissement des conditions d'accès à cette formule, lancée en mars 1982. Le régime actuellement en vigueur réserve l'attribution des chèques par le canal « employeur » aux salariés ayant acquitté moins de 1 130 F au titre de l'impôt sur le revenu de l'année 1981. Ce plafond serait porté à 5 000 F, doublant ainsi le nombre de bénéficiaires potentiels, pour atteindre neuf millions. D'autre part, la période d'épargne requise pour avoir accès aux chèques-

vacances sera ramenée de huit à quatre mois. Enfin, un groupe de travail « examina », prochainement, une simplification des formalités d'acquisition.

Soulignant que 43 % des Français ne partent pas en vacances, le secrétaire d'Etat au tourisme a estimé que le chèque contribuerait non seulement à la démocratisation des vacances, mais aussi à un meilleur étalement dans le temps et dans l'espace. En effet, le prestataire de services (hôtelier, restaurateur, commerçant) peut le « bonifier », et proposer, par exemple, hors saison, un repas d'une valeur de 60 F contre un titre de 50 F.

Un affichage orléanais d'une silhouette d'oiseau bleu et portant la mention « Bienvenue », obligeant les vacanciers à signaler les établissements qui acceptent ce titre de paiement. A la mi-novembre, l'A.N.C.V. publiera un annuaire national, dans lequel seront répertoriés six mille à sept mille de ces établissements.

V. H.

## Ile-de-France

BÉNÉFICES EN BAISSÉ POUR AÉROPORT DE PARIS

Aéroport de Paris (l'établissement public chargé de l'exploitation des quatorze plates-formes aéroportuaires de la région parisienne) a enregistré en 1982, pour la quatrième année consécutive, un résultat positif, bien qu'en diminution sensible par rapport à 1981 (8,9 millions de francs contre 28,3 millions).

Les charges de l'entreprise ont en plus vité (+18,8 %) que ses recettes (+15 %) en dépit d'un trafic en augmentation de 3,8 % sur les trois aéroports principaux (Roissy, Orly, Le Bourget). Mais le produit des redevances aériennes progresse moins vite (+15,3 %) que celui des émissions, travaux et prestations réalisées par l'établissement public (+20,6 %). Une marge d'autofinancement de 360 millions de francs a été dégagée, correspondant à un taux d'autofinancement voisin de 42 %.

Avec un trafic de 29,6 millions de passagers, les aéroports parisiens se sont situés l'an passé à la dixième place européenne et à la septième place mondiale.

TRAVAUX SUR L'AUTOROUTE A-6 DANS LA BANLIEUE PARISIENNE

L'autoroute du Soleil (A-6) sera en travaux du mardi 2 août à 22 heures au samedi 27 août à 6 heures. Le chantier se déplacera dans le sens Paris-province, entre Wissous et Viry-Châtillon, sur une longueur de 9 kilomètres. Il a pour objet de réduire ou totalement la voie de droite de la chaussée ainsi que certaines parties des autres bandes. Durant les travaux, la circulation Paris-province s'effectuera, d'une part, sur la voie de gauche dans le sens Paris-province et, d'autre part, à contresens sur la voie de gauche province-Paris.

Des restrictions d'accès à l'autoroute seront en outre appliquées vers la province ; les bretelles d'accès de Wissous (passage de B-6 à A-6) de l'A-87, de même que les entrées et sorties de Chilly et de Savigny seront fermées. Vers Paris, les entrées de Viry-Châtillon, de Savigny et de Chilly seront, elles aussi, fermées. Dans tous les cas, des déviations seront mises en place et fléchées.

## ENVIRONNEMENT

### CHASSE

Les dates d'ouverture définitives sont fixées

Le secrétaire d'Etat auprès du premier ministre chargé de l'environnement et de la qualité de la vie vient de fixer l'ouverture générale de la chasse dans les différents départements, aux dates suivantes :

● Au 11 septembre : Ain, Alpes-de-Haute-Provence, Hautes-Alpes, Alpes-Maritimes, Ardèche, Ariège, Aude, Aveyron, Bouches-du-Rhône, Cantal, Charente-Maritime, Corrèze, Haute-Corse, Corse-du-Sud, Creuse, Dordogne, Doubs, Drôme, Gard, Haute-Garonne, Gers, Gironde, Hérault, Isère, Jura, Landes, Loire, Haute-Loire, Lot, Lot-et-Garonne, Lozère, Puy-de-Dôme, Pyrénées-Atlantiques, Hautes-Pyrénées, Pyrénées-Orientales, Savoie, Haute-Savoie, Tarn, Tarn-et-Garonne, Var, Vaucluse.

● Au 18 septembre : Charente, Côte-d'Or, Indre-et-Loire, Loire-Atlantique, Maine-et-Loire, Nièvre, Rhône, Haute-Saône, Deux-Sèvres, Vendée, Vienne, Haute-Vienne, Territoire-de-Belfort.

● Au 25 septembre : Allier, Saône-et-Loire.

● Au 2 octobre : Aisne, Ardennes, Aube, Calvados, Cher, Côtes-du-Nord, Eure, Eure-et-Loir, Finistère, Indre, Loir-et-Cher, Loiret, Manche, Marne, Haute-Marne, Mayenne, Meurthe-et-Moselle, Meuse, Morbihan, Nord, Oise, Orne, Pas-de-Calais, Sarthe, Paris, Seine-Maritime, Seine-et-Marne, Yvelines, Somme, Vosges, Yonne, Essonne, Hauts-de-Seine, Seine-Saint-Denis, Val-de-Marne, Val-d'Oise.

● Au 9 octobre : Ile-et-Vilaine. Comme les années précédentes, les périodes de chasse de la perdrix et du lièvre ont été sensiblement limitées pour tenir compte des circonstances climatiques et des conditions de reproduction de ces espèces.

Pour le gibier de montagne, la période de chasse a été fixée :

● Pour les Pyrénées, du 25 septembre au 16 octobre, à raison de trois jours par semaine (sauf pour le

département des Pyrénées-Orientales, soumis au plan de chasse).

● Pour les Alpes, du 11 septembre au 25 septembre ou au 2 octobre, à raison de deux à quatre jours par semaine, suivant les départements.

Le tirage général de la chasse s'effectuera du 1<sup>er</sup> janvier au 29 février 1983, selon les départements ; le pigeot ramier pourra être tiré jusqu'au 31 mars dans un certain nombre de départements.

Dans chaque département, les arrêtés d'ouverture et de clôture précisant les conditions d'exercice de la chasse de différentes espèces seront affichés dans le courant du mois d'août dans toutes les mairies.

Ces dispositions ont été arrêtées par le secrétaire d'Etat auprès du premier ministre chargé de l'environnement et de la qualité de la vie, après consultation du Conseil national de la chasse et de la faune sauvage, qui s'est réuni le 22 juin dernier.

**gauthier**  
FRANCE

Grand Tennis  
Mid-Size  
Traditionnel

UNE GAMME COMPLÈTE DE RAQUETTES

La commission baleinière internationale réduit à 10 000 les captures autorisées pendant la campagne 1983-1984

Le dernier carré de baleiniers qui s'opposent à l'arrêt de la chasse commerciale vient de perdre un partenaire : le Pérou.

Celui-ci vient en effet d'annoncer, à l'issue de la trente-cinquième session de la commission baleinière internationale (C.B.I.), réunie à Brighton (Grande-Bretagne) du 18 au 23 juillet, qu'il acceptait le principe du moratoire adopté l'an dernier par les quarante Etats membres, c'est-à-dire la suspension de la chasse commerciale à la baleine à partir de 1986. Des neuf pays baleiniers (Japon, U.R.S.S., Norvège, Pérou, Islande, Espagne, Brésil, Corée du Sud, Etats-Unis), seuls le Japon, l'U.R.S.S. et la Norvège s'opposent encore à l'application du moratoire de la C.B.I.

Le Japon a proposé une formule pour tourner le moratoire : puisque seule la chasse commerciale sera interdite après 1986 (la chasse « aborigène » pratiquée par les Esquimaux d'Alaska ou de Sibérie reste autorisée), le Japon suggère une troisième catégorie de chasse, dite de subsistance, qui resterait autorisée pour ne pas compromettre l'équilibre économique et socio-culturel des populations qui la pratiquent.

En attendant, la commission a encore réduit les quotas de chasse pour la saison 1983-1984 : 10 160 prises seront autorisées contre 12 415 en 1982-1983 (le chiffre était de 40 000 il y a dix ans).

La C.B.I. n'a pas les moyens matériels ni juridiques de faire respecter ces quotas, mais certains Etats gros consommateurs de poisson importé, comme les Etats-Unis, peuvent, en refusant leurs achats au Japon ou à la Norvège, faire pression pour le respect du moratoire. Les Etats-Unis ont déjà menacé de réduire de 400 millions de dollars le montant de leurs importations de poisson et d'autres du Japon. Ils ont aussi ramené à 100 000 tonnes le quota de poisson que les chalutiers japonais pourront pêcher dans les eaux territoriales américaines.

Quant aux sept militants écologistes de Greenpeace (six Américains et un Canadien) qui avaient été interpellés dans un port baleiniers de Sibérie par les autorités soviétiques, ils ont été relâchés samedi en mer, comme prévu (Le Monde daté 24-25 juillet).

**Le Monde**

Service des Abonnements  
5, rue des Italiens  
75427 PARIS CEDEX 09  
C.C.P. Paris 4207-23

ABONNEMENTS

3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE	FRANCE	FRANCE	FRANCE
341 F 554 F 767 F 980 F	341 F 554 F 767 F 980 F	341 F 554 F 767 F 980 F	341 F 554 F 767 F 980 F
TOUS PAYS ÉTRANGERS	TOUS PAYS ÉTRANGERS	TOUS PAYS ÉTRANGERS	TOUS PAYS ÉTRANGERS
PAR VOIE NORMALE	PAR VOIE NORMALE	PAR VOIE NORMALE	PAR VOIE NORMALE
601 F 1 074 F 1 547 F 2 028 F	601 F 1 074 F 1 547 F 2 028 F	601 F 1 074 F 1 547 F 2 028 F	601 F 1 074 F 1 547 F 2 028 F
ÉTRANGER	ÉTRANGER	ÉTRANGER	ÉTRANGER
(par mandat postal)	(par mandat postal)	(par mandat postal)	(par mandat postal)
I - BELGIQUE-LUXEMBOURG	I - BELGIQUE-LUXEMBOURG	I - BELGIQUE-LUXEMBOURG	I - BELGIQUE-LUXEMBOURG
PAYS-BAS	PAYS-BAS	PAYS-BAS	PAYS-BAS
381 F 634 F 887 F 1 140 F	381 F 634 F 887 F 1 140 F	381 F 634 F 887 F 1 140 F	381 F 634 F 887 F 1 140 F
II - SUISSE, TUNISIE	II - SUISSE, TUNISIE	II - SUISSE, TUNISIE	II - SUISSE, TUNISIE
454 F 779 F 1 105 F 1 430 F	454 F 779 F 1 105 F 1 430 F	454 F 779 F 1 105 F 1 430 F	454 F 779 F 1 105 F 1 430 F

Par voie aérienne  
Tarif sur demande.  
Les abonnés qui paient par chèque postal (trois virements) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.  
Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.  
Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.  
Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les sous-projets et capitales d'imprimerie.



Le Monde

# économie

ÉTRANGER

## Le Chili paraît assuré de recevoir un nouveau prêt bancaire de 1,3 milliard de dollars

Correspondance

Santiago. - Le Fonds monétaire international (F.M.I.) aidera le Chili à faire face à ses engagements extérieurs, tout en lui accordant une plus grande liberté de manœuvre dans l'application du programme d'ajustement conclu avec le gouvernement. Telles sont les conclusions qu'on peut tirer d'une semaine de l'expiration du moratoire accordé par les quelque six cents banques créditrices.

Engagées dans le courant de 1982, alors que les sautes d'annonceaient sur le « miracle chilien », les négociations avec le F.M.I. avaient finalement abouti dans les premiers jours de janvier à un accord aux termes duquel le Chili se voyait octroyer 875 millions de dollars, soit 325 millions au titre du financement compensatoire et 550 millions sous forme d'un accord de confirmation (1) accompagné de la mise en œuvre d'un programme de redressement financier. Quelques jours après la signature de cet accord, le ministre de l'économie, M. Rolf Luder, annonçait la liquidation de deux importantes institutions financières et la mise sous tutelle de sept autres. Cette décision provoqua immédiatement l'interruption du flux de crédits provenant de l'étranger.

### Les conditions obtenues par le nouveau ministre des finances

Par ailleurs, en injectant dans l'économie plus de 1 milliard de dollars afin de compenser la chute des dépôts et d'éviter la faillite en cascade des entreprises liées aux banques en difficulté, les autorités économiques firent éclater le cadre monétaire établi par le Fonds. Les réserves diminuèrent de plus de 1 milliard de dollars en deux mois. Au début du mois de mars, le Chili se trouvait dans une situation extrêmement grave : le F.M.I. avait décidé de différer le versement de la deuxième tranche du crédit de confirmation et les autorités se voyaient obligées, après avoir longtemps soutenu que cela ne serait pas nécessaire, de renégocier dans des conditions particulièrement défavorables la partie de la dette extérieure venant à échéance en 1983 et en 1984 (celle-ci s'élève au total à environ 18 milliards de dollars).

La première conséquence de la crise fut le remplacement à la tête du ministère des finances de M. Luder par le président de la Banque centrale, M. Carlos Caceres, jugé beaucoup plus digne de confiance dans les milieux financiers internationaux. Le nouveau ministre obtint un premier adoucissement des conditions imposées par le Finaid, en particulier en ce qui concerne le déficit budgétaire autorisé pour l'année 1983. Fixé au départ à 1,7 % du P.I.B., il fut porté dans le nouvel accord conclu en mars à 2,3 %. Les banques créditrices acceptèrent d'autre part le moratoire demandé par M. Caceres, tandis que des négociations globales s'engageaient pour couvrir le déficit de la balance des paiements. Le plan financier présenté par le ministre des finances comprend quatre volets :

- Rééchelonnement sur huit ans, avec une période de grâce de quatre ans, des 3,4 milliards de dollars venant à échéance en 1983 et 1984 ;

- Octroi d'un crédit à long terme de 1,3 milliard de dollars destiné au paiement des intérêts, ce qui devrait permettre au Chili de maintenir un niveau suffisant de réserves ;

- Élargissement des lignes de crédit à court terme pour financer les opérations de commerce extérieur ;

- Octroi d'un crédit-relais de 530 millions de dollars afin de renforcer les réserves jusqu'à l'expiration du prêt de 1,3 milliard de dollars. Ce crédit-relais a été accordé à la mi-mai, 180 millions étant apportés par les douze principaux créanciers et le reste par la Banque des règlements internationaux.

### Un jugement favorable

La réponse positive des banques commerciales en ce qui concerne le prêt de 1,3 milliard de dollars dépendait évidemment du feu vert donné par le Fonds. Celui-ci paraît acquis après la venue à Santiago, à la fin du mois de juin, d'une mission technique chargée d'analyser l'évolution des principaux agrégats. Les résultats ont été jugés particulièrement satisfaisants dans le domaine des échanges extérieurs, l'excellent

de la balance commerciale dépassant largement les prévisions en raison surtout de la chute vertigineuse des importations. D'autre part, les déclarations optimistes de M. Harry Taylor, président de la Manufacture Hanover Trust Company et représentant du « Comité des 12 », semblaient avoir rassuré les banques régionales américaines et les banques européennes très réticentes à l'égard du Chili, tant en raison de la dégradation de la situation économique que de l'ingénierie politique des derniers mois.

Le prêt de 1,3 milliard de dollars devrait en principe être signé avant le 31 juillet. M. Taylor a annoncé en outre que le Chili pouvait compter sur une ligne de crédit à court terme de 1,7 milliard de dollars jusqu'en 1984, ce qui est plus que suffisant compte tenu du niveau des achats à l'étranger. Le pays devrait donc recevoir dans les prochains jours les deux tranches du crédit de confirmation correspondant au premier et au deuxième trimestre, soit 104 millions de dollars, et les premiers 500 millions du prêt à long terme accordé par les banques commerciales.

### Une « compréhension » toute relative

Le Chili a donc échappé à l'étranglement financier. Mais le prix qu'il devra payer est élevé. La croissance à toutes les chances d'être négative en 1983 et sera sans doute à peine positive en 1984. Le Fonds a, certes, desserré quelque peu le carcan imposé à l'économie chilienne, mais il semble que cet assouplissement porte beaucoup plus sur les moyens à mettre en œuvre que sur les objectifs à atteindre. En d'autres termes, le cap reste inchangé en ce qui concerne le niveau de réserves à la fin de l'année (l'accord conclu avec le Fonds prévoit une diminution de 600 millions de dollars durant l'année 1983), les autorités économiques disposant seulement d'une plus grande liberté d'action, en particulier dans le maillage des instruments monétaires.

Les milieux d'affaires estiment cependant que la « compréhension » montrée par les experts de Washing-

ton est insuffisante face à la gravité de la situation économique interne. Les deux principales organisations patronales, la Confederación de la Producción y del Comercio, et la Sociedad de Fomento Fabril (SOFOPA), toutes deux championnes de l'économie de marché, ont adressé au gouvernement une série de propositions destinées à relancer l'activité. Le diagnostic est unanime : « Le problème central de l'économie chilienne n'est pas aujourd'hui le déséquilibre extérieur provoqué par un excès de dépenses, mais la chute dramatique de la demande, à laquelle s'ajoute l'extrême vulnérabilité financière des entreprises en raison d'une période prolongée de taux d'intérêt élevés ».

Tout en reconnaissant que la récession a tendance à se stabiliser et que des signes de reprise se manifestent dans le secteur minier, les deux institutions soulignent l'ampleur de la récession : chute de 8 % du P.I.B. durant le premier semestre par rapport à la même période de 1982 (le P.I.B. a diminué de 14,1 % l'année dernière) et chômage très élevé, un travailleur sur trois se trouvant sans emploi. Le document de la Confederación de la Producción y del Comercio précise que la diminution de l'indice officiel de chômage (- 20 %) s'explique par l'extension des deux programmes d'assistance, le plan d'emploi minimum et le plan d'emploi des chefs de famille (2), et non pas un redémarrage de la production.

Selon le patronat, la seule issue résidente dans « une vigoureuse relance de la demande intérieure » grâce à l'application de mesures dont l'inspiration keynésienne ne manque pas. L'économie de la part de ceux qui, il n'y a pas si longtemps, vantaient les mérites du « modèle de Chicago » : baisse des taux d'intérêt, augmentation des investissements publics et hausse des rémunérations. Les patrons demandent également que des facilités soient données aux entreprises et aux particuliers pour qu'ils puissent renégocier la totalité de leur passif.

Un tel programme est, selon les représentants de l'industrie et du commerce, incompatible « avec l'austérité fiscale et monétaire » exigée par le F.M.I. Le gouvernement doit donc « se contenter d'un relâchement de l'accord avec le Fonds », d'autant plus facile, soutiennent certains, que le caractère très restrictif des mesures d'ajustement est beaucoup plus le résultat d'un choix des autorités que des exigences formulées par l'organisme de Washington.

Le débat entre les partisans de l'application stricte du programme d'ajustement et ceux qui considèrent qu'il faut s'en écarter n'hypothèque pas seulement les autorités économiques et les milieux d'affaires. Il s'est instauré au sein même du gouvernement. Malgré les déclarations officielles, il est clair que le ministre de l'économie, M. Manuel Martín, est plus proche des thèses défendues par les industriels et les commerçants que de celles du ministre des finances. Qu'en pense le général Pinochet ? Certains affirment que, une fois obtenu le prêt des banques commerciales, le chef de l'État soutiendrait l'armée s'il était en face de l'indignité financière... ni de M. Caceres.

JACQUES DESPRÉS.

(1) En vertu d'un accord de confirmation (stand-by en anglais), le pays bénéficiaire du crédit dispose pendant toute la durée du prêt d'une faculté de tirage égale au montant convenu. Si, par exemple, le prêt est de 550 millions de dollars, sur trois ans, l'emprunteur qui aurait tiré 100 millions de dollars la première année, puis remboursé cette somme au début de la seconde, pourra encore utiliser la totalité des 550 millions pendant le temps qui reste à courir jusqu'à l'échéance.

(2) L'allocation versée aux bénéficiaires du plan d'emploi minimum s'élève à environ 26 dollars par mois (environ 200 F), et celle touchée par les bénéficiaires du deuxième plan d'assistance à environ 52 dollars.

PUBLICITÉ

## LE BRUIT REND FOU

L'actualité est remplie de drames engendrés par le bruit, cause importante d'agressivité. Grâce au projet de l'association, le site EAR, qui propose sans cesse, à été noté au point aux U.S.A. Il se décomposent en deux : l'un pour l'adoption d'un programme de construction de centrales nucléaires en coopération avec des sociétés étrangères. Le projet le plus avancé est celui d'une centrale de deux réacteurs de 900 MW, située près de Canton, dans le sud du pays, et qui

AFFAIRES

LA CONSTRUCTION D'UNE USINE DE CENTRAUX TÉLÉPHONIQUES

## Le choix du gouvernement indien en faveur de C.I.T.-Alcatel provoque une controverse à New-Delhi

La société française C.I.T.-Alcatel devrait se voir confier la construction « clés en main » d'une deuxième usine de centraux téléphoniques électroniques en Inde. Le contrat officiel n'a pas encore été signé, mais le ministre des P.T.T. indien a annoncé, au début du mois de juillet, le choix du gouvernement indien en faveur de la société française. C.I.T.-Alcatel avait déjà obtenu en août 1982 un contrat pour la fourniture de 200 000 lignes téléphoniques et la construction d'une usine de centraux d'une capacité annuelle de 500 000 lignes. Cette première usine, située à Gonda, devrait entrer en service en 1984. La deuxième, qui sera implantée à Bangalore, dans le sud du pays, devrait être opérationnelle en 1986.

De notre correspondant

New-Delhi. - La décision du gouvernement indien de confier la réalisation d'une deuxième usine de télécommunications à la société française C.I.T.-Alcatel provoque une vive controverse dans le pays. L'Inde est un pays où le téléphone fonctionne mal - na compte 3 téléphones pour 1 000 habitants, et se fabrique peu. Lorsque New-Delhi a accepté, au mois de février 1982, l'offre du gouvernement français et de C.I.T.-Alcatel, qui se proposaient de fournir à l'Inde une usine capable de produire 500 000 lignes par an, les multinationales des télécommunications du monde entier ont vu s'ouvrir à elles la perspective d'un marché de plusieurs millions de lignes.

En mars 1982, le gouvernement lançait un appel d'offres pour la construction d'une deuxième unité de production de 500 000 lignes par an. Trois propositions allaient être retenues : celles du groupe allemand Siemens, de la société britannique General Electric Corporation (une filiale de British Telecom) et celle d'I.T.T. à travers sa filiale belge.

Conformément à la politique indienne de diversification de ses sources technologiques, la deuxième proposition de C.I.T.-Alcatel fut mise de côté, bien que de tous les systèmes en lice, seul le E-10-B français répondait à la condition de présélection qui voulait qu'à la clôture de l'appel d'offres, la technologie « offerte » soit « non seulement avancée mais aussi exploitée au stade commercial sous la forme d'un central opérationnel de 5 000 lignes ».

Arguant qu'une technologie de pointe « commercialement prouvée » était contradictoire, en soi-même, les conseillers techniques du gouvernement indien penchaient pour un système « avancé » à l'image de ceux proposés par Siemens, I.T.T. et la G.E.C. Ces systèmes sont entièrement digitalisés et utilisent massivement les microprocesseurs à la différence du système E-10-B plus ancien. De plus, ils offraient l'avantage non négligeable de permettre des débouchés pour la toute nouvelle usine de « circuits intégrés de grande échelle (L.S.I.) » de Chandigarh.

Fin juin 1983, sans crier gare, le gouvernement indien fit volte-face et, si l'on en croit les bruits de couloir, prit la décision en moins de dix minutes de passer une seconde commande à C.I.T.-Alcatel. Des instructions dans ce sens, seraient

venues « de très haut ». Pour justifier sa décision, l'appréciation financière n'étant pas officiellement entrée en ligne de compte, le ministre des communications a déclaré que seul le système E-10-B avait fait ses preuves suivant les normes indiquées dans l'appel d'offres indien. Ce qu'en disaient les concurrents malheureux ne contesta pas ailleurs. Toutefois, ces derniers se posent la question de savoir pourquoi le gouvernement leur avait fait, minier la promesse d'un contrat pendant plus d'un an.

(Interim.)

A Bruxelles

## Les Dix étudient de nouvelles diminutions des capacités de production d'acier en Europe

Les ministres de l'industrie des Dix se réunissent à Bruxelles ce lundi 25 juillet pour examiner une nouvelle fois l'ensemble du dossier de la sidérurgie.

Les aciéries européennes ne travaillent aujourd'hui qu'à 54 % de leur capacité de production. Depuis 1980, la Commission de la C.E.E., qui cherche à assainir la situation, impose, en vertu du traité de la CECA, des limitations de production par État et un contrôle des aides publiques.

Depuis trois ans les Dix ont déjà accepté d'éliminer de la sidérurgie européenne une capacité de production de 18,4 millions de tonnes. La Commission de Bruxelles veut y ajouter aujourd'hui une réduction supplémentaire de 8,3 millions de tonnes pour atteindre un total de 26,7 millions de tonnes. La discussion portera lundi sur le partage de ces sacrifices, et sur la décision de la Commission de prolonger jusqu'à la fin 1985 les quotas de production imposés sur environ 70 % du secteur sidérurgique.

Les gouvernements sont d'accord sur le principe, mais plusieurs États membres, dont la France et l'Italie, réclament pour leurs industries respectives des parts plus grandes que celles que leur réserve Bruxelles. Selon le plan communautaire, la France devrait réduire encore de millions de tonnes ses capacités. Le gouvernement français estime, pour sa part, que la France a déjà fait de lourds sacrifices.

ÉNERGIE

## La Chine envisage d'adhérer à l'Agence internationale de l'énergie atomique

De notre correspondant

Pékin. - Le gouvernement de la République populaire paraît envisager sérieusement d'occuper prochainement le siège de la Chine à l'Agence internationale de l'énergie atomique (A.I.E.A.). Dans cette perspective, le ministre chinois des affaires étrangères vient d'annoncer que le directeur général de l'A.I.E.A. fera une visite à Pékin du 11 au 17 août. L'objet de ce premier contact sera de discuter de l'admission de la Chine à l'Agence. Pékin indique aussi que cette visite aidera à « promouvoir la coopération entre la Chine et d'autres pays dans l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire ». Le siège de la Chine, à l'A.I.E.A. est vacant depuis 1971, Taiwan ayant été contraint de se retirer de l'organisation.

Si, jusqu'à une date récente, la non-appartenance de la République populaire à l'A.I.E.A. n'avait pas paru la gêner, il en va désormais différemment. Après beaucoup d'hésitations, Pékin a décidé l'an dernier de s'engager dans un programme de construction de centrales nucléaires en coopération avec des sociétés étrangères. Le projet le plus avancé est celui d'une centrale de deux réacteurs de 900 MW, située près de Canton, dans le sud du pays, et qui

sera probablement édifiée en commun avec la France et la Grande-Bretagne. Deux autres projets du même type sont dans les cartons, l'un dans le Jiangsu (est du pays), l'autre dans le Nord-Est. Par ailleurs, la Chine a annoncé son intention de construire à Hangzhou, près de Shanghai, une unité de production plus modeste (un seul réacteur de 300 MW).

La coopération avec l'étranger en ce domaine implique des transferts de technologie nucléaire que la non-participation de la Chine à l'A.I.E.A. risquerait de rendre plus difficiles. Les États-Unis, très sensibles sur ce point, auraient fait valoir cet argument tant après de Pékin que des sociétés américaines intéressées à la vente de matériel nucléaire à la Chine.

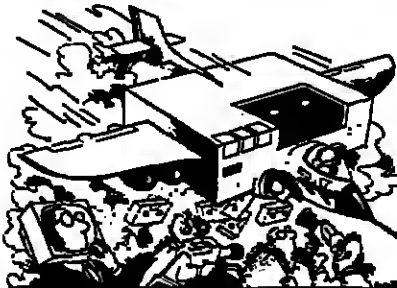
Ce n'est sans doute pas un hasard si la visite de M. Blix à Pékin est annoncée au moment où viennent de se tenir à Washington des conversations destinées, selon l'agence Xinhua, à « établir un fondement solide pour une coopération bilatérale dans l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire ». (Le Monde daté 17-18 juillet).

M.L.

## Le Monde

dossiers et documents

## L'EXPLOSION VIDEO



Les enjeux industriels  
La guerre des images  
Un outil d'expression

DANS CE NUMÉRO UN SECOND DOSSIER  
L'ANTISÉMITISME

NUMÉRO DE JUILLET - AOUT - SEPTEMBRE 1983  
CHEZ LES MARCHANDS DE JOURNAUX : 5,30 F

Le Monde

هكمان النحل



AFFAIRES

TRÉFIMÉTAUX VA RÉDUIRE SES EFFECTIFS D'UN TIERS

Tréfinmétaux, filiale de PUK spécialisée dans la transformation de cuivre et premier européen de ce secteur, va réduire ses effectifs d'un tiers. La direction a en effet annoncé au comité d'entreprise la suppression, d'ici 1985, de 1 800 des 5 200 emplois que compte la société. Ces départs se réaliseront par une convention avec le Fonds national pour l'emploi. Le site de Dives-sur-Mer (Calvados), qui emploie 930 personnes, sera fermé, et ses productions réparties entre l'Oise et les Ardennes.

Tréfinmétaux affirme que ces mesures seront complétées par « une priorité d'embauche dans les autres usines de la société et par des implantations d'activités nouvelles entraînant la création d'emplois nouveaux ». La société annonce dans le même temps un investissement de 300 millions de francs.

Affectée par la mévente du cuivre et par les fortes surcapacités de production en Europe, Tréfinmétaux n'a cessé de voir sa situation se dégrader ces dernières années. Ses pertes de 21 millions de francs en 1980 sont passées à 171 millions en 1981 et à 375 millions (pour un chiffre d'affaires de 2,3 milliards) en 1982. La restructuration de Tréfinmétaux était donc un des impératifs de Pechiney Uguine Kuhlmann (voir l'article consacré à PUK dans Le Monde de l'économie, page 11).

LA CRISE DE L'INDUSTRIE DE L'AMEUBLEMENT

« Un gros orage, mais il va passer »

L'artère ne doit pas cacher la forêt. Ce n'est pas parce que quelques entreprises d'ameublement (A + B, Gauthier) connaissent des difficultés, ce n'est pas parce que le taux de pénétration des importations est passé de 16,9 % en 1970 à 26,5 % en 1982, que la crise de cette branche industrielle est structurelle. Non, affirme M. André Vincent, président de l'UNIFA (Union nationale des industries françaises d'ameublement), la crise est conjoncturelle : « C'est un gros orage, mais il va passer ».

Pour sortir de cette mauvaise passe, l'UNIFA propose une série de mesures que M. Vincent dit être étudiées avec bienveillance par les pouvoirs publics. Il y a des mesures pour adapter l'outil industriel à la conjoncture (prise en charge du chômage partiel à 100 %, allègement des charges sociales, soutien des investissements, libération des prix) ; des mesures pour protéger le marché « sans être protectionniste » (dépot préalable, imposition de normes techniques, taxe parafiscale sur les importations, opposition au « dumping » des pays de l'Est) ; des mesures enfin pour réanimer le marché « sans compromettre le plan de rigueur » (augmentation des constructions et des surfaces meubles, plan d'épargne ameublement - ce qui n'est pas une demande nouvelle - et allocations spéciales pour l'équipement mobilier des classes défavorisées).

La production, avec une valeur de 18,5 milliards de francs, s'est accrue de 2 % par rapport à 1981, où elle avait reculé de 2,9 % (mais en francs constants la production est encore inférieure à 1980). Les commandes pour le premier semestre 1983 sont inférieures, elles, de 30 % environ. L'industrie française, enfin, n'a couvert son marché intérieur qu'à 73,4 % contre 77 % en 1981. Mais ce marasme est « conjoncturel » car, annuellement, l'emploi a progressé de 5,3 % depuis vingt ans, la production de 8 % entre 1960 et 1982, les exportations de 23 % entre 1967 et 1982. Par contre, les investissements ne sont plus, depuis 1977, que de 3,6 % du chiffre d'affaires, contre 5 % auparavant.

Avec une demande fort élastique, l'achat d'un meuble pouvant être toujours différé, cette industrie est un amplificateur des tendances conjoncturelles. C'est donc, selon l'UNIFA, le plan de rigueur qui induit la crise. Quand le pouvoir d'achat se réduit, le meuble n'arrive pas en tête dans la hiérarchie des dépenses des ménages. Dans le même temps, l'amélioration des bas salaires a favorisé l'achat de meubles bas de gamme, le plus souvent importés. Toutefois, le plan Delors porte aussi ses fruits puisque la croissance des importations de meubles s'est ralentie, passant de 28 % en 1982 à 15 % fin mai 1983.

Pendant, les industriels ont des motifs de satisfaction. Le « plan meuble » lancé en décembre 1981, avec le soutien de M. Dreyfus, alors ministre de l'Industrie, continue de produire ses effets : développement de l'automatisation de la production et de la robotique (quarante expériences pilotes sont en cours, mais l'industrie française de la machine ne suit et serait sur le point d'être dépassée par celle de la R.F.A.) ; réorientation de la production vers le kit, qui ne représente cependant que 3 % du marché ; impulsion donnée aux meubles contemporains, qu'ils soient « avant-gardistes » ou « branchés sur le marché ». Deux points nous subsistent : l'industrie de la chaise et le meuble de cuir, qui restent des spécialités italiennes.

CONJONCTURE

Le financement de la protection sociale

(Suite de la première page.)

Encore ces chiffres ne tiennent-ils compte ni du déficit des entreprises ni du remboursement de la dette publique en capital (seuls les intérêts de cette dette sont comptés). Encore les chiffres pour 1984 intègrent-ils des mesures de rééquilibrage des comptes sociaux.

C'est dans ce contexte de crise financière qu'il faut replacer un débat difficile appelant des solutions dont les conséquences seront, de toute façon, lourdes pour l'avenir.

Pour présenter, à la rentrée prochaine, le budget de l'Etat avec un déficit contenu dans la limite des 3 % du produit intérieur brut, selon les recommandations expresses du président de la République, pour éviter de relever à nouveau et fortement les cotisations sociales, pour éviter aussi d'alourdir les charges des entreprises, les pouvoirs publics doivent trouver une quarantaine de milliards de francs pour 1984 : 20 milliards pour la protection sociale, 20 milliards pour le budget de l'Etat (Le Monde du 10-11 juillet).

Ayant pris conscience que de telles sommes pourraient difficilement être trouvées par le recours à de nouvelles mesures exceptionnelles, ayant également pris conscience du danger que représenterait un alourdissement des taux de la T.V.A., qui en se répercutant immédiatement sur les prix de détail, condamnerait la stratégie Delors de ralentissement de l'inflation, une partie des membres du gouvernement se sont ralliés à l'idée d'un prélèvement définitif qui porterait non plus sur les revenus impossibles, comme cette année, mais sur tous les revenus bruts, y compris les revenus du capital. Une telle formule aurait l'avantage de l'efficacité : tout le monde paierait, quel que soit son revenu, tous les revenus seraient concernés, aussi bien les revenus professionnels (1 580 milliards de francs en 1983) que les revenus du capital (intérêts, dividendes, revenus fonciers, plus-values, 210 milliards de francs cette année), soit, au total, une assiette de quelque 1 800 milliards de francs. Un prélèvement de 2 % - c'est le taux proposé - rapporterait 36 milliards de francs. Encore l'assiette pourrait-elle s'appliquer aux primes des fonctionnaires, et surtout aux revenus dits de remplacement (retraites, indemnités de chômage, indemnités journalières, etc.), qui représentent quelque 575 milliards de francs cette année. Le prélèvement porterait alors sur plus de 2 300 milliards de francs, rapportant ainsi, au taux de 2 %, 46 milliards de francs. Une somme à la mesure des besoins (2).

rendement (180 milliards de francs environ cette année).

Si le blocage devait se confirmer, il resterait au gouvernement, pour financer la protection sociale, soit la T.V.A. (également injuste socialement, même si elle est relativement insoluble, catastrophique en tout cas du point de vue de l'indice des prix), soit le recours à un nouveau prélèvement assis sur la valeur ajoutée des entreprises, une idée agitée depuis longtemps mais qui aurait l'inconvénient de pénaliser les investissements et serait de toute façon extrêmement difficile à mettre en œuvre (les transferts de charges que cette réforme supposerait seraient importants et pénaliseraient un tiers des entreprises, généralement les plus performantes) ; soit, enfin, les classiques cotisations sociales, qui ont contre elles d'être carrément dégressives en fonction du revenu.

On a trop tendance à oublier à ce sujet que, à cause du plafonnement des cotisations, un salarié verse 40 % de son revenu à la Sécurité sociale, alors qu'un titulaire de revenus élevés en verse beaucoup moins (20 % environ pour un salaire avoisinant 30 000 F par mois). De ce point de vue, le prélèvement proportionnel auquel pensent certains au sein du gouvernement serait un progrès par rapport à la dégressivité du système social actuel, progrès d'autant plus important que tous les revenus seraient concernés, qu'ils soient professionnels ou tirés du capital, et qu'ils le seraient dans leur intégralité.

Telles sont les données d'un problème aussi aigu qu'urgent à résoudre. Quelle que soit la solution retenue, celle-ci devra tenir compte de quatre priorités au moins :

- La première sera de sensibiliser davantage les Français au coût de la protection sociale, de façon à

freiner progressivement des dépenses qui augmentent trop vite depuis des années. Ainsi pourra être ralentie, puis stoppée, la montée des prélèvements obligatoires, dont l'alourdissement depuis quinze ans n'est pas le fait des impôts d'Etat, mais celui des cotisations sociales. Toute réforme du financement de la protection sociale devra bien mettre en évidence pour chacun - y compris sur la feuille de paie - ce que coûte celle-ci. L'Etat aurait donc tort de prendre à son compte - notamment en les fiscalisant - des problèmes financiers que l'intérêt général commande de garder en dehors de lui ;

- Les choix qui seront faits devront apporter une solution durable au problème éternel de la Sécurité sociale ;

- Les charges des entreprises ne devront pas être alourdies ;

- La répartition de l'effort financier devra tenir compte de la justice sociale, mais aussi du nécessaire encouragement au travail et à l'initiative.

Le respect de ces quatre conditions ne sera peut-être pas suffisant pour faire accepter aux Français l'idée de nouveaux et importants prélèvements rendus indispensables par la gravité de la crise financière. Il sera en tout cas nécessaire pour éviter que les efforts fiscaux et sociaux qui seront annoncés dans quelques semaines ne rencontrent incompréhension, irritation, voire hostilité pure et simple. C'est une grosse, très grosse partie, que va jouer là le gouvernement.

ALAIN VERNHOLES.

(2) A titre de comparaison, le prélèvement de 1 % de 1983 destiné à financer la Sécurité sociale rapportera 10 milliards de francs environ cette année.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
	+ base - haut	Rep. - ou Dép. -	Rep. - ou Dép. -	Rep. - ou Dép. -
S.E.U.	7,8210 7,8230	+ 138 + 138	+ 245 + 315	+ 515 + 625
S. can.	6,5382 6,5413	+ 125 + 125	+ 243 + 319	+ 546 + 718
Yen (100)	3,475 3,484	+ 146 + 185	+ 282 + 334	+ 832 + 977
D.M.	3,0801 3,0897	+ 187 + 211	+ 354 + 387	+ 561 + 629
Drac.	2,682 2,688	+ 144 + 174	+ 283 + 316	+ 488 + 565
F.R. (100)	15,0889 15,0471	+ 378 + 397	+ 736 + 937	+ 1564 + 1974
F.S.	3,7038 3,7085	+ 230 + 262	+ 445 + 488	+ 1279 + 1368
L. (1 000)	5,0852 5,0878	+ 179 + 124	+ 394 + 318	+ 1552 + 1396
E. (1 000)	11,9926 11,9911	+ 289 + 318	+ 415 + 563	+ 983 + 1246

TAUX DES EURO-MONNAIES

S.E.U.	9 9/16	9 15/16	9 11/16	10 1/16	9 7/8	10 3/16	9 7/16	9 13/16
D.M.	4 1/2	4 7/8	4 11/16	5 1/16	4 7/8	5 1/4	5 1/16	5 13/16
Drac.	4 7/8	5 5/8	5 5/16	5 11/16	5 3/8	5 3/4	5 11/16	5 13/16
F.R. (100)	8 1/4	8 3/4	8 1/2	9	8 3/4	9 1/8	9 3/4	10
F.S.	2	3 1/8	4 5/8	5	4 5/8	5	4 11/16	5 1/16
L. (1 000)	15	15 3/4	15 1/4	15 3/4	15 3/4	16 1/4	16 1/4	16 3/4
E. (1 000)	8 3/8	8 7/8	9 1/2	9 7/8	9 5/8	10	10	10 1/2
R. franc.	12 3/16	12 1/2	12 1/8	12 1/2	12 3/4	13 1/8	12 7/8	13 1/4

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

(Publicité)

MINISTÈRE DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE  
DIRECTION DES ÉQUIPEMENTS

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE  
DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

### AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL ET INTERNATIONAL N° 03/83

Un appel d'offres ouvert national et international est lancé pour équiper en 1984 les ateliers des centres de formation professionnelle et d'apprentissage implantés sur l'ensemble du territoire national. Les prestations à fournir concernent la livraison sur site et l'installation des équipements technico-pédagogiques dans les spécialités suivantes :

- Construction mécanique :
  - Mécanique engins de chantier - Mécanique réparation engins de levage et de manutention - Mécanisme cotretrie industriel - Tournage - Ajustage montage - Rectification - Conduite - Entretien engins de chantier - Mécanisme agricole - Dessin construction mécanique - Mécanisme équipement injection - Mécanisme auto-diesel - Mécanisme réparation système hydraulique - Mécanisme réparation système d'irrigation - Mécanisme co filature - Agent d'entretien de matériel de piquage - Agent de maintenance en machines de bureau fraiseuse.
- Construction métallique :
  - Serrurerie forge soudure - Tôlerie carrosserie auto - Soudage mixte - Soudage à l'arc - Charpente métallique - Menuiserie métallique - Chaudronnerie grosse tôle - Dessin construction métallique - Tracteur en construction métallique - Tôlerie chaudronnerie - Chaudronnerie tuyauterie - Garniture auto.
- Bâtiment et travaux publics :
  - Gros œuvre I (Maçonnerie générale - Maçonnerie étendue et béton armé)
  - Gros œuvre II (Plâtrerie - Peinture bâtiment - Revêtement sol et mur)
  - Chef d'équipe, maître gros œuvre/S.O. - Chauffage central - Plomberie sanitaire - Dessin bâtiment - Topographe - Conducteur de travail et chantier.
- Bois et ameublement :
  - Menuiserie ébénisterie.
- Électricité électronique :
  - Électricité auto - Électromécanique - Electrobobinage - Réparation équipement électroménager - Montage dépannage R.T.V. - Électricité bâtiment - Froid et climatisation - Electricien équipement industriel - Electrotechnique.
- Habillement :
  - Couture (Prêt-à-porter) - Patronnière grasseuse - Tailleur - Broderie - Tricotage.
- Comptabilité et emplois de bureau :
  - Comptable - Aide-comptable - Dactylo commis comptable - Dactylographie - Secrétaire de direction - Secrétaire dactylographe.
- Impression :
  - Impression offset - Composition typo - Impression typo - Reliure industrielle - Photogravure offset.
- Chimie :
  - Laborantin chimiste - Coiffure dames.

Le présent appel d'offres s'adresse aux seuls constructeurs et fabricants à l'exclusion des regroupements et autres intermédiaires, et ce conformément à la loi n° 78.02 du 11 février 1978 portant monopole de l'Etat sur le Commerce extérieur.

Les cahiers des charges peuvent être retirés au siège du Ministère de la Formation professionnelle, Secrétariat des Marchés, Direction des Équipements, rue Farid Zoukache Kouba - Alger (Algérie).

Les offres accompagnées des soumissions et des pièces réglementaires doivent être adressées sous double enveloppe cachetée à l'adresse ci-dessus indiquée.

L'enveloppe extérieure qui ne devra comporter aucune indication permettant d'identifier le soumissionnaire, devra porter, en plus de l'adresse du Ministère de la Formation professionnelle, les mentions suivantes et d'une façon très apparente : « Appel d'offres n° 03/83 - Confidentialité - A ne pas ouvrir ».

L'enveloppe intérieure contiendra l'offre établie en deux exemplaires dont l'un sera pris unitaire, la documentation technique relative aux équipements proposés ainsi que les documents et pièces fiscales exigés par la réglementation en vigueur.

La date limite de remise des offres est fixée à quatre-vingt-dix jours à compter de la dixième publication du présent avis.

Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant 120 jours à compter de la date de clôture du présent avis.

COMMERCE

APRÈS LES LIVRES ET LES CARBURANTS

Le groupe Leclerc a l'intention de distribuer du tabac et des produits para-pharmaceutiques

Après les livres et les carburants, le groupe des centres Leclerc a l'intention de s'attaquer à la distribution de deux autres gammes de produits jusqu'ici protégées par la réglementation française : le tabac et la para-pharmacie. En ce qui concerne le tabac, le groupe va déposer, avant la fin du mois, une demande de licence d'importation et d'exportation. L'importation de cigarettes est en effet soumise en France à un agrément (licence) de l'administration, et leur vente à un contrat conclu avec l'Etat.

Le marché est, en revanche, libre dans plusieurs pays européens (Belgique, R.F.A., Pays-Bas) où les prix du tabac - y compris les produits français exportés par la SEITA - sont inférieurs à ceux pratiqués en France. M. Edouard Leclerc, président du groupe, a l'intention, en cas de refus probable de l'administration, de faire appel auprès de la Cour européenne de justice.

Intégré sur ce projet, Mme Simone Veil, ancienne présidente du Parlement européen, a estimé que « le tabac n'est pas le meilleur choix », et qu'il n'est pas souhaitable de développer (sa) consommation en France ».

Pour les produits para-pharmaceutiques (Le Monde du 23 juillet), le groupe Leclerc a l'intention d'ouvrir, d'ici l'automne, des rayons proposant des produits de grandes marques, distribués jusqu'à présent uniquement en pharmacie.

Le groupe Leclerc poursuit enfin sa bataille pour la vente de carburants à prix réduit. Menacé de sanctions par les pouvoirs publics - deux cent quarante procès-verbaux ont été dressés contre les centres Leclerc - le groupe a momentanément cessé de pratiquer des rabais supérieurs à ceux autorisés par la réglementation (10 centimes).

Un jugement, rendu jeudi 21 juillet par le tribunal de Fontenay, saisi par six distributeurs d'essence, concurrents du groupe, lui a cependant donné raison. Alors que jusqu'ici la plupart des tribunaux de grande instance saisis (une douzaine au total depuis le début du mois) s'étaient déclarés incompétents, les juges de Fontenay ont estimé, sur la base de la réglementation française, « ne doit pas être appliquée comme étant contraire aux dispositions de la règle communautaire », et ils ont débouté les plaignants.

Le tribunal de grande instance de Fontenay, étonnamment saisi, pour sa part, décidé vendredi 22 juillet, de saisir la Cour européenne de Luxembourg pour un recours en interprétation des textes.

Précision : apolitisme

Après la publication dans nos éditions du 3 juillet d'une interview de M. Michel Leclerc, fils de M. Edouard Leclerc, qui déclarait : « Il ne faut pas oublier que M. Bernasconi a appelé à voter pour M. Mitterrand entre les deux tours », M. René Bernasconi, président de la C.S.N.C.R.A. (Chambre syndicale nationale du commerce et de la réparation automobile) et de la Confédération générale des petites et moyennes entreprises, nous écrit :

Je pense qu'avant de publier une telle déclaration votre journal, dont je reconnais le sérieux, aurait dû au préalable vérifier la véracité de cette allégation. Je tiens à souligner qu'en tant que président national de la C.S.N.C.R.A., comme en tant que président de la C.G.P.M.E., j'ai toujours tenu à me placer dans la stricte neutralité. Je considère, en effet, qu'il n'entre pas dans la fonction d'un représentant d'une organisation professionnelle de s'immiscer dans le débat politique.

Cela étant, les responsabilités, qui sont celles de tout dirigeant professionnel, amènent à prendre des positions économiques, ce que je fais toujours, en toute conscience, et sans jamais perdre de vue l'intérêt général.

En ce qui concerne le problème des remises sur les carburants, au mépris de la réglementation actuelle, et en bafoyant délibérément la loi, les centres Leclerc font peut-être gagner au public quelques centimes, mais ils menacent l'existence même des détaillants qui assurent sur toute l'étendue du territoire un service permanent, indispensable, et qui n'ont pas la possibilité matérielle de consentir de telles remises.

[Le 28 avril 1981, quelques jours après le 1<sup>er</sup> tour des élections présidentielles, M. Bernasconi avait, à titre personnel, rendu visite à Valéry Giscard d'Estaing et tenu une conférence de presse dans les locaux même du Q.G. sectoriel du candidat, rue Marignan. Quatre jours plus tard, toujours entre les deux tours, le C.G.P.M.E., dont il était président, avait jugé « excellentes » les propositions de M. Mitterrand en faveur des petites et moyennes entreprises. Le 18 mai enfin, une semaine après le second tour, le centre M. Bernasconi avait déclaré au micro d'Europe n° 1 : « J'aurais pu voter pour M. Mitterrand, puisque lui-même m'a dit qu'il était d'une famille de P.M.E. Son grand-père était vinaigrier à Toulouse ». Les affiliés de M. Bernasconi ont quelques excuses à s'être rangés sur les mandataires de l'« apolitisme » et de la « stricte neutralité » du leader des petites patronnes. - V.M.]







# MARCHÉS FINANCIERS

## BILAN HEBDOMADAIRE DE LA BANQUE DE FRANCE

Principaux postes (en milliards de francs)

ACTIF	13-7-1983
1) OR et CRÉANCES SUR L'ÉTRANGER	379 239
Or :	
Disponibilités à vue à l'étranger	280 740
ECU	30 368
Avances au Fonds de stabilisation des changes	13 857
2) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	6 082
Concours au Trésor public	197 568
3) CRÉANCES PROVENANT D'OPÉRATIONS DE REMANÈGE	84 948
4) OR et AUTRES ACTIFS DE RÉSERVE A RECEVOIR DU FEDOM	74 283
5) DIVERS	6 578
<b>Total</b>	<b>664 142</b>

PASSIF

1) BILLET EN CIRCULATION	189 140
2) COMPTES CRÉDITEURS ÉTRANGERS	11 352
3) COMPTES COURANT DU TRÉSOR PUBLIC	7 008
4) COMPTES CRÉDITEURS DES AGENTS ÉCONOMIQUES ET FINANCIERS	59 006
5) ECU A LIVRER AU FEDOM	15 840
6) RÉSERVE DE RÉVALUATION DES AVOIRS PUBLICS EN OR	73 564
7) CAPITAL ET FOND DE RÉSERVE	306 114
8) DIVERS	2 563
<b>Total</b>	<b>664 142</b>

## LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ETUDES ECONOMIQUES

Indice général de base 100 en 1959

15 juil. 22 juil.

Indice des valeurs françaises

Indice des valeurs étrangères

Indice des valeurs françaises à revenu variable

Indice des valeurs étrangères à revenu variable

Indice des valeurs françaises à revenu fixe

Indice des valeurs étrangères à revenu fixe

Indice des valeurs françaises à revenu mixte

Indice des valeurs étrangères à revenu mixte

Indice des valeurs françaises à revenu flottant

Indice des valeurs étrangères à revenu flottant

Indice des valeurs françaises à revenu garanti

Indice des valeurs étrangères à revenu garanti

Indice des valeurs françaises à revenu privilégié

Indice des valeurs étrangères à revenu privilégié

Indice des valeurs françaises à revenu ordinaire

Indice des valeurs étrangères à revenu ordinaire

Indice des valeurs françaises à revenu subordonné

Indice des valeurs étrangères à revenu subordonné

Indice des valeurs françaises à revenu convertissable

Indice des valeurs étrangères à revenu convertissable

Indice des valeurs françaises à revenu participatif

Indice des valeurs étrangères à revenu participatif

Indice des valeurs françaises à revenu préférentiel

Indice des valeurs étrangères à revenu préférentiel

Indice des valeurs françaises à revenu ordinaire

Indice des valeurs étrangères à revenu ordinaire

Indice des valeurs françaises à revenu subordonné

Indice des valeurs étrangères à revenu subordonné

Indice des valeurs françaises à revenu convertissable

Indice des valeurs étrangères à revenu convertissable

Indice des valeurs françaises à revenu participatif

Indice des valeurs étrangères à revenu participatif

Indice des valeurs françaises à revenu préférentiel

Indice des valeurs étrangères à revenu préférentiel

Indice des valeurs françaises à revenu ordinaire

Indice des valeurs étrangères à revenu ordinaire

Indice des valeurs françaises à revenu subordonné

Indice des valeurs étrangères à revenu subordonné

Indice des valeurs françaises à revenu convertissable

Indice des valeurs étrangères à revenu convertissable

Indice des valeurs françaises à revenu participatif

Indice des valeurs étrangères à revenu participatif

Indice des valeurs françaises à revenu préférentiel

Indice des valeurs étrangères à revenu préférentiel

Indice des valeurs françaises à revenu ordinaire

Indice des valeurs étrangères à revenu ordinaire

Indice des valeurs françaises à revenu subordonné

Indice des valeurs étrangères à revenu subordonné

Indice des valeurs françaises à revenu convertissable

Indice des valeurs étrangères à revenu convertissable

Indice des valeurs françaises à revenu participatif

Indice des valeurs étrangères à revenu participatif

Indice des valeurs françaises à revenu préférentiel

Indice des valeurs étrangères à revenu préférentiel

Indice des valeurs françaises à revenu ordinaire

Indice des valeurs étrangères à revenu ordinaire

Indice des valeurs françaises à revenu subordonné

Indice des valeurs étrangères à revenu subordonné

Indice des valeurs françaises à revenu convertissable

Indice des valeurs étrangères à revenu convertissable

Indice des valeurs françaises à revenu participatif

Indice des valeurs étrangères à revenu participatif

Indice des valeurs françaises à revenu préférentiel

Indice des valeurs étrangères à revenu préférentiel

Indice des valeurs françaises à revenu ordinaire

Indice des valeurs étrangères à revenu ordinaire

Indice des valeurs françaises à revenu subordonné

Indice des valeurs étrangères à revenu subordonné

Indice des valeurs françaises à revenu convertissable

Indice des valeurs étrangères à revenu convertissable

Indice des valeurs françaises à revenu participatif

Indice des valeurs étrangères à revenu participatif

Indice des valeurs françaises à revenu préférentiel

Indice des valeurs étrangères à revenu préférentiel

Indice des valeurs françaises à revenu ordinaire

Indice des valeurs étrangères à revenu ordinaire

Indice des valeurs françaises à revenu subordonné

## BOURSE DE PARIS Comptant 22 JUILLET

VALEURS	Cours	Précéd.	Différence
3%	110,00	110,00	0
4%	110,00	110,00	0
5%	110,00	110,00	0
6%	110,00	110,00	0
7%	110,00	110,00	0
8%	110,00	110,00	0
9%	110,00	110,00	0
10%	110,00	110,00	0
11%	110,00	110,00	0
12%	110,00	110,00	0
13%	110,00	110,00	0
14%	110,00	110,00	0
15%	110,00	110,00	0
16%	110,00	110,00	0
17%	110,00	110,00	0
18%	110,00	110,00	0
19%	110,00	110,00	0
20%	110,00	110,00	0
21%	110,00	110,00	0
22%	110,00	110,00	0
23%	110,00	110,00	0
24%	110,00	110,00	0
25%	110,00	110,00	0
26%	110,00	110,00	0
27%	110,00	110,00	0
28%	110,00	110,00	0
29%	110,00	110,00	0
30%	110,00	110,00	0
31%	110,00	110,00	0
32%	110,00	110,00	0
33%	110,00	110,00	0
34%	110,00	110,00	0
35%	110,00	110,00	0
36%	110,00	110,00	0
37%	110,00	110,00	0
38%	110,00	110,00	0
39%	110,00	110,00	0
40%	110,00	110,00	0
41%	110,00	110,00	0
42%	110,00	110,00	0
43%	110,00	110,00	0
44%	110,00	110,00	0
45%	110,00	110,00	0
46%	110,00	110,00	0
47%	110,00	110,00	0
48%	110,00	110,00	0
49%	110,00	110,00	0
50%	110,00	110,00	0
51%	110,00	110,00	0
52%	110,00	110,00	0
53%	110,00	110,00	0
54%	110,00	110,00	0
55%	110,00	110,00	0
56%	110,00	110,00	0
57%	110,00	110,00	0
58%	110,00	110,00	0
59%	110,00	110,00	0
60%	110,00	110,00	0
61%	110,00	110,00	0
62%	110,00	110,00	0
63%	110,00	110,00	0
64%	110,00	110,00	0
65%	110,00	110,00	0
66%	110,00	110,00	0
67%	110,00	110,00	0
68%	110,00	110,00	0
69%	110,00	110,00	0
70%	110,00	110,00	0
71%	110,00	110,00	0
72%	110,00	110,00	0
73%	110,00	110,00	0
74%	110,00	110,00	0
75%	110,00	110,00	0
76%	110,00	110,00	0
77%	110,00	110,00	0
78%	110,00	110,00	0
79%	110,00	110,00	0
80%	110,00	110,00	0
81%	110,00	110,00	0
82%	110,00	110,00	0
83%	110,00	110,00	0
84%	110,00	110,00	0
85%	110,00	110,00	0
86%	110,00	110,00	0
87%	110,00	110,00	0
88%	110,00	110,00	0
89%	110,00	110,00	0
90%	110,00	110,00	0
91%	110,00	110,00	0
92%	110,00	110,00	0
93%	110,00	110,00	0
94%	110,00	110,00	0
95%	110,00	110,00	0
96%	110,00	110,00	0
97%	110,00	110,00	0
98%	110,00	110,00	0
99%	110,00	110,00	0
100%	110,00	110,00	0

## SECONDE MARCHÉ

100	110,00	110,00	0
200	110,00	110,00	0
300	110,00	110,00	0
400	110,00	110,00	0
500	110,00	110,00	0
600	110,00	110,00	0
700	110,00	110,00	0
800	110,00	110,00	0
900	110,00	110,00	0
1000	110,00	110,00	0
1100	110,00	110,00	0
1200	110,00	110,00	0
1300	110,00	110,00	0
1400	110,00	110,00	0
1500	110,00	110,00	0
1600	110,00	110,00	0
1700	110,00	110,00	0
1800	110,00	110,00	0
1900	110,00	110,00	0
2000	110,00	110,00	0
2100	110,00	110,00	0
2200	110,00	110,00	0
2300	110,00	110,00	0
2400	110,00	110,00	0
2500	110,00	110,00	0
2600	110,00	110,00	0
2700	110,00	110,00	0
2800	110,00	110,00	0
2900	110,00	110,00	0
3000	110,00	110,00	0
3100	110,00	110,00	0
3200	110,00	110,00	0
3300	110,00	110,00	0
3400	110,00	110,00	0
3500	110,00	110,00	0
3600	110,00	110,00	0
3700	110,00	110,00	0
3800	110,00	110,00	0
3900	110,00	110,00	0
4000	110,00	110,00	0
4100	110,00	110,00	0
4200	110,00	110,00	0
4300	110,00	110,00	0
4400	110,00	110,00	0
4500	110,00	110,00	0
4600	110,00	110,00	0
4700	110,00	110,00	0
4800	110,00	110,00	0
4900	110,00	110,00	0
5000	110,00	110,00	0
5100	110,00	110,00	0
5200	110,00	110,00	0
5300	110,00	110,00	0
5400	110,00	110,00	0
5500	110,00	110,00	0
5600	110,00	110,00	0
5700	110,00	110,00	0
5800	110,00	110,00	0
5900	110,00	110,00	0
6000	110,00	110,00	0
6100	110,00	110,00	0
6200	110,00	110,00	0
6300	110,00	110,00	0
6400	110,00	110,00	0
6500	110,00	110,00	0
6600	110,00	110,00	0
6700	110,00	110,00	0
6800	110,00	110,00	0
6900	110,00	110,00	0
7000	110,00	110,00	0
7100	110,00	110,00	0
7200	110,00	110,00	0
7300	110,00	110,00	0
7400	110,00	110,00	0
7500	110,00	110,00	0
7600	110,00	110,00	0
7700	110,00	110,00	0
7800	110,00	110,00	0
7900	110,00	110,00	0
8000	110,00	110,00	0
8100	110,00	110,00	0
8200	110,00	110,00	0
8300	110,00	110,00	0
8400	110,00	110,00	0
8500	110,00	110,00	0
8600	110,00	110,00	0
8700	110,00	110,00	0
8800	110,00	110,00	0
8900	110,00	110,00	0
9000	110,00	110,00	0
9100	110,00	110,00	0
9200	110,00	110,00	0
9300	110,00	110,00	0
9400	110,00	110,00	0
9500	110,00	110,00	0
9600	110,00	110,00	0
9700	110,00	110,00	0
9800	110,00	110,00	0
9900	110,00	110,00	0
10000	110,00	110,00	0



100